

UNIVERSITÉ DE PARIS — FACULTÉ DE DROIT

Les Pairs de France

sous la
Monarchie de Juillet

THÈSE

POUR LE

DOCTORAT EN DROIT

présentée et soutenue le 28 Mai 1938

PAR

LUCIEN LABES

JURY

{	MM. Joseph BARTHELEMY, professeur.	<i>Président.</i>
	Georges SCELLE, professeur.	} <i>Assesseurs.</i>
	SIBERT, professeur.	

LORIENT

IMPRIMERIE DU « NOUVELLISTE DU MORBIHAN »

18, PLACE BISSON

1938

UNIVERSITÉ DE PARIS — FACULTÉ DE DROIT

Les Pairs de France

sous la

Monarchie de Juillet

THÈSE

POUR LE

DOCTORAT EN DROIT

présentée et soutenue le 28 Mai 1938

PAR

LUCIEN LABES

JURY	{	MM. Joseph BARTHELEMY, professeur.	<i>Président.</i>
		Georges SCELLE, professeur.	<i>Assesseurs.</i>
		SIBERT, professeur.	

LORIENT

IMPRIMERIE DU « NOUVELLISTE DU MORBIHAN »

18, PLACE BISSON

1938



Thèse pour le doctorat

*La Faculté entend ne donner aucune approbation ni improbation
aux opinions émises dans les thèses. Ces opinions doivent
être considérées comme propres à leurs auteurs.*

BIBLIOGRAPHIE

- D'ALTON SHÉE. — Mes mémoires (1826-1848). (Edit. 1869 ; Lacroix).
- ANNALES PARLEMENTAIRES. — 1839-1848.
- ARCHIVES PARLEMENTAIRES de 1787 à 1860. — (Publication interrompue à 1839).
- AYCARD (Marie). — Le pair de France (1840) s. l. n. d.
- BARROT (Odilon). — Mémoires posthumes (1791-1852) publiés par Duvergier de Hauranne en 1875-76.
- DE BASTARD D'ESTANG. — Notice historique sur François de Bastard, comte d'Estang, pair de France.
- BELLESSERT. — Victor Hugo ; essai sur son œuvre.
- BENOIT-GUYOD. — Victor Hugo, Pair de France. (Dans la Revue des 2 Mondes du 25 juin 1937).
- BÉRARD. — Souvenirs historiques sur la révolution de 1830. (1834).
- BERRIAT SAINT PRIX (Aimé). — Commentaires sur la Charte constitutionnelle. (1836).
- BIOGRAPHIE des Députés de la Chambre septennale de 1824 à 1830. (1836).
- BIRÉ (Edmond). — Victor Hugo après 1830.
- BLANC (Louis). — Histoire de dix ans. (1830-1840).
- DE BROTONNE. — Les sénateurs du Consulat et de l'Empire. (1895).
- DE CASSIN. — Recrutement des Chambres Hautes (Thèse, Paris, 1901).
- CAUCHY. — Précédents de la Cour des Pairs. (1839).
- CHARLÉTY. — Voir Lavisse.
- CHATEAUBRIAND. — Mémoires d'outre-tombe.
- DE CORNET (comte). — Souvenirs sénatoriaux, précédés d'un essai de constitution de la Cour des Pairs. (1824).
- DE COURCELLES. — Historique généalogique et héraldique des Pairs de France, des grands dignitaires de la Couronne, des principales familles nobles du royaume. (1822-1833).
- DELZANT (Victor). — Parlementaires français (manuscrit, bibliothèque de la Chambre des Députés).
- DESPLACES. — Des Sénats et des Chambres Hautes. (1893).
- DICTIONNAIRE DES PARLEMENTAIRES FRANÇAIS.
- DINO (duchesse de). — Chronique (de 1831 à 1862).
- DU BLED (Victor). — Histoire de la Monarchie de Juillet. (Edité en 1877-79).
- DUPIN aîné. — La Révolution de Juillet 1830. (1835).

- DUPRAT-TAXIS. — La nouvelle pairie française d'après la Charte organisée par l'ordonnance du 25 août 1817. (Manuscrit, bibliothèque du Sénat).
- DUVERGIER DE HAURANNE. — Histoire du gouvernement parlementaire en France (1814-1848).
- GISQUET. — Mémoires. (1840).
- GOEZMANN. — Voir Zemganno.
- GONCOURT (J. et Ed.). — Journal.
- GUIZOT. — Mémoires pour servir à l'histoire de mon temps. (1858).
- HARDOUIN. — Recrutement des Chambres Hautes. (Thèse, Paris, 1895).
- HENRION DE PANSEY. — Des pairs de France et de l'ancienne constitution française. (1816).
- HIRSCHFELD. — Le palais du Luxembourg. (1931).
- HUGO (Victor). — Choses vues. — Avant l'exil. — Histoire d'un crime. — Napoléon Le Petit.
- LACRETELLE (Pierre de). — Vie politique de Victor Hugo.
- LAGRÉSILLE. — Les Hautes Cours de justice en France (dans la Revue politique et parlementaire, 1899, p. 396).
- LA HODDE (Lucien de). — Histoire des sociétés secrètes... de 1830 à 1848.
- DE LA ROCHEFOUCAULD-DOUDEAUVILLE. — Esquisses et portraits. (1844-1845).
- LAVISSE. — Histoire de la France contemporaine (tome V. La monarchie de juillet par Charléty).
- LE LABOUREUR. — Histoire du gouvernement de la France ; de l'origine et de l'autorité des pairs du royaume et du parlement. (1743).
- DE MANTEYER (G.). — L'origine des douze pairs. (Extrait des études d'histoire du Moyen-Age, dédiées à G. Monod).
- MASSIAS (baron). — Vues sur la nouvelle organisation de la Pairie, en harmonie avec la Charte de 1830.
Lettre sur l'hérédité. (1831).
Du serment politique. (1833).
Conséquences qui découlent invinciblement d'une pairie à vie, quelle que soit la manière dont on en combine la formation.
- MONTALIVET (comte de). — Fragments et souvenirs. (1899).
Rien, 18 années de gouvernement parlementaire. (1864).
- DE MOROGUES. — Comment la Chambre des Députés et la Chambre des pairs pourraient être constituées en France (1840).
- MOUNIER. — Souvenirs intimes et notes. (1896).
- MUEL (Léon). — Précis historique des assemblées parlementaires et Hautes Cours de justice en France de 1789 à 1895. (1896).
Les Gouvernements de la France. (1890).
- MUSSET (Alfred de). — Correspondance. (1827-1857).
- PASQUIER. — Mémoires.
- PIERRE (Eugène). — Traité pratique de droit parlementaire. (1893).

PONTÉCOULANT (comte de) — Souvenirs historiques et parlementaires (1764-1848)

PRESSE : *le Moniteur*, *le National*, *le Constitutionnel*, *le Messager* (1830-1848).

PROCÈS : des derniers ministres de Charles X, du *National* de 1834, d'Armand Laity, de Fieschi. (Brochures anonymes).

PROCÈS-VERBAUX ET DOCUMENTS DIVERS DE LA CHAMBRE DES PAIRS.

REGNAULT (Elias). — Histoire de huit ans. (1840-1848).

ROUSSELET (Marcel). — Le magistrature sous la Monarchie de juillet (1937).
L'affaire du duc de Praslin et la magistrature. (1937).

SAINT MARC GIRARDIN. — De la pairie en France depuis la Révolution de juillet (dans la *Revue des 2 Mondes* du 15 novembre 1847).

SAMUEL (René). — Notice historique sur la Bibliothèque et ses principales collections (dans le *Répertoire alphabétique de la bibliothèque du Sénat*). (1916).

SEIGNOBOS. — Histoire politique de l'Europe contemporaine. (1814-1896).

SOMMAIN. — La pairie en France au 19^e siècle ; étude de la Chambre des pairs de la Monarchie de juillet. (Thèse, Caen, 1905).

THUREAU-DANGIN. — Histoire de la Monarchie de juillet.

DE VALON (François). — Les pairs de France primitifs et leur Cour. (Thèse, Toulouse, 1934).

ZEMGANNO. — Les quatres âges de la Pairie de France. (1775).

INTRODUCTION

I. - LES ORIGINES DE LA PAIRIE FRANÇAISE

Au seuil d'un travail voué spécialement à la Pairie de Louis-Philippe, notre désir n'est pas de nous livrer à une étude approfondie depuis l'époque franque, des personnages appelés « pares », ni de tenter de départager les auteurs qui ont essayé de fixer une date certaine à la naissance de cette Pairie qui devait s'éteindre à la Révolution ; nous nous contenterons, dans ce préambule, d'exposer rapidement ce qui est présenté le plus habituellement comme l'historique de la Pairie française. Nous serons ainsi à même de constater le chemin parcouru et de voir jusqu'à quel point la Pairie du Roi-citoyen peut être considérée comme la continuation de l'ancienne Pairie.

Rejetons d'abord les origines fabuleuses et ne nous arrêtons pas aux douze Pairs de Charlemagne, rudes compagnons de gloire ou de combat, « les premiers à la guerre ou au conseil », personnages de la légende poétique, si mal connus et si peu certains que Flach en a pu dresser seize listes différentes (1).

Jusqu'à la fin des Rois de la seconde race, on se perd en discussions sur la signification du titre de « *par* » et sur les fonctions ou les dignités correspondant à cette appellation. Il nous paraît certain que le mot, pendant toute cette période, n'a aucun rapport avec ce qu'on nommera plus tard « la Pairie ». Il désigne longtemps des personnes appariées par des obligations ou des devoirs communs, nobles ou roturiers, époux, puis suzerain et vassal, enfin les vassaux d'un même suzerain dans leurs rapports entre eux.

(1) Cité par Fr. de Valon : *Les pairs de France primitifs et leur Cour* (Thèse) Toulouse, 1934.

Ce n'est que lorsque la société féodale trouve une forme certaine que l'on commence à pouvoir étudier avec quelque précision la naissance et l'évolution de la pairie.

Mais, jusqu'en 1297, l'imprécision restera telle que les auteurs qui se sont attachés à cette étude, égarés souvent par des textes erronés comme ceux qui émanent de l'entreprise de faux historiques qu'était au 12^e siècle l'abbaye de Grandmont, n'ont pu se mettre en complet accord. Ainsi, le dernier en date, François de Valon, confrontant les thèses de Bémont, de Gabriel Monod, de Flach, de Petit-Dutaillis, de Langlois, prétend ne pas trouver trace certaine de fonctions spéciales remplies par les Pairs au Sacre de Philippe-Auguste. Il semble avoir ignoré l'étude du Président Henrion de Pansey, dont certains détails peuvent être sans grande valeur scientifique, mais qui présente à nos yeux le mérite d'une grande clarté et qui, d'ailleurs, ne diffère guère, dans ses grandes lignes, des résultats auxquels sont parvenus, depuis, les auteurs précités. C'est à lui que nous emprunterons le plus fréquemment les bases de l'exposé suivant.

Henrion de Pansey n'indique pas beaucoup les sources auxquelles il a puisé et il semble, à travers les ouvrages qui ont traité de la Pairie au cours de l'Ancien Régime, qu'il y eût dans les opinions sur l'origine et les transformations de la Pairie française, une grande part de tradition, plus ou moins scientifiquement vérifiée.

Il est certain que l'institution de la pairie est trop ancienne pour avoir été l'objet d'une création volontaire de la part d'un homme ou d'un corps quelconque ; elle s'est modelée sur le régime féodal auquel les caractères qu'on s'accorde à lui reconnaître à l'origine s'adaptent parfaitement.

La France féodale était une cascade de domaines nobles, liés entre eux par la vassalité et la suzeraineté ; au sommet était la Couronne. Chaque seigneur de fief, magistrat propriétaire du territoire, avait sa justice féodale ; ses vassaux avaient le double devoir de le servir à la guerre et dans sa Cour de Justice : services « *d'ost* » et de « *conseil* ». Ce dernier n'était pas le moins important quand sévissait encore l'habitude du combat judiciaire. Aussi était-il strictement réclamé. « Un Pair, dit Pierre Desfontaines,

ne pouvait pas dire qu'il ne jugerait pas s'ils n'étaient que quatre ou s'ils n'y étaient tous, ou si les plus sages n'y étaient. C'est comme s'il eût dit, dans la mêlée, qu'il ne secourrait pas son seigneur, parce qu'il n'avait auprès de lui qu'une partie de ses hommes. » (1)

Etaient « *Pairs* », pares inter se, tous les propriétaires de fiefs dans leurs rapports avec les autres vassaux de la même seigneurie. A la Cour de Justice, ils connaissaient des affaires intéressant leurs droits et leurs charges, leurs domaines et les prérogatives du suzerain ; la règle s'établit peu à peu qu'un propriétaire de fief ne pouvait être jugé que par ses pairs. On connaît la phrase classique : « *Nemo beneficium suum perdat, nisi secundum consuetudinem antecessorum nostrorum, et per iudicium parium suorum.* »

Mais la qualification de « Pair de France » n'appartenait qu'aux grands feudataires relevant du Roi, non à raison de ses domaines, mais à raison de sa couronne ; à ces derniers seulement resta la dénomination de Pairs, et quand on sait les origines territoriales modestes de la Couronne française, on en peut conclure que les Pairs originaires n'étaient pas nombreux.

La pairie féodale disparut avec les fonctions judiciaires, devenues impraticables aux seigneurs après l'interdiction du combat judiciaire par l'Ordonnance de Saint-Louis de 1260. La Cour des Pairs de France, où ne subsistaient plus en 1297 que trois Pairs seulement, garda pourtant ses fonctions. Mais les empiètements inlassables du Roi dans tous les domaines auraient certainement fait disparaître aussi la Pairie de France, si l'utilité qu'il y voyait ne lui avait conseillé des adjonctions destinées à la maintenir et sur lesquelles se base Henrion de Pansey pour distinguer dans l'évolution de cette Pairie de l'Ancien Régime un certain nombre d'époques qu'il appelle les « âges » de la Pairie française.

A la fin du 10^e siècle, les fiefs relevant directement de la Couronne étaient au nombre de sept : duchés de France, de Bourgogne, de Normandie, d'Aquitaine ; comtés de Toulouse, de Flandre, de Champagne. L'avènement de Hughes Capet, Duc de France, ramena, par confusion, le nombre des Pairs de France à

(1) Cité par Henrion de Pansey : Des Pairs de France.

six. Le duché de Normandie fut confisqué au profit du Roi et enlevé définitivement à son possesseur, Jean sans Terre, condamné à mort par la Cour des Pairs pour le meurtre d'Arthur de Bretagne (1). Le traité de 1228 entre Saint-Louis et le Comte Raymond de Toulouse remit le Comté de Toulouse aux mains du Roi de France ; le mariage de Philippe Le Bel avec la Comtesse Jeanne de Champagne allait faire passer ce nouveau fief à la Couronne ; enfin la Pairie de Bourgogne lui était réversible à défaut d'hoir mâle.

Ayant fait longtemps figure d'alliés plus que de vassaux, d'ennemis parfois, (un texte du onzième siècle, cité par Goezmann, dit aux Pairs en parlant du Roi : « Vous l'appellez votre seigneur et votre Roi, mais vous ne lui obéissez qu'autant qu'il vous plaît ; et il vous plaît rarement de lui obéir »), les Pairs de France apparurent au sacre de Philippe Auguste comme des « officiers », car ils y remplirent certains « offices », d'ailleurs purement symboliques, comme de soutenir la couronne trop grande et trop large pour la tête du Roi, jusqu'à ce que l'archevêque l'ait remplacée par une plus légère ; mais à côté d'eux on vit six nouveaux Pairs, avec le même rang et les mêmes prérogatives : c'étaient les pairs ecclésiastiques : l'archevêque de Reims, les évêques de Laon, de Beauvais, de Châlons, de Noyon et de Langres. (2)

(1) Il existe, entre les auteurs modernes, une divergence sur le point de savoir s'il y eut un ou deux procès de Jean sans Terre. Celui dont parle Henrion de Pansey serait, non de 1202 comme il l'indique, mais de 1203, et il est nié par Bémont, G. Monod, etc... Celui de 1202 serait né de l'enlèvement d'Isabelle, fille du comte Aymar d'Angoulême, fiancée à Hughes Le Brun, héritier du comté de la Marche, par Jean sans Terre ; ce dernier aurait, par ce procès, perdu ses fiefs d'Aquitaine et d'Anjou, mais non la Normandie. C'est au procès de 1203 seulement, intenté à l'occasion du meurtre, réel ou prétendu d'Arthur de Bretagne, et sur la demande des barons bretons que le Roi d'Angleterre aurait été condamné non à mort, mais au « forbanissement », par la Cour des Pairs et dépouillé de son fief de Normandie.

(2) De Valon, adoptant l'opinion de Luchaire, prétend que le sacre de Philippe-Auguste se déroula sans aucune différence avec les précédents, que les ecclésiastiques n'y eurent aucune place particulière et que les Pairs laïques n'y figurèrent pas en tant que Pairs, mais « par l'effet d'un droit féodal ou exercice d'une charge de « Grand Officier de la Couronne ».

Deux questions se posent alors à nous : pourquoi ces dignitaires de l'Eglise et pourquoi exclusivement ceux de Picardie et de Champagne ?

Les raisons qu'en donne Henrion de Pancey paraissent excellentes :

Dans l'esprit de Louis le Jeune, qui faisait à l'avance sacrer son successeur, archevêque et évêques devaient, par leur présence, fortifier l'obéissance et la vénération du peuple envers le futur souverain sur qui rejaillissaient à la fois l'éclat des dignités civiles, le lustre et le respect attachés aux dignités ecclésiastiques. Ce calcul paraît fort plausible de la part du monarque qui, à l'exemple de ses prédécesseurs se voyait encore obligé d'instituer un successeur de son vivant.

Mais l'élévation de ces évêques à la Pairie, si elle attirait de leur part une certaine reconnaissance envers la Couronne, était absolument contraire à la tradition et aux règles féodales. En effet, si les nouveaux Pairs, en même temps que princes de l'Eglise, étaient aussi propriétaires de fiefs, ils ne relevaient du Roi qu'à raison de ses seigneuries, non à raison de sa Couronne. C'est pour ne pas trop s'écarter de la coutume féodale et manifester tant soit peu le désir d'en respecter le principe que les prélats picards et champenois furent les seuls choisis.

Ne relevant pas directement du Roi, ils en relevaient cependant au second degré ; on n'abandonnait le principe de la mouvance directe que le moins possible ; mais on ne pouvait le faire qu'en choisissant au moins des seigneurs du domaine royal et comme celui-ci n'était pas très étendu, on ne pouvait songer qu'aux prélats de la Picardie proche et de la Champagne voisine. Le souci de respecter la règle de suzeraineté directe avait même poussé le Roi à traiter avec le Duc de Bourgogne de la mouvance du Comté de Langres, qui appartenait à l'évêque, avant de le nommer à la Pairie.

Ces raisons nous paraissent préférables à celle que donnent de Valon et Manteyer (1) qui justifient ce choix par le seul fait que ces prélats étaient les seuls à posséder le Comté de leur ville épis-

(1) Manteyer : L'origine des douze pairs. (Extrait des études d'histoire du Moyen-Age, dédiées à G. Monod).

copale et se trouvaient de plus commander les « marches » du Royaume depuis les Flandres jusqu'à Autun.

Dans leurs fonctions judiciaires les Pairs laissèrent peu à peu fléchir la rigueur des principes. Les ecclésiastiques reconnaissants s'abstenaient de protester ; les laïcs, occupés de guerres féodales, assez dédaigneux et très ignorants des formes et de la science qui avaient remplacé la procédure simple et rapide du combat judiciaire, ne s'en aperçurent même pas. Le Roi, fortifiant par là sa position en face d'eux, réunit la Cour des Pairs à ses Cours féodales, composées de voisins immédiats sur lesquels la proximité de la Cour et les charges du Palais lui donnaient influence. Là est d'ailleurs l'origine du Parlement de Paris. Ces simples vassaux du Roi devenaient alors juges des vassaux de la Couronne, contredisant ainsi la règle du jugement par Pairs.

Dans la forme, les principes s'atténuèrent de la même façon ; les assignations signifiées d'abord par deux Pairs, le furent ensuite par un seul Pair et deux chevaliers, puis deux chevaliers seulement, enfin par de simples sergents du Roi ; d'où le brocart de Loisel : « *Sergent à Roi est pair à comte* ». Le Roi présidait et ne jugeait pas. (Le Président de Belliare fut plus tard scandalisé qu'au procès du duc de La Valette, le Roi ait osé juger et condamner, « lui qui avait le droit de grâce en partage »). Mais l'arrêt devait recevoir son approbation.

Malgré l'affaiblissement de la logique féodale en cette matière, la tradition était encore assez forte pour qu'on pût appeler des femmes à siéger à la Cour des Pairs de France, dès lors qu'elles détenaient un fief de la Couronne. Mahaut, Comtesse d'Artois participa au jugement de Robert de Flandre et assista Philippe Le Long à son sacre en 1216 où elle soutint la Couronne. La chose parut d'ailleurs extraordinaire.

Mais la lente et tenace politique royale qui consistait à réunir les Pairies à la Couronne avait pour conséquence fatale de supprimer peu à peu les Pairs de France. En 1297, il ne restait plus que trois Pairies laïques (1). Cependant Philippe Le Bel tenait à

(1) Voir supra, p. 12.

conserver l'institution qui avait une grande utilité pour la Couronne. En effet, sa puissance en était notablement accrue, par le fait que les membres de ce Tribunal joignaient leurs forces à celles du Roi pour assurer l'exécution des jugements rendus. Philippe Le Bel entreprit donc de pourvoir à la disparition progressive des Pairs.

Il dut alors rompre si nettement avec les principes antérieurs, que le Président Henrion de Pansey, qui n'avait pas vu, dans la nomination des Pairs ecclésiastiques, une transformation assez profonde pour faire de l'état de choses ainsi créé un nouvel âge de la Pairie, fait partir de l'an 1297 la seconde période de cette institution.

C'est la date à laquelle le Roi nomme Pairs les Comtes de Bretagne, d'Anjou et d'Artois. Il explique ainsi cette nomination : « Considérant que le nombre de douze Pairs qui étaient selon la coutume anciennement dans le Royaume, est tellement diminué que l'ancienne face de notre Etat pourrait en être défigurée en plusieurs maximes, nous voulons rétablir l'honneur et la gloire de notre trône royal par l'ornement de ces anciennes dignités ».

Les fiefs des nouveaux promus n'étaient pas dans la mouvance de la Couronne ; aussi, pour faire admettre cette innovation, le Roi prit-il soin de ne choisir que des personnages considérables, placés sur les marches mêmes du trône ; pendant deux siècles, les Rois de France n'élevèrent à la Pairie que des Princes de leur sang. Une quinzaine d'érections furent ainsi faites jusqu'en 1505. Pendant ce temps les fonctions prévalurent peu à peu sur la dignité et sur la tenure du fief ; les Pairs apparurent de plus en plus comme des officiers institués ; appelés à siéger avec le Parlement, ils furent soumis à la formalité du serment, ce qui, par contre-coup, leur donna droit de séance permanent ; mais ainsi se trouvèrent exclues les Pairies féminines.

Une nouvelle extension du choix royal marqua en 1505 l'avènement d'un troisième âge de la Pairie ; le Roi choisit toujours des Princes, mais il ne se restreint plus à sa seule famille et nomme même des Princes étrangers. Le premier fut Engilbert de Clèves, pour ses « louables, continuels et agréables services ». On tentait de respecter le principe féodal par une clause de style aux termes

de laquelle la seigneurie élevée à dignité était distraite de son ancienne mouvance et placée sous le vasselage immédiat de la Couronne. Des lettres de jussion furent d'ailleurs nécessaires pour obliger le Parlement à enregistrer la nomination.

Un quatrième âge de la Pairie s'ouvre par la nomination d'Anne de Montmorency, connétable de France, simple gentilhomme, qui prêta serment le 12 novembre 1551, et qui fut choisi pour la « grandeur et noblesse de sa maison », riche en « magnanimes et vertueux personnages », et pour ses « longs et recommandables services ».

Jusqu'en 1789, les Rois de France élèveront à la Pairie qui ils voudront, parmi leur noblesse. Le Parlement protesta continuellement contre les nominations trop nombreuses et contre les prérogatives, parfois puériles à nos yeux, que s'arrogeaient les nouveaux promus ; il ne s'agissait plus du droit de s'intituler seigneur « par la grâce de Dieu », de se parer du titre de « palatin », de prétendre faire des lois ou détenir le droit de justice privée, celui de faire la guerre, d'avoir des places de guet ou de sauvegarde, des bannières ou des monnaies particulières, mais les Pairs prirent et conservèrent l'usage de garder leur épée aux séances, malgré les remontrances du Parlement.

L'édit de 1566 constate la diminution de l'estime attachée aux titres à cause de leur multiplication et décide que les érections nouvelles n'auront lieu qu'à condition d'en réunir les terres au domaine du Roi, en cas de décès sans héritier mâle ; mais cette disposition ne fut point appliquée.

Les quatre âges ainsi révolus de la Pairie correspondent à ce que Goezmann a dénommé : la Pairie de naissance ; la Pairie de dignité ; la Pairie d'apanage ; la Pairie de gentilhomme.

Le rôle judiciaire de la Pairie, le seul qui lui resta finalement, l'avait fait participer dès l'origine au renom considérable du Parlement de Paris. La Cour des Pairs jugea au long de l'Ancien Régime : Eudes, Comte de Chartres, Jean sans Terre, le Sire de Couci, le Roi de Navarre, Robert d'Artois, Jean de Montfort, le Duc d'Alençon, le Duc de Biron, le Duc de Montmorency, le Duc de La Valette, le Duc de la Force, Catherine de La Trémoille.

Cette rareté des jugements par Pairs, le rang élevé des personnages qui relevaient de cette juridiction, fortifièrent encore la considération de la Pairie de France.

Emportée avec le pouvoir royal par la Révolution, l'institution de la Pairie revint avec lui en 1814, non plus avec un rang politique secondaire et subordonné, mais investie d'une portion de la puissance législative. Ainsi commençait le cinquième âge de la Pairie de France.

Henrion de Pansey voit dans sa durée exceptionnelle la preuve d'une vitalité, confirmée par sa réapparition en 1814, exclusive de toute création humaine : « Elle n'aurait pas traversé tant de siècles, si elle n'eût été que l'ouvrage des hommes. Sortie, pour ainsi dire, d'elle-même, des mœurs, des habitudes et de l'esprit général de la nation, on pouvait dire d'elle : *prolem sine matre creatam.* »

II. - LA PAIRIE DE 1814 A 1830

Renaissance de la Pairie ; la Pairie anglaise

Dans la masse du peuple de France, ce dut être avec une curiosité étonnée que l'on vit, en 1814, la Charte octroyée par le frère de Louis XVI désigner sous le nom de Chambre des Pairs une assemblée législative. Pour beaucoup, les Pairs de France étaient des personnages presqu'inconnus ; les attributions restreintes qu'ils possédaient encore sous l'Ancien Régime n'apparaissaient plus, aux yeux d'une foule habituée depuis 1789 à entendre débattre de l'exercice du Gouvernement, que comme des amusements de Cour ou, tout au plus, des occupations de grand seigneur.

Et voici que, sous ce nom oublié, on lui présentait aujourd'hui un des « trois pouvoirs » que l'on jugeait nécessaires au fonctionnement du Régime représentatif projeté.

Le principe d'une seconde Chambre n'était pas pour surprendre ; l'expérience en avait été faite tant au cours des essais républicains que par le Sénat impérial. On pensait qu'en face du pouvoir démocratique, représenté par une Chambre élective, il était nécessaire d'établir un pouvoir aristocratique qui balançât le premier, en face du pouvoir monarchique incarné dans la personne du souverain. Ce pouvoir aristocratique, ce fut la Chambre des Pairs.

Y avait-il dans l'esprit du monarque qui exhumait ainsi un vocable d'Ancien Régime, la volonté de marquer par là le retour à l'état de choses antérieur à la Révolution ? Était-ce tout simplement que l'appellation ancienne plaisait mieux que les noms de Sénat, de mémoire impériale, de Tribunat, de Conseil des Anciens, ou tout autre nom utilisé pendant une époque dont le souvenir même devait être aboli ? Le nouveau souverain nous en a donné lui-même une explication : « Nous avons vu dans le renouvellement de la Pairie », disait Louis XVIII, « une institution vraiment nationale, et qui doit lier tous les souvenirs à toutes les espérances, en réunissant les temps anciens et les temps modernes. » Elle serait donc un de ces « monuments vénérables des siècles passés » dans lesquels Louis XVIII a cherché les principes de sa Charte.

Et, comme à la fin de l'Ancien Régime, il se réservait exclusivement le droit de nommer des Pairs en nombre illimité.

Mais, devenus une sorte d'officiers institués par le Roi, réduits au privilège d'être jugés par le Parlement garni d'au moins douze Pairs, et de figurer à côté des Rois dans la cérémonie de leur sacre, (1) les anciens Pairs ne gardaient une raison d'existence que dans le souvenir, déjà bien atténué en 1789, de la féodalité. Louis XVIII ne pouvait prétendre qu'il renouvelait une institution née du régime féodal et morte avec lui.

L'organisme créé par la Charte ne se rattachait au souvenir des temps passés que par le nom qui lui était donné. Ce nom indiquait assez qu'il s'agissait d'une Chambre aristocratique, mais le rôle qu'on lui attribuait, le « personnel » qu'on allait y faire entrer, n'avaient pas le moindre rapport avec ce qu'avait été la Pairie.

(1) Berriat Saint Prix : Commentaires de la Charte Constitutionnelle.

Cette création est probablement due à un mélange dans l'esprit du Roi ou des inspirateurs de la Charte, de principes, d'idées politiques et de désirs personnels.

Peut-être a-t-on songé à Montesquieu : « ...Il y a toujours, dans un Etat, des gens distingués par la naissance, les honneurs et les richesses... La part qu'ils ont à la législation doit donc être proportionnée aux avantages qu'ils ont dans l'Etat » (1). Or Louis XVIII était tout disposé à rendre aux émigrés leurs honneurs et leurs richesses ; il pouvait naturellement souhaiter leur donner cette part à la législation sans laquelle Montesquieu pensait qu'ils seraient voués aux spoliations de la multitude.

Sans doute aussi espérait-il en donnant une représentation propre à l'aristocratie, affaiblir sensiblement la puissance du pouvoir électif.

Mais nous croyons que ce fut surtout l'exemple anglais qui inspira le désir d'une Chambre aristocratique ; l'Angleterre, prospère encore après les épreuves du blocus continental, victorieuse de l'Empereur, jouissait, surtout auprès de l'exilé d'Hartwell d'un prestige mérité. Il est humain qu'on ait pensé que ses institutions étaient la seule raison de sa tranquillité comme de ses succès et qu'il suffirait de les transporter en France pour les voir y produire les mêmes fruits.

La Chambre des Lords (2), simple assemblée de vassaux, n'était à l'origine qu'une Cour féodale où le titre de la tenure du sol donnait séance. Edouard I^{er} réduisit le nombre des barons destinés à y siéger et désormais, la volonté royale seule y appela les Lords ; mais la coutume s'établit qu'une fois convoquée, toute personne qui avait obéi à la convocation gardât le droit de siéger aux séances ultérieures et transmît ce droit héréditairement. Le Roi pouvait donc créer des lords par « *patent* », mais nécessairement héréditaires. Les dignitaires ecclésiastiques y furent d'abord la majorité ; mais leur nombre diminua, sous Henri VIII, à la suite des suppressions de monastères dont les prieurs étaient lords. Les

(1) Montesquieu : De l'esprit des lois. L. XI, chap. 6.

(2) Sommain : La Pairie de France au 19^e siècle. (Thèse, Caen, 1905).

prélats anglicans demeurèrent, mais en petit nombre. Ils furent même exclus en 1640 par Charles I^{er}, mais une loi contraire les réintégra en 1661.

Essentiellement aristocratique, la Chambre des Lords passait cependant pour avoir assuré au peuple anglais la garantie de ses libertés, lors de la Révolution de 1688.

Et l'on espérait que ce souvenir ferait accepter plus facilement par l'opinion française la création d'une Chambre, où l'intention du Roi était de faire siéger des nobles et des grands propriétaires.

La première Restauration

Quand parut l'Ordonnance de nomination des Pairs, on y vit figurer tout d'abord tous les Pairs ayant séance au Parlement à la date du 3 août 1789. L'impossibilité d'abolir tout à fait l'histoire des vingt-cinq années précédentes, le désir de récompenser quelques personnages de leur récente attitude envers le régime naissant, le besoin de s'attacher les services nécessaires des hommes qui tenaient encore une autorité certaine sur l'armée et l'administration, la nécessité d'inclure dans la nouvelle Pairie, sous peine de la déconsidérer dès l'origine, ceux que l'opinion ne comprendrait pas de voir tenus à l'écart, firent ajouter à la liste quelques sénateurs de Napoléon, uniquement choisis d'ailleurs parmi ceux qui avaient voté la déchéance. Quelques émigrés « *féaux* » et « *amés* » complétèrent la nouvelle Chambre des Pairs.

Cette promotion fut, par la suite, fort critiquée. Villèle (1) dira de cette première Pairie de Louis XVIII : « Les avantages qu'on pouvait en attendre furent gravement compromis par la première nomination des Pairs. La majorité de la Chambre fut composée de sénateurs, pour la plupart vieux révolutionnaires, que l'égoïsme, la bassesse et l'intrigue avaient fait surnager au milieu des différents bouleversements politiques. Le reste fut choisi parmi les hommes de l'ancienne Cour dont les exigences intéressées avaient hâté la Révolution de 1789. »

(1) Cité par Desplaces : Des Sénats et des Chambres Hautes, p. 485.

Ces paroles nous semblent inspirées surtout par les difficultés que rencontra Villèle devant la Chambre des Pairs quelques années plus tard ; s'il y a une part de vérité dans son appréciation du personnel de la Pairie, il n'en est pas moins certain que tous ces personnages, par leur expérience ou leur situation personnelle auraient pu jouer un rôle politique heureux. Les événements ne leur en donnèrent pas loisir.

A peine eurent-ils le temps de revêtir l'habit à broderies, dragonnes, franges, torsades et épaulettes, de se coiffer du chapeau à plume retombante, retenue par la cocarde blanche, de ceindre leur épée de parade (1), que le « vol de l'aigle » dispersait la Pairie de 1814.

Les Cent Jours

L'Empereur eut le temps d'essayer de donner une nouvelle Constitution à la France. Sur l'avis de son « technicien », Benjamin Constant, il conserva la Pairie, sans aucun enthousiasme d'ailleurs.

« Prenez garde qu'elle est en désharmonie avec l'état présent des esprits... Où voulez-vous que je trouve les éléments d'aristocratie que la Pairie exige ? Les anciennes fortunes sont ennemies, plusieurs des nouvelles sont honteuses. Sans souvenirs, sans éclat historique, sans grandes propriétés, sur quoi une Pairie serait-elle fondée ?... Celle d'Angleterre est au-dessus du peuple, mais elle n'a pas été contre lui. Ce sont les nobles qui ont donné la liberté à l'Angleterre... D'ici à trente ans, mes champignons de Pairs ne seront plus que des soldats ou des chambellans ; l'on ne verra plus qu'un camp ou qu'une antichambre. » (2)

Mais Benjamin Constant sentait qu'autour de l'Empereur, ceux qui avaient à nouveau joué la chance du prodige, avides de titres, de rubans, de manteaux d'hermine, appelaient de leurs vœux cette institution. Son avis l'emporta, l'institution fut conservée, mais, « considérant que la Chambre des Pairs était composée en partie

(1) Desplaces, *op. cit.* p. 481.

(2) Cité par Desplaces, *op. cit.* p. 496.

de personnes qui *avaient* porté les armes contre la France, et qui *avaient* intérêt au rétablissement des droits féodaux et à la destruction de l'égalité entre les différentes classes, à l'annulation des ventes des domaines nationaux, et enfin à priver le peuple des droits qu'il a acquis par vingt-cinq ans de combats contre les ennemis de la gloire nationale » (1), Napoléon prononça la dissolution de la Chambre des Pairs existante.

Il nomma à la place des Pairs de Louis XVIII une quantité de généraux et quelques hauts fonctionnaires. Dans le double espoir de s'attacher ces personnages par l'intérêt et d'en faire à l'avenir une véritable aristocratie, l'Empereur déclarait la dignité de Pair héréditaire de mâle en mâle, par ordre de primogéniture.

C'était en somme le calcul inverse de celui qu'avait fait Louis XVIII en faisant une Pairie viagère, avec réserve du droit de conférer l'hérédité à qui bon lui semblerait. Obligé de subir quelques personnages qu'il ne pouvait estimer, le vieux Roi avait essayé de la Pairie viagère « pour se débarrasser de la graine d'hommes qui avait prêté serment au Jeu de Paume, rempli les Assemblées de la République et dont les parchemins n'avaient été noircis que par le feu des batailles. » (2).

La deuxième Restauration

Cette Pairie des Cent Jours se sépara d'elle-même après Waterloo ; l'Ordonnance du 24 Juillet 1815 déclara déchu de la dignité de Pair de France, ceux des promus de 1814 qui avaient accepté de siéger dans cette « *soi-disant Chambre des Pairs* ». Le 17 août, une nouvelle promotion de quatre-vingt-treize Pairs s'ajoutait à la liste de ceux qui n'avaient pas démerité. Huit jours plus tard, une autre Ordonnance prescrivait la constitution obligatoire d'un majorat pour toute élévation ultérieure à la Pairie ; celle-ci était rendue héréditaire à la fois pour les Pairs existants et pour ceux à venir.

(1) Décret impérial du 13 mars 1815.

(2) Desplaces, op. cit. p. 482.

Dans l'ordre des préséances, les Pairs étaient les premiers personnages de France. Le Roi n'avait pas le droit de les tenir debout en sa présence, ce qu'il faisait pour les Députés. Il leur parlait directement alors qu'il ne transmettait ses volontés aux Députés que par l'intermédiaire du Chancelier (1). Si les Pairs n'avaient pas l'initiative des lois, si leurs séances étaient secrètes, ils avaient par contre le privilège de ne pouvoir être arrêtés que de l'autorité de leur Chambre et de n'être justiciables que d'elle en matière criminelle. Enfin, ils constituaient le grand Tribunal politique du Régime qui confiait à la Chambre, réunie en Cour des Pairs, la connaissance des crimes et délits contre la sûreté de l'Etat.

Il n'est pas jusqu'au costume qui leur était assigné qui ne reflêtât le souci de pompe et de majesté attaché à la Pairie ; ils portaient l'habit français bleu de roi à collet droit semé de fleurs de lys brodées en or, à parements brodés comme le collet, à boutons d'or chargés d'un manteau d'hermine, le chapeau à trois cornes, l'épée, tout cela recouvert d'un manteau d'azur doublé d'hermine. Lorsqu'ils siégeaient en Haute Cour de justice, ils devaient endosser un costume inspiré à la fois de l'élégance de Cour et des traditions du Palais : simarre de soie bleue de roi, à petits boutons d'or, avec larges manches à parements ouverts, épitoge d'hermine à glands d'or, cravate de dentelle, toque de velours bleu de roi bordée d'hermine, bordure surmontée de la couronne du titre, brodée en or.

Au long de la Restauration, la Chambre des Pairs devint l'espoir des libéraux. On avait voulu faire une Chambre indépendante à la fois du pouvoir royal et du peuple ; son hérédité et ses privilèges étaient, pensait-on, de suffisantes garanties de cette indépendance ; aussi, devant les excès de la Chambre introuvable, devant les exigences des ultras, sous le joug politique du ministère Villèle, pensait-on trouver dans la Pairie une digue aux exagérations. De fait, la Chambre des Pairs, malgré son parti-pris de docilité envers un régime que tous ses membres estimaient parfaitement convenable, eut de temps en temps quelques réactions contre les projets anti-libéraux des Ministres.

(1) Gand : Traité de Droit constitutionnel positif.

La Pairie de la Restauration et l'opinion

Elle rejette le projet de loi électorale voté par la Chambre des Députés le 6 septembre 1815 ; elle refuse de suspendre l'immovibilité des juges ; elle approuve la dissolution de la Chambre introuvable ; en 1820, elle améliore la loi sur la presse en s'opposant au projet de censure pour cinq ans ; elle refuse d'étendre au parti libéral les poursuites intentées contre Louvel ; elle repousse en 1824 la conversion des rentes, l'autorisation aux communautés de femmes d'acquérir et de posséder ; elle rend impossible pratiquement l'application de la loi du sacrilège, qu'elle ne laisse d'ailleurs passer qu'à quatre voix de majorité ; elle rejette encore en 1826 un projet de loi qui diminuait le domaine de l'institution du jury ; refuse le rétablissement du droit d'aînesse ; accueille une pétition de M. de Montlosier contre les Jésuites ; en 1828 elle fait encore retirer par son attitude, un nouveau projet de loi sur la presse.

Mais la Chambre des Pairs avait condamné à mort le maréchal Ney et surtout, le parti libéral et le peuple ne pouvaient avoir ni confiance, ni estime, ni reconnaissance envers un Corps composé de nobles d'Ancien Régime, tous plus ou moins apparentés à ceux dont les avidités avaient exigé le vote du « *milliard des émigrés* », à ceux qui, lentement, amenaient la royauté à revenir sur les conquêtes de la Révolution que la grande majorité du peuple français considérait comme irrévocables. Ce n'était pas la présence de quelques « rescapés » du Directoire ou de l'Empire au sein de la Chambre qui pouvait suffire à effacer cette méfiance et cette antipathie. La démocratie qui savait que l'institution, destinée à lui faire contre-poids, était dirigée contre elle, ne pouvait reconnaître les Pairs comme ses patrons ou ses protecteurs naturels. Quelques acclamations momentanées, poussées dans le jardin du Luxembourg par la jeunesse des écoles, lors du rejet du droit d'aînesse, ne suffisaient pas à fonder une popularité générale ou surtout durable.

Aussi ne saurions-nous en aucune façon suivre l'opinion du Duc de Choiseul, proclamant le 22 décembre 1831 à la Tribune de la Chambre des Pairs : « L'année 1814 vit naître la Pairie ; mais la Pairie agrandie, la Pairie honorée, saluée d'acclamations,

proclamée pendant bien des années le seul obstacle au despotisme, la conservatrice des droits populaires et l'objet de l'amour et de la reconnaissance de nos concitoyens. »

Si l'immovibilité des Pairs leur permit sous la Restauration quelques résistances impossibles à une Chambre des Députés constamment élue sous une pression ministérielle vigilante, sous l'empire de lois électorales exclusivement favorables aux désirs de la Cour, perpétuellement soumise à d'incessantes dissolutions, il n'en reste pas moins que la Chambre des Pairs concourut sans difficultés sérieuses à toutes les mesures antipopulaires et rétrogrades de la Restauration.

Et si ni le peuple, ni les libéraux ne l'acceptaient comme représentant leurs idées ou leurs intérêts, ce qui restait de l'ancienne aristocratie en tant que caste, ne l'avouait pas davantage comme son émanation. Dupin aîné prétend qu'elle avait vu les Pairs héréditaires avec dépit, y trouvant une rivalité accablante pour elle, qui se considérait comme la seule vraie noblesse. (1)

Enfin, sous Charles X, la promotion de soixante-quinze Pairs d'un seul coup, faite pour créer à la Chambre une majorité en faveur des projets du Ministère, le mépris affiché pour la Pairie par Villèle qui avait dit : « Des Pairs, j'en ferai tant, qu'il sera honteux de l'être et honteux de ne pas l'être », avaient amené, à la veille des Trois Glorieuses, un discrédit certain sur l'institution.

Chateaubriand dira d'elle dans ses Mémoires d'Outre-Tombe : « La Pairie était devenue le triple réceptacle des corruptions de la vieille Monarchie, de la République et de l'Empire. Quant aux Républicains de 93, transformés en sénateurs, quant aux généraux de Bonaparte, je n'attendais d'eux que ce qu'ils ont toujours fait : ils déposèrent l'homme extraordinaire auquel ils devaient tout ; ils allaient déposer le Roi qui les avait confirmés dans les biens et dans les honneurs dont les avait comblés leur premier maître. Que le vent tourne, et ils déposeront l'imposteur auquel ils se préparent à jeter la Couronne ! »

(1) Dupin aîné : La Révolution de 1830. Recueil de lettres et de discours. (2^e lettre à un magistrat).

Entre ce mépris de misanthrope, l'animosité des libéraux qui ne voyaient encore dans les Pairs que des gens qui n'avaient rien appris ni rien oublié, et l'enthousiasme du Duc de Choiseul pour la Pairie de la Restauration, nous pensons qu'il y a peut-être place pour une opinion moins extrême. Nous pensons que la Pairie joua sous Louis XVIII et Charles X le rôle modérateur que l'on pouvait espérer d'hommes qui venaient de voir comment ni la violence, ni le génie, ni le droit divin n'assuraient une irréfragable puissance ; qui, tout rassurés qu'ils fussent sur le lendemain politique, gardaient pourtant pour l'avenir une inquiétude que leur imposaient des souvenirs proches, et qui, soit aux places où les éleva l'Empereur, soit sur la terre étrangère où les avait menés leur fidélité aux Princes ou la crainte d'un peuple déchaîné, avaient appris à estimer la douceur relative du repos acquis et voulaient maintenant oublier les rancœurs et les haines que de plus jeunes essayaient de rappeler à leurs vieux monarques.

Dupin aîné (1) a fort bien dressé en quelques phrases le réquisitoire de la Pairie de la Restauration, tout en résumant son histoire ; il souligne la maladresse de Louis XVIII dans le choix des premiers Pairs, dans son désir proclamé de revenir aux anciens temps. Ancien défenseur du Maréchal Ney, il met la condamnation de ce dernier au rang des griefs adressés à la Pairie ainsi que le vote du « milliard des émigrés ». Il affirme enfin que l'opinion ne voit dans les Pairs que des privilégiés ; Dupin, dont le frère sera plus tard Pair de France et baron, prétend que les titres nobiliaires n'ayant plus aucune signification réelle, irritent la nation et cachent à ses yeux les talents et les mérites réels qui se rencontrent dans la Pairie. On sent, bien que Dupin prenne la précaution de paraître reproduire seulement des griefs formulés par d'autres, qu'il énonce là sa propre opinion ; et comme il a, toute sa vie, affecté d'être « peuple », que, d'autre part, il a toujours manifesté

(1) Dupin, op. cit. :

« Une première source de préventions contre la Chambre des Pairs, fut dans la prétention de Louis XVIII de renouer par elle la chaîne des temps

une grande souplesse politique et suivi facilement les tendances dominantes, nous pensons que sa diatribe reproduit assez fidèlement l'opinion libérale sur la Pairie, à la veille des journées de juillet.

modernes à celle des temps anciens ; et l'on ne douta guère du projet qu'il avait de rendre, s'il se pouvait, la prédominance à ceux-ci, par le choix des personnes, lorsqu'on y vit entrer des prélats, les anciens chefs de l'émigration, et parmi les notabilités nouvelles, celles-là d'abord qui avaient été le plus au-devant de la légitimité, avec quelques-uns seulement de ceux que l'éminence de leurs titres et de leurs services ne permettait pas d'exclure, sous peine de déconsidérer tout à fait l'institution.

« Vinrent ensuite ce qu'on a nommé les fournées de Pairs ; l'une qui eut pour but de soustraire la Pairie à l'influence trop prononcée de l'émigration, l'autre de rendre à cette influence toute sa prépondérance ; mais toutes deux ayant forcé la prérogative et affaibli l'institution...

« Deux faits graves ont contribué principalement à animer la nation contre la Pairie :

« 1° le Jugement du maréchal Ney, condamné sur la demande de l'étranger sans que sa défense ait été libre, et au mépris d'une capitulation jurée les armes à la main...

« 2° l'indemnité du milliard, votée par une majorité dont la plupart des membres étaient sordidement intéressés à y prendre part, et qui, même après le partage de ces dépouilles payées par la rente et qui ne l'eussent jamais été par l'impôt, ont encore conservé, au sein de l'opulence reconquise, les pensions accordées à leur détresse apparente ou présumée.

« Vainement parmi les nouveaux Pairs, l'opposition conservait de généreux organes ; de nouvelles promotions, quelquefois en masse, rendaient bientôt la majorité aux intérêts anti-nationaux. Voilà dans toute sa sévérité, mais aussi dans toute sa vérité la cause des préventions de la France contre la Pairie de la Restauration. La Nation se rappelle plus ce que la Pairie a été, que ce qu'il en reste ; elle craint qu'à la longue elle ne redevienne telle qu'on l'a déjà vue ; c'est du moins ce qu'on a pu lui persuader aisément. En effet, on lui présente surtout la Pairie non pas comme un corps composé des principaux citoyens, les plus capables ou les plus riches, les plus intéressés au maintien de l'ordre et de l'état social, les plus intelligents des intérêts nationaux ; on lui présente surtout la Pairie comme un corps nobiliaire, un corps dont les éléments sympathisent avec l'ancienne aristocratie : non pas comme une réunion de fonctionnaires habiles et exercés dans toutes les parties des services publics, mais comme un divan composé de ducs, de marquis, de barons, de vicomtes, de seigneuries ; prêts à reprendre, empressés à ressaisir toutes les bribes de l'Ancien Régime ; peu disposés du moins à accueillir les améliorations en faveur des masses, et faciles à sacrifier les intérêts de la Révolution à leur élévation particulière et à celle de leurs enfants, qui s'échelonnent dans la hiérarchie des titres, des sinécures et des bons emplois. Voilà à quoi leur a servi et la couleur que leur donne aux yeux d'un peuple accoutumé à juger sur les apparences, cette adjonction de titres surannés, longtemps proscrits, dénués de signification propre et de valeur intrinsèque, au titre vrai et qui devrait leur suffire, de Pairs de France, c'est-à-dire d'hommes revêtus d'une dignité réelle, la même pour tous ceux qui en sont investis, et qui se trouve dotée des plus belles prérogatives et des plus éminentes fonctions ».

CHAPITRE PREMIER

La Révolution de Juillet et la Pairie

Le huit août 1829, Charles X chargeait le Prince de Polignac de constituer le Ministère. Mécontent de ce qu'il appelait l'anarchie grandissante, énervé de ne pouvoir contenir les protestations des libéraux, ulcéré de la fameuse adresse des 221, il prononçait en 1830 la dissolution de la Chambre des Députés. Les élections ayant ramené les protestataires, il décidait de dissoudre encore cette Chambre nouvelle avant même qu'elle se fût réunie. Les vainqueurs du scrutin qui suivit cette seconde dissolution furent convoqués pour le 7 août.

Mais, dans l'intervalle, parurent les Ordonnances de Juillet ; Charles X, s'appuyant sur l'article 14 de la Charte, conçu en termes assez vagues pour permettre, en vue de la sûreté de l'état, toutes les interprétations, prenait un certain nombre de mesures intéressant la presse, nettement contraires aux garanties libérales découlant de l'esprit de la Charte. Ce fut l'émeute ; pendant que quelques députés et publicistes se réunissaient pour une protestation formelle, la rue se soulevait, la Garde Nationale pactisait avec la foule ; après quelques hésitations, quelques tentatives de résistance, après avoir essayé, « trop tard », dira le Comte d'Argout, de rapporter les Ordonnances et de renvoyer le Ministère, Charles X devait s'enfuir jusqu'à Cherbourg et s'embarquer pour l'Angleterre. Son fils et lui abdiquaient en faveur du Duc de Bordeaux, pendant que le Duc d'Orléans se laissait facilement imposer la Couronne.

Pendant ces journées de Juillet, des échos d'autrefois retentirent à nouveau ; mêlés à ceux de : « Vive la Charte ! », on entendit les cris de : « Souveraineté du peuple, liberté, égalité ! » L'inattendu de ce mouvement bourgeois empêcha le peuple de

s'assurer le rôle unique que sa masse lui procure presque à coup sûr ; à peine eut-il le temps de venir de ses faubourgs pour entendre Lafayette proclamer la « *meilleure des Républiques* » en la personne du Duc d'Orléans. Il n'avait pas été très ému par les Ordonnances : disputes d'avocat ; on lui promettait la réforme électorale et l'on vitupérait assez bruyamment contre les privilèges pour qu'il crût qu'on allait tenir parole, tout étonné qu'il était d'entendre ces orateurs, ces juges, ces écrivains mener sans lui un tel tintamarre ; il vit, indifférent, le Lieutenant-général se faire proclamer Roi, se laissa persuader qu'un Roi des Français valait mieux qu'un Roi de France, se réjouit que cette royauté eût l'intention de fonctionner « *à bon marché* » ; mais il était déjà revenu à ses occupations quand on commença de faire un nouvel ordre de choses en révisant la Charte.

La révision de la Charte

La Chambre des Députés se réunit le sept août. La foule des Députés de province tenait à apporter son appui à la victoire parisienne et à concourir à l'établissement du nouvel ordre de choses. On ne cherchait pas « *a priori* » à réaliser des réformes de structure. Il suffisait de légaliser le départ de Charles X, et d'offrir la Couronne au Lieutenant général du Royaume ; cela ne souffrit nulle difficulté ; la Charte fut amendée dans un sens libéral. Elle devenait une Constitution acceptée et jurée par le nouveau souverain ; mais une série de mesures fut prise qui transformait profondément la Pairie : les Pairs de Charles X furent exclus ; les autres durent, tout comme les Députés, prêter serment au Roi-citoyen dans un délai déterminé, sous peine de déchéance ; de nombreux Pairs se trouvèrent ainsi exclus de la Chambre. Enfin, la déclaration de la Chambre des Députés ayant prévu la révision obligatoire, au cours de la session suivante, de l'article 23 de la Charte qui réglait le statut de la Pairie, cette délibération aboutit à la suppression de l'hérédité de la Pairie et à la limitation du choix royal à un certain nombre de « *catégories* » limitativement énumérées dans la loi nouvelle.

Plusieurs Pairs refusèrent de continuer leurs fonctions sous l'empire de l'article modifié et donnèrent leur démission.

Notre intention est d'étudier les raisons de ces décisions et la façon dont elles influèrent sur la Pairie en fonctions avant les Trois Glorieuses ; nous examinerons les desseins de ceux qui entraînèrent le vote de ces mesures et le but qu'ils s'étaient proposé.

Nous essaierons alors de voir à quel point la suite du règne de Louis-Philippe a pu leur donner raison ou, au contraire, justifier les alarmes de ceux qui combattirent les projets de transformation de la Pairie. Nous rechercherons comment le pouvoir royal a utilisé son droit de nomination exclusif à la Chambre des Pairs, dans les limites fixées par la Charte amendée, dans quelle mesure la nouvelle Pairie a corroboré les espoirs mis en elle, l'influence que la Chambre des Pairs eut sur la politique du pays et sur l'opinion publique, quels personnages furent revêtus de cette dignité, afin de mieux connaître ce que le Président Henrion de Pansey eût appelé le sixième âge de la Pairie française.

L'expulsion des Pairs de Charles X

Les premières mesures touchant le personnel de la Pairie furent inspirées directement par les événements révolutionnaires qui venaient de se produire. Dès le sept août, la Chambre des Députés prononçait l'exclusion de tous les Pairs nommés par Charles X. (1).

Cette mesure, assez ostentatoire, n'était en somme basée sur aucun fait personnel précis. Aucun des personnages atteints ne s'était fait spécialement remarquer comme un « *liberticide* » farouche. Seuls, MM. de Polignac qui présidait le Ministère des Ordonnances, et de Peyronnet qui en faisait partie, donnaient prise à des accusations sérieuses ; mais les autres Pairs n'étaient pas apparus comme des absolutistes si invétérés ; la fameuse « *fournée* » des soixante-quinze Pairs du Ministère Villèle, celle qui, par l'indécence de sa nomination, avait le plus ameuté l'opinion contre la Pairie, n'avait

(1) Chambre des Députés. Séance du 6 août 1830. A. F. t. 63, p. 81, 2^e col.

même pas réussi à atteindre le but recherché par le pouvoir exécutif, et si le libéralisme n'avait rien gagné à la Chambre des Pairs par cet envahissement, du moins pouvait-on avoir la quasi-certitude qu'aucun changement profond de la politique des Pairs n'en résulterait.

Mais les hommes de cette promotion étaient des courtisans du Roi chassé, ou des députés choisis parmi ceux qui applaudissaient le plus bruyamment aux mesures outrancières des Ministères ultras. Quoi qu'on en ait dit, ils apparaissaient bien plus comme « les Pairs de Charles X » que comme « des Pairs de France ». Ils furent les premiers frappés parce qu'ils étaient les plus faciles à atteindre ; pour eux, nul besoin d'enquête destinée à établir leurs sentiments à l'égard du régime naissant, comme on le fit plus tard pour les fonctionnaires ; la Chambre tenait d'ailleurs à faire preuve de fermeté ; elle vota sans discussion l'exclusion.

Dupin (1), rapporteur du projet de déclaration, l'explique dans ces termes : « L'état de la Chambre des Pairs a appelé de notre part une sérieuse attention. Il nous a paru qu'il était impossible de ne pas se rappeler que les promotions qui ont eu lieu sous le dernier règne avaient été faites en vue de préparer la ruine de nos libertés. Trop sûr, hélas, de la Cour et maître de la Chambre des Pairs, le parti dépositaire de cette coupable pensée ne visait qu'à pervertir les lois électorales pour arriver à l'accomplissement de ses desseins. La Chambre des Pairs, protectrice quand elle avait su repousser d'indignes lois, cessa de remplir cette destination, quand, par un criminel abus de la prérogative, soixante-quinze Pairs y furent ajoutés d'un seul jet ».

La Commission chargée d'amender la Charte pensait qu'ainsi le principe même de la Pairie avait été altéré, et que l'élimination de tous les Pairs nommés par le précédent souverain rendrait à cette institution son essence première.

Mais on ne peut s'empêcher de constater qu'il y eut sous Charles X dix séries de nominations, et qu'à part la « fournée Villèle » du 5 novembre 1827, les neuf autres ne donnent aucune-

(1) Chambre des Députés. Séance du 6 août 1830. A.P. t. 63 p. 81, 2^e col.

ment prise aux griefs de la commission. Cinq de ces nominations ne touchent qu'un personnage ; une comporte trois élévations à la Pairie, une autre cinq, la dernière sept.

Pour être logique, la commission de la Chambre des Députés aurait dû ne proposer que l'exclusion des promus du 5 novembre 1827. Mais il fallait donner satisfaction à l'opinion publique qui n'aurait guère compris qu'on fit d'aussi subtiles distinctions entre les hommes qui avaient tous, au même titre, bénéficié de la faveur du souverain déchu. Il fallait aussi, disait Thiers (1), « faire peur à ces Messieurs » pour les rendre dociles. On y réussit : peu de voix s'élevèrent, même à la Chambre des Pairs, contre la mesure prise par les Députés. Le moment n'était pas propice pour défendre les personnages visés. Il y eût fallu un grand courage, et la certitude d'un échec n'est pas faite pour susciter les dévouements. On était en Révolution ; on n'aurait pu qu'élever des discours contre cette décision, prise par un corps qui n'avait en réalité d'autre pouvoir constituant que celui que les événements lui avaient conféré. Peut-être même pouvait-on s'applaudir qu'une telle mesure pût être, en ces circonstances, le fruit d'un débat parlementaire quand, quelques jours auparavant, il eût été fort possible qu'elle fût réalisée par la violence des émeutiers.

Quelques plaintes discrètes furent émises tout de même par quelques Pairs contre l'amputation de leur Chambre. Mais alors que l'on discutait de l'attitude à prendre en face d'une déclaration qui proclamait la déchéance de Charles X, qui appelait Louis-Philippe au trône, et qui remaniait profondément la Charte constitutionnelle, l'exclusion des amis des vaincus apparaissait vraiment comme un détail.

Les Pairs de Charles X présents à cette séance du sept août le comprirent, et le Comte d'Andlau se leva pour déclarer qu'il acceptait l'ostracisme ; plusieurs autres ne purent moins faire que de l'imiter.

Seul, Chateaubriand osa protester avec quelque véhémence contre l'abus de pouvoir de la Chambre des Députés qu'il traita de

(1) Voir *infra*, p. 47 (note).

mesure réactionnaire : « Rayer du tableau des Pairs qui l'on voudra, toutes les fois qu'on sera le plus fort, cela ressemble trop à la proscription... » ; mais ce ne fut qu'un paragraphe du magnifique discours où il prenait parti devant l'œuvre de la Chambre électorale (1).

Contrairement à ce que prétendra le National en 1834, ce fut à peu près là la seule défense tentée au Luxembourg.

La Chambre des Pairs crut de sa dignité de rester muette sur ce point de la déclaration transmise et ce ne fut que plus tard, une fois le calme revenu, que, dans certains discours à sa Tribune, on entendit quelques protestations et quelques arguments contre la déchéance ainsi décidée. Ces arguments sont de faible valeur en face des événements ; ils résident dans le caractère inamovible, héréditaire même, de la Pairie, et dans le fait que son statut est d'essence constitutionnelle. Sans doute ! mais alors les événements de Juillet, les décisions de la Chambre des Députés, la déposition de Charles X, la révision de la Charte, étaient au même titre des événements inconstitutionnels. Il était bien tard pour s'en plaindre et parfaitement oiseux de le faire quand la Pairie le tenta.

Le soir du 7 août, un premier pas était fait dans la voie de la transformation du personnel de la Pairie française ; l'article 68 de la Charte amendée disait : « Toutes les nominations et créations nouvelles de Pairs faites sous le règne du Roi Charles X sont déclarées nulles et non avenues. » Quatre-vingt-dix Pairs perdaient ainsi leur dignité et leurs fonctions.

Cette mesure confirmait implicitement les autres Pairs dans leur titre. Dupin aîné, perpétuellement latinisant, le constata brièvement : « *Exclusio unius fit inclusio alterius.* »

La prestation de serment à la Chambre des Pairs

La Chambre des Députés ne crut pas suffisante « l'épuration » ainsi réalisée ; les Pairs de Charles X, adversaires certains, pouvaient n'être pas les seuls dont le nouveau Régime eût à se

(1) Voir *infra*, p. 48.

méfier. On voulut donc s'assurer du loyalisme de ceux qui restaient en fonctions.

La loi du 30 août 1830 fit une obligation à tous les fonctionnaires de prêter serment au nouveau Régime ; les Députés eurent un délai de quinze jours pour se conformer à cette prescription ; les Pairs bénéficièrent d'un délai double ; ils furent mis dans l'obligation de jurer fidélité à Louis-Philippe dans le mois suivant sous peine de déchéance personnelle du droit de siéger. Mais dès le 10 août, ils avaient été invités à prononcer le serment. A cette séance, cent quatre Pairs jurèrent ; cent vingt-six étaient absents ou ne répondirent pas à l'appel de leur nom. Quelques répugnances, quelques courages se révélèrent. Le vicomte Dambray se refusa à prêter le serment exigé, comme incompatible avec celui qui l'engageait aux Bourbons ; si quelques-uns s'empressèrent de saisir cette occasion de ne pas attendre davantage pour apporter au vainqueur leur tribut de flagorneries, un certain nombre vint expliquer, parfois avec un peu de gêne, comment, restés fidèles à la parole donnée à Louis XVIII et à ses successeurs légitimes, ils estimaient cependant pouvoir prêter un nouveau serment ; ils pensaient que le pacte fondamental était rompu par la violation de la Charte commise par Charles X, et qu'ils se trouvaient ainsi déliés de toute obligation envers la branche aînée. D'autres, au contraire, entourèrent leur serment de tant d'explications réticentes qu'elles lui enlevaient presque toute valeur, et laissaient au nouveau pouvoir une inquiétude certaine sur la fidélité de semblables amis. Les Pairs (1) qui adoptèrent cette attitude invoquèrent surtout la nécessité de la paix publique et présentèrent leur adhésion comme un immense sacrifice à leur patriotisme et au bien de l'Etat. Ces formules frisaient si souvent l'impertinence ou la « restriction mentale », que le Président prit la décision de lire la formule du serment et d'exiger que chaque Pair se contentât d'y répondre simplement : « Je le jure. » Les commentaires désobligeants furent ainsi épargnés à la nouvelle Monarchie.

(1) Duc d'Avaray, Comte de Dreux-Brezé, Duc de Duras, Duc de Durfort, Marquis de La Tour du Pin-Montauban, Marquis de Vérac, Duc de Fitz-James, Baron de Glandèves, Marquis de Mortemart, Marquis de Rougé.

Dans les dix jours qui suivirent, quelques lettres d'adhésion ou de refus parvinrent à la Chambre.

Tout cela montre que lorsque la discussion s'ouvrit à la Chambre des Députés sur la proposition de loi relative au serment des fonctionnaires, la Chambre des Pairs était à peu près fixée sur les conséquences qui en découleraient pour elle. Il n'y eut au Palais-Bourbon aucun débat sur le principe du serment des Pairs. Guizot se borna à réclamer pour eux un délai de trois mois ; la commission proposait quinze jours comme pour les Députés ; entre l'argument de Guizot qui voulait un délai supérieur parce que les conséquences en étaient plus graves envers les Pairs qu'envers les Députés, et l'apostrophe du député Salverte demandant : « Quelle confiance puis-je avoir dans un homme qui balance si longtemps entre la perte de son titre de Pair et les avantages attachés à sa conservation ? », la Chambre prit une décision moyenne en fixant le délai de rigueur à un mois. Elle y ajouta comme sanction la déchéance personnelle du droit de siéger. Cette dernière disposition était inutile et inconstitutionnelle ; inutile, parce que le résultat eût été le même en se bornant à empêcher les Pairs de siéger tant qu'ils ne se seraient pas soumis à l'obligation du serment ; inconstitutionnelle, parce que la Charte déclarait les Pairs inamovibles.

Toutes les positions étaient prises lorsque, le 27 août, la Chambre des Pairs aborda la discussion de la proposition. Le rapporteur, comte de Sainte-Aulaire, exposa les deux arguments que nous venons de citer mais conclut que ce n'était pas le moment d'élever de semblables protestations, que le serment était malgré tout une exigence compréhensible et qu'enfin, si cette mesure était blessante pour la Chambre, le sentiment de ses devoirs et de ses destinées la mettait au-dessus de pareilles atteintes : « Qu'importe, dit-il, qu'on nous attaque avec imprévoyance, qu'on nous défende avec faiblesse : nous serons consolés de tout si nous nous montrons utiles. »

Le vicomte Dubouchage, qui allait être un des orateurs les plus courageux et les plus vigoureux de la Pairie de Louis-Philippe, fut le plus ardent à attaquer le projet, toujours sous le signe de l'inutilité et de l'illégalité.

Mais l'opinion était faite ; le Duc Decazes se borna à observer que « puisque le serment est le signe du devoir, demander que la Pairie soit affranchie de l'un, c'est vouloir l'affranchir de l'autre ».

La loi fut votée par quatre-vingt-sept voix contre onze et sept bulletins blancs.

Cette formalité du serment nous paraît avoir été une exigence bien naïve ; il semble même assez puéril d'avoir voulu l'imposer à la Pairie qui comprenait tant d'hommes qui avaient déjà promis solennellement leur fidélité à des régimes si dissemblables et si nombreux. Sans doute, tous les régimes croient-ils nécessaire de faire le compte exact de leurs partisans ; sans doute, existe-t-il, même dans les corps politiques, quelques esprits trop scrupuleux pour envisager un tel serment comme une simple formalité ; mais peut-on raisonnablement penser que la majorité de ceux qui se soumettent trouvera dans cette seule formule une force suffisante pour soutenir le régime, en face d'événements menaçants ?

Un des Pairs qui refusèrent de se plier aux exigences de la loi du 30 août, ne craignit pas de déclarer que l'on abusait des serments au point de leur ôter toute valeur. Le vicomte Lainé, revenant le 2 décembre 1830 sur cette question du serment, résumera d'ailleurs l'opinion de la Chambre des Pairs en disant : « Il est difficile de s'occuper de l'effet des serments politiques, sans déplorer la nécessité où les Gouvernements croient être d'en exiger. On a beau en simplifier la formule, le serment a toujours sa base dans la religion, et, en obligeant d'appeler si souvent Dieu à témoin, on justifie le culte de ceux qui refusent de jurer de peur d'invoquer le nom de Dieu en vain pour des intérêts terrestres. En exigeant des serments si multipliés, on répand le trouble dans les consciences et dans la société même. »

Les résultats de la loi du 30 août 1830 en ce qui concerne la Pairie furent la déchéance de quarante-six Pairs (1) et la division d'un corps qui s'était jusqu'alors le plus souvent présenté comme un ensemble apparemment homogène et qui désormais,

(1) Voir cette liste, annexe VII.

malgré l'absence en son sein de parti constitué laissait apparaître une minorité légitimiste. On peut y ajouter une conséquence indirecte : le procès de Kergorlay, première affaire correctionnelle soumise à la Cour des Pairs ; le comte Louis Florian Paul de Kergorlay, qui n'avait pas eu le temps de prendre séance depuis la mort de son père, le comte Gabriel Louis Marie, décédé le 24 mars 1830, écrivit, le 23 septembre, pour motiver son refus de serment, une longue diatribe contre les événements de Juillet et la Maison d'Orléans et fit publier son factum dans deux journaux, *La Quotidienne* et la *Gazette de France* du 25 septembre. Poursuivi par le Parquet, il excipa de sa qualité de Pair de France et fut traduit devant la Cour des Pairs (1), par Ordonnance royale du 13 novembre. Le 24 décembre il était condamné à six mois de prison et 500 francs d'amende.

Application et conséquences de ces mesures

Ces deux questions, celle de l'exclusion des Pairs de Charles X et celle du serment au Roi-citoyen n'étaient pas entièrement résolues par le seul exil des personnages qu'elles intéressaient. Ainsi, se posa le problème de l'étendue de l'exclusion de la Pairie de Charles X, à l'occasion de la demande d'admission du marquis Antoine de Barthélemy. Ce personnage se présentait à titre héréditaire, comme devant succéder à la dignité de son grand oncle, le marquis François de Barthélemy, l'ancien Directeur, mort le 3 avril 1830. Ce dernier avait fait partie de la première série de nominations du 4 juin 1814 et, par conséquent, ne se serait pas trouvé touché par la décision d'exclusion. Mais le marquis Antoine, son petit-neveu, ne lui succédant pas « de mâle en mâle » et par ordre de primogéniture, avait bénéficié, pour recueillir la Pairie de son grand oncle, d'une Ordonnance royale du 26 janvier 1828, donc rendue par Charles X, et autorisant à son profit la transmission en ligne collatérale.

(1) Celle-ci eut alors à juger des conséquences judiciaires du refus de serment, et de la date à laquelle le comte de Kergorlay avait perdu sa qualité de Pair de France. Mais ceci ne rentre pas dans l'étude que nous nous sommes proposée. Voir cependant *infra*, p. 82.

C'était par le double effet de l'hérédité et d'une décision du souverain déchu qu'il pouvait exciper de ses droits. Le baron Dejean demanda s'il n'y avait pas lieu de considérer que le marquis de Barthélemy était Pair par nomination de Charles X et devait par conséquent voir sa demande d'admission rejetée. Dejean ne développa point sa question ; il aurait pu appuyer la thèse de la non-admission de plusieurs arguments :

La situation du marquis de Barthélemy était en tous points comparable à celle des Pairs directement nommés par Charles X ; tout comme eux, il ne tenait ses droits à la Pairie que de la volonté royale ; sans l'Ordonnance du 26 janvier 1828, il n'avait aucune vocation à la Pairie ; sa parenté assez lointaine ne l'appelait pas si expressément à succéder aux fonctions de son auteur qu'on ne pût penser que « *l'intuitus personnae* » n'ait joué en sa faveur.

La meilleure preuve de cet « *intuitus personnae* », fut d'ailleurs donnée par la Chambre des Pairs elle-même. Le marquis Gérard de Lally-Tollendal était mort le 10 mars 1830, sans héritier direct ; mais son gendre, Henri Raymond Patron de Lescout, marquis d'Aux-Lally lui succédait en vertu d'une Ordonnance royale du 13 décembre 1815. Or, la tutrice d'un neveu de Lally-Tollendal adressa à la Chambre des Pairs une pétition pour lui demander de reconnaître, à l'encontre du marquis d'Aux-Lally, les droits à la Pairie de son pupille, parent plus direct et qui, disait-elle, eût bénéficié plus sûrement de l'Ordonnance royale s'il eût été né à l'époque où elle fut rendue. La Chambre des Pairs prononça « l'ordre du jour », formule toujours usitée actuellement, c'est-à-dire qu'elle rejeta la pétition, estimant que le Roi avait, en pareil cas, le droit de choisir et de nommer d'avance le successeur qu'il voulait. Capable de ne nommer personne, il est bien évident que le Roi n'accordait l'autorisation de succéder hors la ligne directe qu'à ceux dont la personnalité lui plaisait.

Examinant, le 13 novembre 1830, les titres du marquis d'Ecquevilly, le comte d'Haubersart reconnaîtra encore ce caractère personnel des Ordonnances autorisant les transmissions de Pairie hors la ligne directe, en disant : « ... Il s'agit d'une transmission de Pairie en ligne collatérale, par conséquent d'une disposition

exceptionnelle, placée par sa nature hors la loi commune, et dont la concession n'a pu avoir d'autres conditions et d'autres règles que celles qu'il a plu à la volonté royale d'imposer. »

Ces arguments paraissaient bien pouvoir être élevés contre la demande du marquis de Barthélemy ; sans doute, à l'époque où il la formula, les « précédents » Lally et d'Ecquevilly n'étaient-ils pas encore connus, mais les raisons qui déterminèrent la Chambre des Pairs à sa décision dans la première affaire, ou qui inspirèrent son rapporteur dans la seconde, pouvaient être aussi bien exposées dans l'affaire Barthélemy. Elles ne le furent cependant pas. A la question du comte Dejean, le marquis de Barbé-Marbois et le baron de Barante, suivis dans leur opinion par la majorité de la Chambre, exposèrent que l'usage s'était établi de soumettre ces admissions à « l'agrément » du Roi, que cela devait suffire, mais qu'au surplus, seules les « créations » et les « nominations » de Pairs faites sous Charles X étaient annulées ; que ce n'était pas le cas, car la Pairie envisagée existait déjà ; que l'agrément royal montrait que le souverain adhérait à cette interprétation ; que la Charte ne devait pas être interprétée rigoureusement ; et qu'en outre, il existait un précédent, celui du marquis de Crillon, admis le 11 juillet 1829, héritier de la Pairie du marquis d'Herbouville, son beau-père, et que nul n'avait songé à proscrire, bien qu'il fût bénéficiaire d'une Ordonnance du 28 août 1828.

Les arguments de Barbé-Marbois et de Barante, de valeur fort inégale, étaient surtout des arguments de forme, mais cela même devait plaire à cette Chambre dont on est frappé, tout au long de ses débats, de constater le souci formaliste. Magistrats et administrateurs, soldats et grands seigneurs, dévotement admirateurs ou foncièrement ignorants de ces formes, s'accordaient pour leur attribuer une valeur démesurée et employaient régulièrement une bonne part de leurs discussions à veiller à leur sauvegarde.

Nous pensons au surplus que la Chambre des Pairs, qui n'avait subi que sous la contrainte des circonstances révolutionnaires, l'amputation de ses membres, n'était pas fâchée de ce moyen indirect de protester contre une mesure qu'elle n'avait pas approuvée. En laissant le marquis de Barthélemy bénéficier du silence de la loi,

elle marquait son désir de ne pas étendre la proscription exigée par les Députés. Peut-être aussi, pensait-elle déjà, en fermant les yeux sur des situations délicates, ne pas déplaire au Roi qui avait donné son agrément à l'admission de Barthélemy et qui désirait vraisemblablement ne pas éterniser les rancunes de la noblesse légitimiste dont il souhaitait limiter les mécontentements.

Le comte d'Astorg fut, par la suite, admis dans les mêmes conditions le 13 mai 1834, comme successeur de son beau-père, le comte Dupuy, en vertu d'une Ordonnance de 28 août 1828. Reconnaissons pourtant que les créations et nominations de Pairs faites sous Charles X étant considérées comme nulles et non avenues, les descendants de ces Pairs ne furent pas admis à se présenter à la Chambre.

Le refus de serment et les droits héréditaires

Plus complexe était la situation faite aux Pairs qui avaient refusé le serment. Ce fut encore sur l'initiative du comte Dejean que la Chambre aborda ce problème. Le 9 novembre 1830, Dejean posa un certain nombre de questions pour la solution desquelles une commission fut désignée. Au cours des travaux, la demande d'admission du duc Adrien de Crussol d'Uzès restreignit l'étude à la difficulté qu'elle soulevait et qui était la plus importante.

Le comte Dejean avait demandé si les Pairs qui ne s'étaient pas encore présentés pour prendre séance et ceux qui, âgés de plus de vingt-cinq ans, avaient des droits héréditaires à la Pairie, se trouvaient privés du droit de siéger comme n'ayant pas prêté serment en temps voulu ; si ceux qui avaient moins de vingt-cinq ans devraient prêter serment dans le mois qui suivrait la date où ils atteindraient cet âge ou dans celui qui suivrait leur demande d'admission ; les héritiers des Pairs morts depuis le vote de la loi devaient-ils prêter le serment dans le mois qui suivait le décès ? Ce délai d'un mois s'ouvrait-il immédiatement pour les héritiers de ceux qui avaient refusé le serment ou fallait-il attendre la mort de ces derniers ? Les enfants nés après le refus de serment pouvaient-

ils succéder à la Pairie ? Enfin la question importante et dont la solution conditionnait les autres était celle-ci :

Les Pairs qui ont refusé de prêter serment ont-ils perdu tous les droits afférents à la Pairie ou seulement celui de siéger à la Chambre ?

La loi déclarait en effet : « Tout Pair qui n'aura pas prêté le même serment dans le délai d'un mois sera considéré comme personnellement déchu du droit de siéger dans la Chambre des Pairs. »

Or, le duc Adrien de Crussol d'Uzès qui demandait son admission à titre héréditaire, était le fils d'Emmanuel de Crussol, duc d'Uzès, toujours vivant, mais qui n'avait pas satisfait à la loi du 30 août 1830.

Ce qu'il y eut de curieux dans la discussion qui s'ouvrit le 2 décembre 1830 sur cette demande d'admission, c'est que les tenants des deux opinions contraires invoquèrent des deux côtés cette loi du 30 août, comme devant produire des résultats diamétralement opposés.

Il est impossible, affirmèrent les uns, d'admettre le duc d'Uzès. Ce serait déjà une hérésie juridique par ce seul fait que son père est vivant. « Le manteau de la Pairie ne doit passer au fils qu'après avoir couvert le cercueil du père... », dira le comte de Tascher, dans ce style usité à la Tribune du Luxembourg. Et il concluait par une de ces formules toujours goûtées des juristes et admirées des militaires, si nombreux à la Chambre les uns et les autres : « Non est hereditas viventis. »

Comment d'ailleurs, ajoutait-on, allez-vous donner à ceux qui n'ont pas voulu prêter serment le privilège supplémentaire, l'avantage inouï de transmettre leur Pairie à leurs héritiers, alors que ceux qui se sont montrés loyaux envers le nouveau régime risquent d'être dépouillés de cette faculté de transmission ? Un tel résultat blesse trop la logique pour qu'on puisse l'admettre.

Et quelles conséquences dans les familles où le fils émettra le vœu de recueillir la dignité contre le gré de son père ? Quelles discordes allait-on introduire dans des maisons jusque là fort unies ?

Un argument de texte s'ajoutait, au surplus, aux arguments de principe ou de fait ; les Pairs qui avaient refusé de prêter serment étaient déchus « du droit de siéger », mais la loi n'avait pas parlé des autres droits et privilèges attachés à la Pairie ; ce texte ayant un caractère pénal, constituant en tout cas une disposition d'exception, ne pouvait être étendu au-delà de ses propres termes. Si donc les Pairs touchés par la loi du 30 août avaient conservé des droits inhérents à la Pairie, il était impossible que celle-ci pût se transmettre à leurs fils ; la Pairie était indivisible et il était inconcevable que le fils siégeât sans être revêtu des autres privilèges conservés par son père. Ce dernier restait, seul, Pair de France et le siège qu'il avait perdu le droit d'occuper n'en était pas rendu vacant pour cela.

On ajoutait encore un argument politique : il n'était vraiment pas urgent d'admettre à la Chambre les fils de personnages qui avaient prouvé de façon si éclatante leur hostilité au régime.

Les partisans de l'admission rétorquaient argument pour argument.

Les principes, disaient-ils, ne sont pas plus heurtés par la succession à la Pairie d'un père encore vivant qu'ils ne le sont par la fiction juridique de la « mort civile ». A côté de cette dernière vous aurez une « mort politique » tout aussi logique et concevable.

On refuse d'admettre l'avantage qui résulterait pour les réfractaires à transmettre immédiatement leur Pairie à leurs héritiers, mais n'est-il pas aussi invraisemblable de leur laisser tous les privilèges attachés à la dignité tout en leur enlevant le principal devoir inhérent aux fonctions ? Peut-on conserver à ceux qui ont refusé le serment leur privilège de juridiction ? leur droit de n'être arrêtés que de l'autorité de la Chambre ? leurs préséances sur tous les personnages de l'Etat ? Un tel désir paraît inadmissible.

La dissension qu'on craint dans les familles n'est-elle pas, d'autre part, déjà née par le seul fait que le fils qui est prêt à jurer fidélité au nouveau régime se trouve certainement en opposition avec le père qui a refusé de prêter le même serment ? En quoi l'admission de ce fils augmentera-t-elle ces dissensions ?

Quant à l'argument tiré de l'interprétation stricte à donner à la formule « *déchu du droit de siéger* », il tombait par le seul examen des travaux préparatoires et de l'intention du législateur. Il était manifeste qu'à la Chambre des Députés on avait entendu l'expression « *droit de siéger* » d'une façon générale, et comme comprenant l'ensemble des droits et des fonctions qu'impliquait le titre de Pair de France. De Broglie vint porter témoignage qu'à la Chambre des Députés il avait fait présenter un amendement prévoyant que les Pairs seraient « *déchus de leur siège, qui passerait à leur successeur.* » Une telle formule montrait bien que la totalité des droits attachés à la Pairie serait transférée au successeur. La Chambre des Députés l'entendait ainsi ; mais elle repoussa la rédaction de cet amendement de peur qu'on en tirât un argument en faveur de l'hérédité de la Pairie quand cette question serait débattue conformément à la Charte amendée, c'est-à-dire dans la session suivante.

Sur le cas d'espèce de l'admission du duc de Crussol, le Grand Référendaire, de Sémonville, vint apaiser les inquiétudes de la Chambre en déclarant que le père du demandeur était venu lui-même présenter les titres de son fils. Le duc de Crussol fut admis aux lieu et place de son père et la question ne fut pas débattue plus avant.

Le marquis d'Andigné fut admis à titre héréditaire et dans les mêmes conditions le 11 mars 1847. Il en fut de même du comte de Talleyrand, admis le 23 septembre 1847.

CHAPITRE II

Transformation de la Pairie

Au seuil de l'année 1831, la partie de l'ancienne Pairie qui s'était ralliée à la nouvelle Monarchie, se trouvait donc définitivement fixée. Les éléments trop suspects d'irréductible sympathie envers le régime déchu étaient éliminés. Le reste avait promis sa collaboration loyale ou adhéré chaleureusement au nouvel état de choses.

Par la déclaration de la Chambre des Députés qui amendait la Charte, la Chambre des Pairs avait vu sa puissance politique accrue. Ses séances devenaient publiques et l'initiative législative lui était accordée comme à la Chambre des Députés. Mais, tout en prenant précipitamment d'aussi graves décisions, la Chambre élective avait reculé devant la transformation du statut de la Pairie. Elle avait seulement déclaré que l'article 23 de la Charte qui réglait ce statut serait soumis à révision dans le courant de la session de 1831. La formule, qui peut aujourd'hui paraître vague, était à l'époque tout à fait transparente. L'opinion publique réclamait la suppression de l'hérédité et celle de l'arbitraire royal dans la nomination des Pairs.

Ce débat sur le statut de la Pairie ne s'étant ouvert qu'en septembre 1831 pour se terminer en fin décembre, nous nous proposons d'étudier dans quelle atmosphère la Chambre Haute épurée et fortifiée a passé l'année 1831, et de préciser les conditions politiques dans lesquelles se déroula la discussion d'où devait naître le sixième âge de la Pairie française.

La Pairie pendant les journées de Juillet

Le souci des auteurs de la Charte de 1830 était l'équilibre des trois pouvoirs ; il fallait donc qu'ils eussent tous trois même puissance afin de pouvoir, par la jonction de deux d'entre eux, vaincre certainement une opposition trop obstinée du troisième ; il ne fallait pas que la faiblesse de l'un d'entre eux laissât les deux autres aux prises sans intermédiaire capable d'une utile médiation. Et puisqu'on augmentait la force de la Chambre élective, il paraissait logique de renforcer la puissance politique de la Chambre Haute. Il n'avait même pas été question de supprimer cette dernière ; cette suppression était le point principal de la doctrine républicaine qui comptait beaucoup moins encore de partisans à la Chambre des Députés que n'aurait pu le faire présumer sa propagande dans le peuple.

Dès le sept août, la nécessité reconnue d'une Chambre Haute plus forte se traduisit par l'octroi de l'initiative et de la publicité des séances. Ces deux nouveaux moyens d'action accroissaient évidemment la possibilité d'action politique de la Pairie. Mais, ce sacrifice fait au principe de l'égalité des trois pouvoirs, il fallait maintenant chercher comment assainir la Pairie, pour laquelle les vainqueurs de la révolution de Juillet éprouvaient une aversion certaine, quoique mal définie.

La Chambre des Pairs souffrait en effet d'une hostilité presque générale qui s'attachait plus à son personnel qu'à l'institution même. Dès le 3 août 1830, Thiers écrivait dans le *National* un article extrêmement violent contre les Pairs ; il réitérait d'ailleurs son attaque le 6 (1). Il paraît avoir visé surtout les Pairs de Charles X ; mais la Chambre entière était attaquée. Après lui avoir reproché son

(1) *National* du 3 août 1830 :

Il faut le signifier à ces Messieurs ; la Chambre des Députés a besoin de soigner sa popularité ; quant à la Chambre des Pairs, elle n'en a point du tout. La Chambre des Députés a fait d'excellentes choses, quoi qu'en tâtonnant ; la Chambre des Pairs n'a rien fait ; elle a oublié son rôle. C'est elle qui devait, imitant la Pairie anglaise, et veillant à la Constitution violée, prononcer la déchéance des parjures et prévenir l'effusion du sang français. Elle a manqué au pays. Nous en sommes fâchés, très fâchés pour elle, car elle n'a pas de plus chaud partisan de son existence que nous. Mais ce n'est point à l'institution

inaction après les Trois Glorieuses, Thiers en accuse la veulerie, la soumission automatique des Pairs au pouvoir en exercice ; c'est là le grief le plus généralement adressé à la Pairie de Louis-Philippe, plus encore qu'à celle de la Restauration. Puis Thiers menace, car, dit-il, la peur seule peut faire agir « ces poltrons » ! Enfin, et c'est là seulement que nous pouvons comprendre comment un an plus tard, il pourra se faire le défenseur de l'hérédité, Thiers ajoute que les torts de la Pairie sont dûs bien plus aux individus qui la composent, qu'à l'institution elle-même. Cette opinion que nous ne retrouverons plus aussi nettement sous la Monarchie de juillet, nous paraît cependant fort juste. Mais ce qui frappe surtout, c'est le ton violent de ces deux articles ; Armand Carrel, dans sa défense du *National* de 1834, citera ces « précédents » en s'étonnant qu'on poursuive un article nettement moins injurieux.

Mais ce n'était encore là qu'une attaque modérée à côté de ce qui se disait généralement des Pairs de France ; nous avons vu

qu'il faut s'en prendre, c'est aux individus. Messieurs les Pairs n'ont évidemment d'autre soin que d'observer la fortune pour voir de quel côté elle se décidera à passer. Tant pis pour eux s'ils n'ont plus de coup d'œil, et s'il n'ont pas vu déjà pour qui elle s'est déclarée. Que ces Messieurs sachent une fois que s'ils contrariaient les mesures desquelles la France attend son salut, leur Pairie est perdue, et ils marcheront. Si nous avons des hommes d'Etat, les hésitations seraient bientôt terminées. Il faut de la vigueur avec tous ces poltrons. Ces Messieurs se sont trop tôt calmés. Aujourd'hui à la séance royale, Messieurs les Pairs venaient jouer la Partie du duc de Bordeaux... Si ces Messieurs le souhaitent, nous leur ferons peur encore. Nous étions hier bonnement saisis de pitié pour les princes déchus ; nous souhaitions des traitements généreux ; c'est trop de douceur. Il faut qu'on marche sur ces obstinés et qu'on résolve la question... Les têtes effervescentes se calmeront ; les poltrons s'enfuieront ou viendront saluer le soleil naissant ».

National du 6 août 1830 :

Saisis de peur, les Pairs de MM. de Villèle et de Polignac donneront les mains à tous les changements que doit recevoir la Charte ; mais dans deux mois ils seront récalcitrants ; dans six mois, ils recommenceront une opposition sourde et qui s'étendra peu à peu. Nous le savons, la plupart de nos Pairs sont gens sur lesquels peuvent tous les pouvoirs, et ils seront toujours prêts à soutenir et à défendre celui qui sera debout. Mais cela même, nous ne le voulons pas ; nous voulons dans la Pairie des gens de conscience. Nous préférerions des fanatiques de bonne foi à ces hommes qui, habitués à cajoler et à encenser tous les pouvoirs, les égarent et les corrompent tour à tour...

comment Chateaubriand appréciait ses collègues (1). Les attaques venaient de tous côtés. « Il n'y avait pas de si chétif grimaud, dit de Broglie (2), qui ne se fit faute de donner à nos seigneuries aux abois le coup de pied de l'âne et j'ai le regret d'ajouter que notre jeunesse doctrinaire elle-même s'en passa la fantaisie. »

La façon dont fut accueillie au Luxembourg la déclaration amendant la Charte n'augmenta pas la popularité de la Pairie. L'adhésion fut, en effet, sans chaleur ; le duc de Choiseul émit le vœu qu'à l'exemple de ce qui s'était pratiqué pour la loi sur la dotation de l'ancien Sénat, la Chambre évitât « les inconvénients graves qui pouvaient résulter de la discussion », et passât au vote sans entendre d'orateur (3). Chateaubriand monta pour la dernière fois à la Tribune pour refuser son vote à la Charte nouvelle, affirmer son attachement à la légitimité et reprocher leur aveuglement à ceux qui avaient amené la chute de Charles X malgré ses prédictions : « Inutile Cassandre, j'ai assez fatigué le Trône et la Patrie de mes avertissements dédaignés... Je laisse la peur à ces généreux royalistes qui n'ont jamais sacrifié une obole ou une place à leur loyauté... Je ne vois de vacant qu'un tombeau à Saint-Denis et non pas un trône ! » Et il quitta, pour n'y plus revenir, « ce Palais des trahisons ». Le comte de Tascher, le vicomte de Castelbajac, le comte de Rougé, le comte de Sainte Maure Montosier, le duc de Lorges, le marquis d'Andigné, se refusèrent ensuite à délibérer sur la vacance du trône. Enfin, l'adhésion fut acquise par quatre-vingt-neuf voix sur cent quatorze votants.

Si, dans les jours qui suivirent, une fois Charles X embarqué pour l'Angleterre et le régime nouveau paraissant assez solidement installé, quelques paroles enthousiastes furent prononcées au Luxembourg en faveur de l'œuvre des journées de Juillet, il n'est cependant guère possible de penser que cela dût raffermir l'autorité de la Pairie ou renforcer la sympathie qu'elle inspirait, puisque le grand grief fait aux Pairs était précisément leur habitude de semblables palinodies.

(1) Voir supra, p. 25.

(2) Cité par Desplaces, op. cit. p. 515.

(3) Chambre des Pairs, Séance du 7 août 1830. A. P. t. 63, p. 84, 1^{re} col.
Discours de Chateaubriand : A. P. t. 63, p. 85, 1^{re} col.

L'attitude à tenir était évidemment délicate. Le comte Portalis, Premier Président de la Cour de Cassation, prononçant en 1844 l'éloge funèbre du Comte de Bastard, dira, rappelant cette période révolutionnaire : « Les hommes qui vivent à ces époques fatales où les Gouvernements chancellent... sont pour la plupart livrés à de graves perplexités. Le Prince ou le Gouvernement qui les protégeait venant à leur manquer, ne se reconnaissant aucun droit à la confiance du nouvel établissement politique, il est naturel qu'ils s'en défient. Contrariés dans leurs idées et dans leurs habitudes, souvent blessés dans leur amour-propre, incertains du drapeau qui leur assurera paix et protection, ils flottent péniblement au gré des inspirations opposées des parts et des oscillations d'une opinion incertaine ».

Le député Auguis dira même à la Tribune de la Chambre, le 7 octobre 1831, sans être démenti, que les Pairs se considérèrent eux-mêmes comme licenciés après les événements de juillet : « Quelle peine n'eut-on pas à leur persuader qu'il n'y avait rien de changé dans leur position... Ils refusaient de croire à leur existence politique... Jamais depuis cette époque on n'en pût réunir plus de quatre-vingt-onze. »

Et, de fait, n'ayant en rien concouru aux événements de juillet, il était logique de penser qu'ils devaient disparaître avec le régime qui les avait créés. Plus tard, quelques Pairs tentèrent de justifier l'inaction de leur Chambre. Le duc de Plaisance (1) l'excuse sur ce qu'elle n'était pas assemblée. « Si elle eût été réunie, dit-il, elle eût rempli son devoir constitutionnel... Elle se fût placée comme médiatrice... Elle eût fait rapporter les Ordonnances ou... elle eût refusé son concours. Elle eût fait retentir d'énergiques protestations ; la garantie de l'attitude qu'elle aurait tenue est dans sa position élevée et indépendante et dans sa modération courageuse. » Le comte de Sesmaisons (2) reproduisit les mêmes explications. Cela est assez piteux, car nous savons par Montalivet (3), qu'il y avait pendant ce temps au Luxembourg un assez grand nombre de Pairs qui s'entretenaient prudemment chez le

(1) Chambre des Pairs. Séance du 23 décembre 1831. A.P. t. 73, p. 7, 2^e col.

(2) Chambre des Pairs. Séance du 23 décembre 1831. A.P. t. 73, p. 18, 2^e col.

(3) Montalivet : Fragments et souvenirs.

Grand Référéndaire. Ces personnages, qui avaient grand soin de nier tout caractère officiel à leurs réunions, interrompaient ou reprenaient leurs conversations à voix basse suivant les nouveaux arrivants. Leur conclusion commune était : « Attendons ». Le plus décidé était encore Talleyrand qui, le 3 août, avait déjà pris position auprès de tous les ambassadeurs. Mais les autres, légitimistes comme le vicomte Dambray, le duc de Lorges, le comte d'Andigné, le marquis de Rougé, partisans de la lieutenante du duc d'Orléans comme le marquis de Mortemart, le marquis de Sémonville, le comte Sussy, le comte d'Argout, ou ceux qui formaient le « *parti politique* », le baron Pasquier, le comte Molé, le duc Decazes, le comte Portalis, se refusaient obstinément à toute action dans un sens quelconque. Ils se contentaient de parler entre eux où figuraient surtout le baron Pasquier, le comte Siméon, le comte de Bastard, le baron de Barante. Ils refusèrent le 30 juillet de répondre à la demande de concours que leur adressait la Chambre des Députés, pratiquant une politique qui leur permit de disparaître momentanément sans mourir, ce que Montalivet appelle un « gouvernement du silence et de l'abstention ». Tout ce monde avait si grand peur de se compromettre que le baron Pasquier fit de nombreuses difficultés pour accepter la Présidence de la Chambre en remplacement du démissionnaire, le marquis de Pastoret ; il n'était pas encore devenu celui que l'opposition appelait (1) « l'inévitable Pasquier ».

A la séance royale du 3 août, pour l'ouverture de la session, les Pairs imaginèrent une petite mise en scène destinée à les mettre à couvert en cas d'un retour victorieux de la branche aînée. Quelques-uns d'entre eux seulement, cinq ou six, allèrent à la Chambre des Députés où, par suite des dégâts subis par le Louvre, se déroulait la cérémonie ; ils se présentèrent individuellement et non en délégation comme d'habitude ; ils n'avaient pas de Président et ne portaient pas l'habit brodé. Cette attitude pouvait éventuellement passer pour n'avoir pas engagé la Chambre, mais comme elle pouvait aussi sembler singulière au nouveau régime, le compte-rendu

(1) Du Bled : Histoire de la Monarchie de Juillet, p. 240.

officiel parla d'une délégation constituée pour aller au devant du lieutenant-général du royaume et prétendit qu'elle se composait de douze Pairs et de vingt-cinq députés, laissant ainsi penser que les Pairs étaient en bien plus grand nombre ; il mentionna que « la Chambre s'était trouvée empêchée de revêtir le costume par suite de la difficulté de la circulation des voitures ».

Nul doute que ce petit-chef-d'œuvre d'hypocrisie ne fut goûté au plus haut point par les contemporains. Montalivet, méprisant, se contente de dire qu'on trouva au Luxembourg, pendant toute cette période du 30 juillet au 9 août, des Pairs et non une Pairie ; il ajoute que c'est à son corps défendant qu'elle fut obligée plus d'une fois, sinon d'accomplir des actes, du moins de faire certaines démonstrations de présence et de parole.

L'année 1831

A mesure que la tempête révolutionnaire se calmait, les Pairs reprenaient de l'assurance ; après s'être étonnés de se retrouver en fonctions et de n'avoir plus à redouter que la révision de l'article 23 sur le statut de la Pairie, ils reprirent pied dans leur dignité et cherchèrent peu à peu à réagir contre les préventions qui s'affirmaient à leur encontre et que n'avait pas diminué leur conduite des mois de juillet et d'août 1830.

Il fallut même en 1831 que les députés Salverte (1) et Chamaraule (2) protestassent contre l'affirmation qui avait été faite du concours des trois pouvoirs à la réforme de la Charte ; ils rappelèrent que le 7 août 1830, tout était terminé à cinq heures du soir à la Chambre des Députés et que la Chambre des Pairs ne s'était assemblée qu'à huit heures.

Mais les efforts des Pairs pour affermir leur popularité furent vains. Tout au long de l'année qui suivit la Révolution de juillet,

(1) Chambre des Députés, séance du 4 octobre 1831. A. P. t. 70, p. 353, 1^{re} col.

(2) Chambre des Députés, séance du 7 octobre 1831. A. P. t. 70, p. 410, 1^{re} col.

l'opinion se passionna sur la question de l'hérédité de la Pairie et cela, presque unanimement, dans le sens de la suppression de cette hérédité. L'égalitarisme que permettait le nouveau régime était un sentiment trop violent pour que l'hérédité des privilèges de la Pairie pût trouver grâce devant lui.

D'ailleurs la Chambre des Députés, assez libérale quoiqu'issue de la loi du « double vote » occupait trop l'attention publique par l'activité qu'elle apportait à établir une administration conforme à l'esprit de la Révolution de Juillet pour qu'on s'aperçût des essais que tentait la Chambre des Pairs pour s'adapter aux nouvelles circonstances. On ne lui sut aucun gré d'avoir vu naître en son sein la proposition, faite le 8 septembre 1830 par le comte de Saint-Priest, en vertu du nouveau droit d'initiative, d'abroger la loi du sacrilège, ou d'avoir sévèrement condamné le comte de Kergorlay (1) pour la publication de son factum légitimiste. Mais on lui reprocha amèrement d'avoir laissé faire à sa tribune le dithyrambe de la loi du « milliard des émigrés » (2), loi éminemment impopulaire. Il s'agissait de décider le retour au Trésor des fonds non encore employés, et le comte de Montalembert s'éleva vigoureusement, mais inopportunément, contre cette mesure. Il prétendit que la loi du milliard avait satisfait le peuple entier, qu'elle avait ramené en France une prospérité générale et que c'était là « une grande et belle loi ». Et bien que la mesure proposée eût été adoptée sans difficulté, on ne manqua certainement pas d'observer que les orateurs de la Pairie avaient pris soin de faire constater, soit qu'ils n'étaient pas personnellement intéressés dans le débat (3), soit qu'ils opinaient dans un sens contraire à l'intérêt qu'ils y avaient (4). C'était souligner l'origine aristocratique de bien des Pairs de France, à un moment où on cherchait à déloger l'aristocratie de ses derniers refuges. La Chambre sentait si bien qu'on détestait ses privilèges qu'à propos de l'affaire de Kergorlay,

(1) Voir supra, p. 38.

(2) Chambre des Pairs, séance du 29 décembre 1830. A. P. t. 65, p. 658, 2^e col.

(3) Montalembert, Dubouchage. (Même séance).

(4) de Choiseul

(id.)

elle avait approuvé la suggestion d'un de ses membres qui demandait que dans l'arrêt de condamnation (1), à la formule « était encore investi de toutes les prérogatives attachées à la Pairie », on substituât les mots « était encore Pair de France », qui exprimaient, dit-il, la même idée, mais d'une manière plus simple et sans paraître présenter comme un privilège des droits inhérents à la constitution de la Pairie et indispensables pour l'exercice des devoirs qui lui sont imposés.

Cette prudence paraît bien symptomatique de la distance qu'il y avait de l'époque où elle se manifesta à celle où les privilèges étaient un titre de gloire pour ceux qui en étaient revêtus. Elle marque aussi la crainte d'attirer l'attention sur des prérogatives dont on sentait qu'elles ne correspondaient plus à l'esprit du moment.

D'autres faits allaient encore augmenter l'impopularité de la Pairie. Les Ministres signataires des Ordonnances de juillet avaient été mis en accusation par la Chambre des Députés, devant la Chambre des Pairs, sur la proposition du député Salverte. Le 1^{er} octobre, la Chambre se constituait en Cour des Pairs ; la procédure et les débats se déroulèrent jusqu'au 21 décembre. La population parisienne, qui était encore sous le coup de l'émotion des journées de juillet, émotion d'ailleurs entretenue par les manifestations diverses en faveur des victimes ou en l'honneur des combattants, était violemment hostile aux ministres, de Polignac, de Peyronnet, de Chantelauze et Guernon-Ranville. Le procès fut l'occasion de troubles assez graves. On voulait la tête des Ministres, mais le peuple craignait que la férocité dont la Pairie avait fait preuve à l'égard du maréchal Ney ne fit place envers les conseillers de Charles X, à une trop grande mansuétude. La foule assiégea presque le Palais du Luxembourg, mollement défendu par la Garde Nationale sous les ordres du général Lafayette à qui Montalivet (2) attribue un rôle assez louche en cette circonstance. La pression populaire fut telle qu'un soir, le Président Pasquier

(1) Chambre des Pairs, séance du 22 novembre 1830. (Chambre du Conseil).
A. P. t. 64, p. 583, 2^e col.

(2) Montalivet, op. cit.

avait dû lever précipitamment la séance, et qu'il fallut un coup de force et de ruse du jeune ministre Montalivet pour soustraire les accusés aux violences de la foule. Ils furent emmenés de nuit à la forteresse de Vincennes et le jugement fut rendu en leur absence. C'était la prison perpétuelle pour tous, la déchéance de tous titres, grades et ordres, la mort civile pour de Polignac, l'interdiction légale pour les autres. Ces sanctions qui paraissent draconiennes à notre expérience parlementaire, passèrent pour une inadmissible et coupable clémence. Aux griefs préexistants contre la Pairie s'ajouta celui de trahison. Le parallèle était évidemment facile entre le traitement infligé au « brave des braves », et celui auquel on soumettait les responsables des sanglantes journées de juillet. On en usa, on en abusa même à chaque diatribe contre la Chambre des Pairs pendant toute la durée du règne.

Quelques mois plus tard, le 19 avril 1831, s'ouvrit au Luxembourg la discussion d'une proposition de loi relative au bannissement de Charles X et de sa famille, et à la liquidation des biens de la branche aînée. A cette occasion, tous les légitimistes de la Chambre des Pairs prirent la parole et vantèrent à qui mieux mieux les mérites de la Restauration et les vertus de Charles X ; quelques-uns s'en prirent même de front à la Révolution de 1830 et à son œuvre.

Le duc de Fitz-James protesta contre la répression des troubles vendéens en faveur de la légitimité du duc de Bordeaux ; il la présenta comme une besogne de basse police, une provocation grossière : « Après avoir enfoncé bien des maisons, brisé bien des parquets et des boiseries, poussé les recherches jusque dans les lieux les plus secrets, on finit par découvrir dans une de ces maisons quelques paquets de cartouches et quelques livres de poudre, et aussitôt de crier à la grande conspiration découverte ! »

Encore n'était-ce là que la défense habituelle des amis de ceux que la police surprend en flagrant délit, mais de Fitz-James alla jusqu'à flétrir l'attitude même de ses collègues de la Chambre qui insultaient Charles X vaincu : « Je pourrais épiloguer, dit-il, sur le droit que l'on peut avoir d'un certain côté à prononcer si souvent ce terrible mot de parjure. Comment, en effet, ce mot peut-il trouver

passage dans la bouche de ceux qui se vantent d'avoir joué la comédie pendant quinze ans, qui avouent avec orgueil que tous les serments prêtés par eux ont été une moquerie et un piège tendu aux princes dont ils méditaient la ruine ? » Le coup était direct et rude ; il dut porter douloureusement. Avec le duc de Fitz-James, le duc de Doudeauville, le marquis de Dreux-Brézé, le duc de Noailles, le duc de Maillé et le vicomte Laine, renchérissent si bien d'éloges sur le régime déchu et de critiques sur l'ordre nouveau, que le comte d'Argout et Lanjuinais protestèrent de leur place, contrairement à tous les usages de la Chambre, contre ce qu'ils considéraient comme un abus de la liberté de la Tribune.

La majorité parlementaire, les minorités libérale ou républicaine et l'opinion générale tinrent cette séance du 19 avril pour un véritable scandale. Il nous paraît certain que son souvenir fut, quelques mois plus tard, une des raisons de l'imposante majorité qui, à la Chambre des Députés, vota la suppression de l'hérédité de la Pairie.

Une autre fois, le marquis de Vogüé interpella le Ministère sur un incident qui s'était produit à Nîmes où il prétendit qu'on avait tiré sur une foule de femmes qui s'opposaient à l'enlèvement des croix placées sur les lieux publics. Le Ministre démentit la presque totalité des faits et réduisit le reste à des proportions ridicules ; sans doute était-ce là son rôle, mais il fut suivi dans ses explications par la Chambre qui ne sanctionna pas l'interpellation. On ne se souvint, dans l'opinion, que du fait que la Tribune du Luxembourg avait encore servi au parti prêtre.

Enfin, alors que la Chambre des Députés avait déjà entrepris le débat sur la révision du statut de la Pairie, la Cour des Pairs condamnait Montalembert, Pair de France, et Lacordaire qui, forts des promesses de la Charte qui devait modifier dans un sens libéral la loi impériale sur l'enseignement, avaient ouvert sans autorisation une école primaire et protestaient contre les poursuites, appuyés par l'opinion libérale tout entière.

Entre la révision de la Charte et celle du statut de la Pairie, il ne semble donc pas que la Chambre des Pairs ait pu, par son activité législative, remonter le courant d'antipathie où elle se trou-

vait entraînée. Elle vota sans difficultés les projets de loi, peu passionnants, que lui transmit la Chambre élective, se contentant d'amender parfois ce qui lui semblait trop dangereusement libéral (1), et consacra quelques séances au sort qui devait être réservé aux créanciers de l'un de ses membres, le vicomte Dubouchage, criblé de dettes, et qui prétendait faire jouer le principe de l'inviolabilité parlementaire à son profit pour éviter la contrainte par corps (2). La Chambre était d'ailleurs désolée de ce scandale qui attirait une fois de plus l'attention publique sur les privilèges de la Pairie et justement à propos d'un personnage dont la bonne foi en cette occurrence paraît avoir inspiré quelques réserves.

La suppression de l'hérédité Le débat devant les Chambres

C'est le 17 août 1831, que fut déposé sur le bureau de la Chambre des Députés le projet de loi sur la réorganisation du statut de la Pairie, attendu avec impatience depuis un an. Le comte de Saint-Priest dira au Luxembourg : « Depuis dix mois, la tribune, la presse, la place publique, comme l'intérieur des familles, les salons comme les chaumières, ont retenti des plaidoyers pour ou contre. Depuis dix mois c'est l'occupation principale, le seul entretien de la France... Tout a été négligé, oublié, ajourné pour cette question... C'était une monomanie », et il constate avec amertume : « La France entière a apprécié cette institution (de la Pairie) avec une extrême malveillance. » Cette malveillance était si réelle que bien des Députés de la session de 1831 étaient arrivés avec le mandat impératif de supprimer l'hérédité de la Pairie ; de Brigode (3) parlera, au Palais Bourbon, de la Chambre Haute comme d'une Chambre discréditée sans force et sans vie. Les Pairs connaissaient la disgrâce où ils étaient dans l'opinion

(1) C'est ainsi qu'elle réduisait de 8 à 7 voix la majorité nécessaire au jury criminel pour condamner.

(2) Voir infra, p. 87.

(3) Chambre des Députés, séance du 11 octobre 1831. A.P. t. 70, p. 508, 2^e col.

publique ; de Coigny (1) avoue qu'il ne se dissimule point « les préventions qui existent en ce moment contre l'hérédité de la Pairie. » Et le duc de Plaisance se faisait l'interprète des regrets de ses collègues : « Vous vous rappelez une époque où vous vous dérobiez aux empressements de la jeunesse qui entourait cette enceinte, désireux que vous étiez de mériter la popularité plutôt que d'en recevoir les bruyants témoignages » (2) : Ce ne pouvait être là que le rappel d'un souvenir et l'expression d'un regret, car le mouvement des esprits contre la Chambre des Pairs était assez prononcé pour qu'on ne pût « ni en nier les symptômes, ni en méconnaître le principe. » (3).

S'ajoutant à ces attaques contre la Pairie et surtout contre son hérédité, attaques menées par les journalistes, les publicistes, les hommes politiques, il régnait encore dans Paris une atmosphère d'égalitarisme révolutionnaire qui put avoir une certaine influence sur les esprits. Si la Révolution de juillet avait été relativement calme, les troubles populaires n'avaient cependant pas cessé ; M. Charléty (4) dépeint les cortèges plus ou moins houleux qui se présentaient sous le balcon royal pour chanter des hymnes révolutionnaires que Louis Philippe accompagnait en battant la mesure avec la main, et les délégations que le Roi devait recevoir à longueur de journée. La duchesse de Dino (5) rapporte qu'à Londres où elle se trouvait à cette époque, des voyageurs de France racontaient même que parfois, on brandissait des couteaux à travers les grilles des Tuileries, en signe de menace conditionnelle.

D'autre part, une véritable épuration se poursuivait dans l'armée, dans la magistrature, au Conseil d'Etat. M. Rousselet (6) recense en détail les membres des Parquets révoqués et les magistrats

(1) Chambre des Pairs, séance du 22 décembre 1831. A.P. t. 72, p. 694.
2^e col.

(2) Chambre des Pairs, séance du 23 décembre 1831. A.P. t. 73, p. 7,
1^{re} col.

(3) Duc Decazes, Chambre des Pairs, séance du 19 décembre 1831. A.P.
t. 72, p. 594, 2^e col.

(4) Charléty : Lavis, *Histoire de France contemporaine* (tome 5). p. 16.

(5) Duchesse de Dino : *Chronique*.

(6) M. Rousselet : *La Magistrature sous la Monarchie de Juillet*.

dont on obtenait par tous les moyens la démission. On avait supprimé les bourses de séminaires, le culte au Panthéon; le premier usage qu'un Pair de France eût fait du droit d'initiative avait été pour demander l'abrogation de la loi du sacrilège. Enfin, la Société constitutionnelle, à tendances républicaines, adressait un mémoire au Roi où elle lui rappelait que : « Toute institution antérieure à la Révolution de juillet et non ratifiée expressément par la nation, n'est plus qu'une institution de fait dont l'existence est nécessaire au mouvement de la machine sociale, mais qui ne peut avoir d'autre base que la volonté du peuple. » (1).

Quoiqu'épurée des Pairs de Charles X, la Pairie se voyait cependant en butte aux attaques de tous ceux qui s'en prenaient aux institutions et aux nominations de la Restauration sans égard au souverain qui en était l'auteur. C'était l'époque où la défaveur et la disgrâce encourues sous ce régime étaient un titre à la confiance du nouveau Gouvernement et il n'y avait encore à la Chambre, à part quelques admissions à titre héréditaire et deux nominations faites le 13 Août 1830 que des Pairs de Louis XVIII. Encore ces deux nouveaux promus étaient-ils d'anciens Pairs de Charles X exilés de la Chambre. Salverte (2) pourra dire à la Chambre des Députés : « Les Pairs sont sans pouvoirs ; ils appartiennent à une Charte qui n'existe plus... Aucun droit ne les appelle à leurs fonctions et encore moins le désir de la Nation. »

La Vendée était presque insurgée et le Luxembourg comptait encore en ses rangs quelques personnages dont les sympathies pour la cause des nouveaux chouans n'était pas cachée.

C'est dans de telles circonstances que s'ouvrit à la Chambre des Députés le débat sur la transformation de la Pairie. Le rapport du député Béranger fut lu et déposé le 19 Septembre 1831. Le ministère se prétendait favorable en principe à l'hérédité mais en soutenait la suppression, sous prétexte que c'était là une nécessité de circonstance, imposée par une opinion générale. Singulière attitude,

(1) Cité par Charléty, op. cit. p. 39.

(2) Chambre des Députés, séance du 4 octobre 1831. A.P. t. 70 p. 353.
2^e col.

qui fut sévèrement appréciée par les défenseurs de l'hérédité. Le duc de Fitz-James définira quelques mois plus tard à la Chambre des Pairs (1) la position des ministres en leur attribuant le langage suivant : « Messieurs les Pairs, tirez-vous d'embarras comme vous le pourrez ; soyez héréditaires, soyez à vie ; soyez Pairs, soyez sénateurs, ne soyez rien du tout, tout sera bon, pourvu que l'orage qui s'avance en grondant, prêt à crever sur vos têtes, ne m'entraîne pas au milieu de vos débris ». Le duc Decazes (2) devait lui aussi, dans un langage plus parlementaire, rappeler que la suppression de l'hérédité n'avait été proposée par le Ministère « que comme une douloureuse nécessité réclamée par le vœu public, et qui lui commandait le sacrifice de sa conviction. »

Au moment où s'ouvrait le débat, on pouvait donc penser que la Chambre des Députés serait aussi libre dans sa décision que la précédente l'avait été dans son œuvre de révision de la Charte. Et, de fait, le ministère ne fit aucune pression, n'en appela à aucune majorité et se contenta de suivre la discussion en indiquant simplement que le vœu unanime du pays dictait la décision à prendre.

Le débat à la Chambre des Députés

Mais la question à résoudre n'était pas si simple. La commission chargée du rapport au Palais-Bourbon n'avait voté la suppression de l'hérédité qu'à une voix de majorité ; elle était divisée sur le mode ultérieur de nomination à la Pairie. Enfin, détail curieux, le rapporteur qu'elle avait désigné, Béranger, était un partisan du maintien de l'hérédité. Les questions soumises à la délibération de la Chambre étaient les suivantes : la Pairie restera-t-elle héréditaire ? Quel mode de recrutement lui assigner ? élection directe, à plusieurs degrés, censitaire ? nomination d'une série de candidats soumis ensuite au choix royal ? nomination royale sans contrôle ? restriction du choix à des catégories déterminées ? enfin, le nombre des Pairs devait-il

(1) Chambre des Pairs, séance du 22 décembre 1831. A.P. t. 72, p. 702, 1^{re} col.

(2) Chambre des Pairs, séance du 19 décembre 1831. A.P. t. 72 p. 594, 2^e col.

être fixé d'avance ou, tout au moins, compris entre certaines limites; devait-il, au contraire, rester illimité ?

Béranger étudia scrupuleusement ces questions, et son rapport est un résumé des arguments fournis à l'appui des thèses diverses ou contradictoires qui avaient été soutenues depuis un an, ou qui furent défendues à la tribune des deux Chambres. Il est d'ailleurs curieux d'entendre Béranger se plaindre que la question n'ait pas été mieux étudiée, alors qu'il paraît certain qu'elle était discutée ardemment depuis un an; quoiqu'il en soit, le rapporteur regrette qu'on n'ait pas délibéré du statut de la Pairie depuis longtemps. « Nous tous, libres de préventions, peut-être même d'engagements, nous aurions été mieux préparés à remplir la haute mission que nous tenons de la Charte. » Bien qu'on pût s'associer à ce regret en ce qui concerne les mandats impératifs, on doit constater cependant que l'intérêt du rapport Béranger et des discours copieux et documentés qui furent prononcés à l'occasion de ce débat, est une preuve suffisante du sérieux avec lequel les deux Chambres travaillèrent la question.

Béranger commença par déplorer l'atmosphère dans laquelle s'ouvrait la discussion : « Il est douloureux, dit-il, de voir avec quelle facilité s'accréditent et se propagent des préventions contre lesquelles protestent vainement et le souvenir d'une persévérante et courageuse opposition à un gouvernement imposé deux fois par l'étranger, et l'éclat des vertus les plus pures et le mérite des services les plus signalés rendus à la Patrie. »

Ayant reproduit cet hommage isolé à la Pairie, examinons donc le travail du rapporteur.

La Pairie ébranlée n'avait pas reçu la constitution définitive qui devait apporter au trône populaire la force dont il avait besoin pour accomplir pleinement sa mission. D'autre part, le souci principal était d'équilibrer le pouvoir que l'on voulait créer avec les deux autres. Comment pourrait-on espérer donner à la Chambre élective renforcée un contre-poids suffisant, si l'on ne prenait pas d'avance l'engagement de constituer plus fortement la Pairie ? Remarquons tout de suite que ce désir de fortifier la Pairie fut proclamé par les orateurs de toutes les opinions et que ce fut le seul point qui réunit la totalité des intentions.

Béranger posa tout de suite en principe que la nouvelle Pairie ne pouvait avoir un recrutement aristocratique ; et cela parce qu'il n'y avait plus en France d'aristocratie ; il n'y avait plus de grands fiefs héréditaires ; il n'y avait plus de classe qui eût une existence distincte et séparée des autres classes de la société, et qui eût des privilèges à conserver et à défendre ; tous les citoyens étaient soumis aux mêmes lois ; la naissance ne donnait pas de droits différents de ceux dont jouissait l'universalité des Français. Cette absence d'aristocratie fut, dans la suite des débats, une des raisons les plus généralement invoquées contre l'hérédité de la Pairie. On disait : Si encore il y avait une aristocratie ! on pourrait concevoir l'utilité de son rôle social, et soutenir qu'il lui faut une représentation particulière pour la mettre à même de défendre des prérogatives utiles ; mais il n'y a pas d'aristocratie. Les partisans de l'hérédité eux-mêmes reconnaissaient que ce n'était pas sur ce terrain qu'il fallait poser la question ; de Fitz-James à la Chambre des Pairs dira qu'en 1789, s'il y avait des courtisans à Versailles, depuis longtemps il n'y avait plus d'aristocrates en France. Mais, disait Béranger, bien qu'elle n'eût pas à représenter l'aristocratie héréditaire, la Pairie devait cependant conserver elle-même l'hérédité, car, quel que soit son mode de nomination, c'est la seule façon de la rendre indépendante. C'était là le principal et presque l'unique argument des défenseurs du principe héréditaire. Il devait être repris sous des formes multiples et avec une éloquence diverse par tous les orateurs du Palais-Bourbon et du Luxembourg qui se prononcèrent contre le projet étudié.

Les partisans de l'hérédité

Une Pairie viagère, disaient-ils, quel que soit son mode de recrutement, ne sera pas complètement à l'abri des tentatives de corruption du pouvoir. (Cet argument, que nous présentons sans fard, fut évidemment habillé le plus souvent de quelques formules parlementaires élégantes). Une Pairie viagère même satisfaite pour elle-même, aura besoin de faire la situation de ses héritiers, et peu à peu sollicitera des places et se mettra à la merci du pouvoir

qui détient ces situations. C'est à cela que se résume en somme l'important argument de l'indépendance de la Chambre des Pairs. Or cette indépendance, prétendait-on, était nécessaire, à quelque prix qu'on dût l'acheter. Thiers (1), avouait que cette hérédité qu'il défendait, était un privilège, mais, disait-il, il ne s'agit pas de privilège ; il s'agit de savoir si c'est ou non utile. Il fallait selon lui que la Chambre des Pairs, à l'exemple de la Chambre des Lords anglaise, résistât longuement avant de céder aux vœux de la Chambre élective, qui peut se laisser entraîner par le simple ascendant d'un homme d'esprit ; et, quand une idée germe dans ces conditions, ce n'est pas à ce moment qu'on doit l'accepter, mais seulement quand elle a pénétré dans la tête même de ceux qui n'ont pas d'esprit ; comme cela peut demander du temps, la Pairie ne doit céder « que quand les choses sont mûres et quand le fruit est bon à cueillir ». Comme l'avait dit le rapporteur : « La mission (de la Pairie) est de ralentir... l'ardeur (de la Chambre des Députés), en tant qu'elle serait immodérée ou intempestive, d'opposer de sages délais à l'impatience avec laquelle, sans être satisfait du bien on demande le mieux..., d'arrêter dans certains cas et pour certaines choses, la marche du temps. » Or, quel que soit le mode de recrutement de la Pairie, on ne sera sûr de sa résistance que si elle est héréditaire ; élective, elle risque d'être soumise aux mêmes entraînements que la Chambre des Députés ; nommée par le Roi, c'est-à-dire par le ministère, sans l'appui de l'hérédité et quel que soit le mode de nomination imposé, elle sera dans la main du pouvoir exécutif et fera ce qu'il désire.

L'hérédité seule, dit Guizot, peut procurer cette indépendance nécessaire à un pouvoir modérateur ; seule elle crée « à côté du Gouvernement, un certain nombre de situations permanentes, élevées au niveau du Gouvernement, vivant habituellement dans sa sphère, connaissant ses besoins, pénétrées de son esprit, vouées aux mêmes intérêts généraux que lui, et dégagées de ses intérêts, à la fois alliées et indépendantes. » Et Guizot réclamait « des hommes qui, par situation, par le fait de leur naissance... se vouent et appartiennent

(1) Chambre des Députés, séance du 3 octobre 1831. A.P. t. 70 p. 321, 1^{re} col.

nent spécialement aux affaires publiques, à la vie politique, des hommes qui en fassent habituellement, naturellement, leur étude, leur état... » Il appelait cela une aristocratie constitutionnelle.

Royer-Collard (1), demandant qu'on en appelle :

« Du parterre en tumulte au parterre attentif », annonça la mort de la Pairie si elle devenait temporaire ou même viagère. Son discours devait, quinze ans plus tard, inspirer au publiciste Saint Marc Girardin (2), une remarquable étude sur la Pairie où il résume les arguments politiques des partisans de l'hérédité.

On songeait aussi au rôle judiciaire de la Pairie : comment croira-t-on à l'impartialité d'une Chambre des Pairs dont l'existence est toute politique, si elle ne s'appartient pas à elle-même et si, pour rendre un arrêt, elle est involontairement conduite à porter ses regards vers le pouvoir qui l'a nommée ?

Dupin (3), quoiqu'adversaire de l'hérédité, résumera tant soit peu ironiquement les arguments des tenants de ce principe : « J'en conviens, l'hérédité a des avantages qui lui sont propres. La Pairie héréditaire, se trouvant hors la main du Roi et du peuple, a en soi un principe de vie et de conservation ; elle se recrute et se perpétue d'elle-même en vertu des seules lois de son institution ; plus d'indépendance s'y attache ; rien n'inspire plus de fixité dans les idées. Plus la position individuelle du Pair et de sa famille est brillante, plus son avenir est assuré, plus il a intérêt à se maintenir dans cet état de béatitude et par conséquent à se garer d'une révolution ; car une révolution est précisément la seule chose qui pourrait le lui faire perdre. Ainsi la Pairie est comme un pilier ; il n'avance, ni ne recule, mais il soutient... Au contraire, le Pair purement viager fera comme le sénateur ; il sacrifiera tout au présent ; et s'il paraît un nouveau maître, pourvu que celui-ci lui

(1) Chambre des Députés, séance du 4 octobre 1831. A.P. t. 70, p. 359, 2^e col.

(2) Saint Marc Girardin. — De la Pairie en France depuis la Révolution de Juillet (dans la Revue des Deux Mondes du 15 novembre 1845).

(3) Dupin, op. cit.

continue, sa vie durant, le même gage que l'ancien, même en le dispensant des services, il accordera tout : personne ne sera déshérité dans sa famille. »

Les adversaires

Les adversaires répondaient que l'hérédité n'était qu'un moyen d'obtenir pour la Pairie une indépendance et une force qu'eux-mêmes souhaitaient lui donner ; mais ils prétendaient que ce n'était pas le seul et que c'était, à coup sûr, le plus mauvais ; que le privilège d'hérédité comportât des charges, cela ne l'empêchait pas de heurter par trop le sentiment d'égalité « signe de l'époque » ; on ne pouvait concevoir des familles instituées à perpétuité gardiennes des lois constitutionnelles, et des jeunes gens inconnus investis d'une magistrature aussi importante. C'était ce sentiment qui avait inspiré une « *répulsion publique* » (1) pour cette hérédité dont on trouvait peut-être encore des partisans dans quelques salons parisiens, mais non dans les départements (1). L'opinion, « reine du monde, mais impératrice de France », s'était prononcée. Après le réquisitoire que nous avons cité (2), Dupin aîné ayant montré dans la Pairie un simple « divan » de gens revêtus de titres sans signification, et de dignités dues à leur seule naissance, terminait en disant : « N'est-ce point assez de voir de pareilles choses à vie sans encore les voir héréditaires de mâle en mâle par ordre de primogéniture ? » Et il signalait que ces outrances ne laissaient plus de place qu'à la logique vive et passionnée des préventions et de l'antipathie.

Le député Dubois (3) montrait ce que pourraient deux cents familles, les plus riches du pays, groupées dans la capitale autour du prince, assiégeant ses conseils, fatiguant et domptant ses ministres de leur crédit et de leurs intrigues. « Croyez-vous, disait-il, qu'il

(1) Bignon, Chambre des Députés, séance du 4 octobre 1831. A.P. t. 70, p. 340, 2^e col. et 341, 1^{re} col.

(2) Voir *supra*, p. 26, note 1.

(3) Chambre des Députés, séance du 4 octobre 1831. A.P. t. 70, p. 348, 1^{re} col.

leur soit difficile de faire tomber bientôt dans les mains de leurs seconds ou troisièmes fils toutes les dignités de la magistrature, de l'armée et de l'administration civile ? » Et il ridiculisait « les honnêtes médiocrités qui forment la moyenne de la primogéniture. » A quoi d'ailleurs Berryer (1) répondra que dans une Chambre élective il était toujours sûr de recontrer assez de nobles modesties pour pouvoir dire qu'il n'était pas démontré que l'élection eût toujours été plus heureuse que la nature. Quant à l'argument reproduit par Dupin, on y pouvait répondre que si des Pairs viagers étaient prêts à suivre n'importe quel nouveau maître, il en serait de même des Pairs héréditaires si le nouveau pouvoir leur conservait l'hérédité.

La grande force des partisans d'une Pairie viagère résidait surtout dans l'exemple de la Pairie présente. Rappelant l'inexistence des Pairs (2) aux Cent Jours comme aux événements de Juillet, et la fuite des deux Bourbons, le député de Podenas (3) disait : « C'est avouer l'impuissance d'une Pairie héréditaire soit à prévenir de tels parjures, soit à lutter contre le torrent des révolutions ; c'est déclarer qu'elle ne conserve que ce qui n'est point menacé ; qu'elle est une barrière qui ne préserve point de l'abîme, une digue qui ne résiste pas à la tempête, un pouvoir modérateur que brisent à volonté et les violences d'un Roi en délire et les fureurs d'un peuple déchaîné. » Le lendemain, Viennet (4), futur Pair, appelait l'hérédité « *une digue de sable* » !

Le débat à la Chambre des Pairs

A la Chambre des Pairs, les arguments fournis à l'appui des deux thèses furent les mêmes qu'à la Chambre élective. Le duc

(1) Chambre des Députés, séance du 5 octobre 1831. A.P. t. 70, p. 378, 2^e col.

(2) Voir supra, p. 22 et p. 49.

(3) Chambre des Députés, séance du 5 octobre 1831. A.P. t. 70, p. 366, 2^e col.

(4) Chambre des Députés, séance du 6 octobre 1831. A.P. t. 70, p. 388, 1^{re} col.

Decazes, rapporteur du projet, mit la Chambre en garde contre l'entraînement de l'opinion : « Loin que la Pairie doive s'abandonner elle-même au premier choc de cette opinion, c'est précisément pour résister à de telles influences, c'est dans la prévoyance de ces attaques passagères qu'elle a été constitutionnellement établie sur des bases durables. » (1)

Mais le Gouvernement avait eu soin, le 19 novembre 1831, d'introduire à la Chambre Haute une « *fournée* » de trente-six nouveaux Pairs, manifestement destinée à appuyer le projet voté par les Députés. Il est difficile de savoir quels gages les nouveaux Pairs avaient pu donner de leur obéissance au pouvoir, et curieux de constater que le Gouvernement avait eu des espoirs fallacieux en ce qui concerne deux nouveaux promus qui refusèrent la dignité offerte, le marquis de Bizemont et le comte Drouot. Le duc de Bassano qui faisait partie de la nouvelle promotion crut bon cependant d'affirmer à la tribune l'indépendance du vote de tous les nouveaux Pairs, ce qu'il fit en des termes d'une parfaite dignité.

Decazes, rapporteur des travaux d'une commission qui s'était partagée également entre les deux thèses (2), ne put s'empêcher de plaider plus vigoureusement celle de l'hérédité qui avait ses préférences : « L'opinion, dit-il, ne sépare pas la puissance de la durée ; l'idée d'habileté et d'expérience s'attache justement dans tous les esprits à ce qui se perpétue. La perte de l'hérédité ôterait à la Pairie cet instinct de conservation, cet esprit de conduite, qui se perpétuent dans les corps, se transmettent d'âge en âge comme les traditions de famille, et rendent leur expérience, leurs principes et leur politique, héréditaires comme les titres des membres qui le composent. » Il semble bien qu'un tel argument fût presque exactement le principal grief adressé à la Pairie ; il semble n'y avoir que peu de distance à franchir pour que les éléments considérés par le duc Decazes comme de précieux moyens politiques soient appelés : esprit rétrograde, routine, entêtement. De ce que la propriété, « principe fondamental de l'ordre social », était héréditaire, le duc Decazes concluait que les honneurs et les fonctions acquis

(1) On trouvera le rapport du duc Decazes aux A.P. t. 72, p. 591 et suiv.

(2) Sept voix contre sept.

par un homme devaient se transmettre héréditairement à son fils aîné. Il prétendit que « la Pairie n'est pas plus un privilège pour les Pairs que la députation pour les Députés, que la Couronne même pour le Roi », et qu'en conséquence ces attributs et ces fonctions pouvaient être transférés aux héritiers sans atteinte à l'esprit d'égalité. Mais, soucieux de se borner à exposer les travaux d'une commission où les avis avaient été également partagés, il indiquait que l'opinion publique semblait réclamer la suppression de la Pairie. On sait qu'il n'y voyait d'ailleurs pas une raison d'adopter le projet.

Affaiblissement du troisième pouvoir, absence d'indépendance, prédiction de la catastrophe rendue inévitable par la suppression politique du pouvoir intermédiaire entre le principe monarchique et le principe démocratique, tels furent ensuite, avec des accents variés, les arguments répétés à satiété à la tribune du Luxembourg.

Pour la défense de l'hérédité, on invoqua l'exemple des Pairs (1) qui ne siégeaient qu'en vertu de ce principe héréditaire, et dont l'exceptionnel talent combattait victorieusement la crainte qu'on avait de la médiocrité du fils d'un père brillant ; on prétendit que les héritiers, sachant à l'avance le rôle qu'ils auraient à jouer, s'y préparaient si bien qu'ils occupaient le siège de leur père avec plus de compétence et d'éclat que leur auteur. « En vérité, » disait le duc de Coigny (2), s'adressant à ceux qui prétendaient ne pas concevoir que l'aptitude à remplir certaines fonctions publiques soit transmissible par voie de succession, et qui trouvaient déraisonnable de vouloir aventurer ainsi un des grands pouvoirs de l'Etat, « en vérité, à entendre nos adversaires, ne serait-on pas tenté de croire qu'incessamment un essaim de jeunes crétins ne fonde sur la Chambre des Pairs ? »

On répéta comme un argument sérieux la boutade de Thiers, qui avait dit que si les gens d'esprit étaient exposés à faire des sots, il n'était pas non plus impossible que les sots n'engendrassent des

(1) Montalivet par exemple.

(2) Chambre des Pairs, séance du 22 décembre 1831. A.P. t. 72, p. 697, 2^e col.

hommes d'esprit. Le duc de Fitz-James (1) se lança dans une éloquente diatribe contre le projet et annonça que, quel que fût le résultat du vote, il quitterait la Chambre des Pairs où il ne trouvait plus qu'une « situation fausse et désormais sans dignité. » Il posa la question du statut de la Pairie dans toute sa logique, déclarant, ce que beaucoup pensaient et que personne n'osait dire tout haut, que l'hérédité lui semblait incompatible avec l'ordre de choses fondé par la Révolution de Juillet, et qu'il s'étonnait que la Chambre des Députés, qui s'était arrogé tant de pouvoirs, « ait pu s'arrêter en si beau chemin de destruction et de reconstruction », sans s'apercevoir « qu'une Chambre des Pairs émanée de la Restauration devenait une anomalie, une inconséquence, une impossibilité avec l'ordre de choses qui allait s'établir ». (2).

Mais, malgré les objurgations du duc de Noailles, demandant quelle assurance aurait la Pairie de conserver la considération qui l'environne, si, se pliant à toute exigence, et prête à revêtir toutes les formes, elle consentait au sacrifice lâche et impolitique de sa propre conviction et de sa dignité, la Chambre des Pairs préféra ne pas donner la preuve de courage que lui réclamait l'orateur à propos d'une question qui mettait son principal privilège en jeu, alors qu'elle avait subi silencieusement l'expulsion des Pairs de Charles X et la révision de la Charte ; elle se rangea à l'avis des membres de sa commission qui estimaient qu'en abandonnant l'hérédité, la Chambre Haute montrerait à tous qu'elle n'avait rien d'offensif pour cet esprit d'égalité dont la Révolution avait fait un sentiment passionné. Par cent trois voix contre soixante-dix et six bulletins blancs, elle vota la suppression. Cette décision entraîna une nouvelle transformation de la Chambre existante ; dans les mois qui suivirent, seize Pairs de France, adoptant l'attitude annoncée par le duc de Fitz-James, démissionnèrent de leurs fonctions (3). La Chambre se borna à leur donner acte du reçu de leur lettre, sans

(1) Chambre des Pairs, séance du 22 décembre 1831. A. P. t. 72, p. 701 et suivantes.

(2) Chambre des Pairs, séance du 22 décembre 1831. A. P. t. 72, p. 702, 1^{re} col.

(3) Voir Annexe VIII.

examiner la question de savoir si cette démission pouvait produire effet. Les démissionnaires étaient tous des légitimistes qui s'étaient fait remarquer par leurs réticences à la prestation de serment et qui avaient protesté, après coup d'ailleurs, contre l'exclusion des Pairs de Charles X et la déchéance des réfractaires à la loi du 30 août 1830, en soulignant le caractère inamovible de la dignité de Pair dont, disaient-ils, on ne pouvait même pas se démettre volontairement. La question de la validité de leur démission ne se posa pas car aucun d'eux ne tenta de reprendre séance, ni n'essaya de se prévaloir ultérieurement des prérogatives de la Pairie.

De Podenas (1) avait prédit que le choix royal permettrait au Ministère de perpétuer à son gré l'hérédité dans les familles, ou de la leur enlever. Cette prédiction ne se réalisa que très partiellement au cours du règne ; une vingtaine seulement de nominations fut faite de personnages dont les pères étaient déjà membres de la Chambre Haute (2). Six d'entre eux furent nommés du vivant de leur père, ce qu'on n'aurait pu voir au temps de l'hérédité de la Pairie.

Survivance de l'hérédité Les droits acquis

Au seuil de cette année 1832, ou tout au moins aussitôt après la série de démissions occasionnées par la suppression de l'hérédité, nous ne pourrions pas encore connaître tout à fait ce que fut la composition de la Chambre des Pairs tout au long du règne de Louis-Philippe ; il ne suffirait pas d'ajouter la liste des nominations faites par le Roi-citoyen à celle des Pairs en fonctions le 7 août 1830, dont nous aurions retranché les Pairs de Charles X, les réfractaires au serment, et les démissionnaires de 1832.

C'est que, par un effet de cette même timidité qui avait empêché la refonte totale de la Pairie, tout en supprimant l'hérédité pour

(1) Chambre des Députés, séance du 5 octobre 1831. A.P. t. 70, p. 368, 1^{re} col.

(2) Voir Annexe VI.

l'avenir, on n'avait pas osé (!) toucher aux « droits acquis ». La qualité de Pair de France se transmettant à la mort de l'auteur, il existait quelques jeunes gens d'âge trop faible pour avoir pris séance à la date de la loi supprimant l'hérédité, mais qui étaient investis de la qualité de Pair. Ce point était bien établi puisque Montalembert, âgé de vingt-et-un ans, poursuivi correctionnellement en 1831 pour infraction à la loi sur l'enseignement, avait réclamé et obtenu la compétence de la Cour des Pairs, qui l'avait d'ailleurs condamné (1). Aussi, tout au long du règne, vit-on, au fur et à mesure qu'ils atteignaient les vingt-cinq ans requis pour pouvoir prendre séance, un certain nombre de personnages (2) héritiers d'anciens Pairs de France, morts avant la loi supprimant l'hérédité, demander leur admission. Aucune opposition ne s'éleva contre leur désir. Une vingtaine de Pairs furent ainsi admis à titre héréditaire, en vertu de leurs « droits acquis ». Une brochure satirique de l'époque (3) nous les montre, membres du Jockey-Club, espoirs des jeunes héritières : « Pareils à de légers hussards voltigeant sur les ailes d'un corps d'armée, voyez-vous les jeunes Pairs ? L'un laisse rouler les anneaux de ses cheveux blonds sur ses tempes juvéniles ; l'autre permet à sa jeune barbe d'ombrager sa joue et même son menton. Ces Messieurs sont les derniers produits de l'hérédité, les derniers fruits d'un arbre coupé à sa racine ; ils sont un élément politique qui ne se reproduira plus. Que d'autres, fils de généraux plus vaillants, de sénateurs plus utiles à la Patrie, d'ancêtres enfin plus nobles que les leurs, ne sont pas Pairs comme eux ! Jeunes gens confondus aujourd'hui dans la foule des citoyens, parce que leurs pères ont vécu une heure de trop pour leur avenir. »

(1) Voir supra, p. 55.

(2) Voir Annexe V.

(3) Marie Aycard : Le Pair de France.

CHAPITRE III

La Pairie nouvelle

La question de l'hérédité ne constituait pas la totalité du problème à résoudre. En effet, si les auteurs de la Charte de 1830 et l'opinion publique désiraient la suppression de l'hérédité, ils voulaient aussi soustraire la Chambre des Pairs à l'arbitraire royal. Comment devait-on modifier en conséquence le recrutement de la Pairie ? Cette question nous paraît assez intimement liée à celle de l'hérédité qui tempérait l'omnipotence du Roi en cette matière. Quelques orateurs indiquèrent ce point de vue au cours du débat ; certains mêmes présentèrent le recrutement de la Pairie comme la question principale, estimant que de la décision prise à ce sujet devait dépendre celle relative à l'hérédité. Ils ne furent pas suivis. Il est humain de réaliser d'abord les destructions souhaitées pour ne s'occuper qu'ensuite de la reconstruction ; mais du moins, la discussion générale de l'une et l'autre Chambres fut-elle assez complète pour qu'avant de passer aux articles de la loi, les avis eussent eu le temps de se former sur tous les points.

Les systèmes proposés

S'agissant de trouver un mode d'élévation à la Pairie qui ne fût soumis ni à l'arbitraire de l'exécutif ni au privilège ni au hasard de la naissance, la première idée qui venait à l'esprit était celle de l'élection. Mais le principe de l'élection directe ne trouva aucune adhésion sérieuse. La raison principale qui fit écarter ce moyen de nomination fut qu'on n'obtiendrait ainsi qu'une seconde Chambre élective et qu'au lieu d'avoir des pouvoirs équilibrés on aurait

vraisemblablement deux pouvoirs ligüés contre le troisième. Le duc de Noailles appelait un tel système une « République déguisée » (1) ; il le considérait comme une transition à l'établissement d'une seule Chambre. Béranger rappelait que la commission avait été unanime à écarter le principe de l'élection : « Ce n'est pas, dit-il, de cette source agitée que doit sortir un pouvoir modérateur ; ce n'est pas sur cette base mouvante que peut exclusivement s'asseoir un intérêt d'ordre et de durée. »

L'élection à plusieurs degrés, plus attentivement envisagée, fut écartée en souvenir de la loi impopulaire du « double vote ».

Mais le plus curieux, c'est qu'on repoussa également le système d'une élection censitaire, pour ne pas attribuer de prime à la fortune, alors qu'on avait très bien admis le cens au rang des conditions d'électorat à la Chambre des Députés.

D'autre part, l'élection des Pairs entraînait logiquement la limitation de la durée de leurs fonctions. Ne représentant que l'opinion en cours à la date de leur nomination, ils ne tarderaient pas à ne plus rien représenter lorsque cette opinion aurait changé ; mais, plus que comme représentants d'une opinion ou d'une catégorie d'intérêts, on envisageait la Pairie comme un élément de stabilité ; on considérait donc assez justement que les Pairs devaient être au moins viagers. L'élection sous quelque forme que ce fût, ne pouvait amener à la Chambre des Pairs que des produits d'une opinion peut-être passagère ou les soutiens d'intérêts peut-être momentanés.

Le principe de l'élection étant écarté, on ne retombait pourtant pas encore obligatoirement dans le système de la nomination royale pure et simple. Quelques députés défendirent le système de la « candidature ». On ferait désigner, soit par des collèges électoraux, soit par certains corps professionnels : magistrature, armée, chambres de commerce, etc... un certain nombre de candidats, parmi lesquels s'exercerait le choix du Roi. Béranger déclara que « tout système de candidature était un mensonge ». Si le nombre des candidats était trop grand, le choix royal était pratiquement

(1) Chambre des Pairs, séance du 23 décembre 1831. A.P. t. 73, p. 26, 1^{re} col.

illimité et le contrôle inefficace. Si ce nombre était trop restreint, le choix royal au contraire ne s'exercerait pas car il serait facile de ne présenter à ce choix que des non-valeurs, ou des célébrités locales, avec seulement un ou deux noms éminents qui forceraient ainsi la nomination. Au surplus, la candidature provinciale risquait peu de fournir à la Pairie ces illustrations incontestées qu'on jugeait nécessaires à son haut renom. Bérenger disait : « Le talent ne se plaît guère que là où les applaudissements d'une foule éclairée lui servent à la fois d'aliment et de récompense ; la fortune se fixe au centre des jouissances du luxe. » Quelles que fussent les modalités proposées, limite de validité des candidatures ou conditions d'admissibilité, les inconvénients du système restaient les mêmes. Dupin aîné les exposa longuement, montrant les candidats en attente de nomination, perdant au long des années tout le bénéfice des raisons qui les avaient fait désigner, et risquant au jour de leur élévation à la Pairie de n'être déjà plus que des personnages oubliés, sans autorité ni prestige. Dupin appelait ce système : « une candidature de garde-meuble ! ».

Le recrutement par cooptation, analogue à celui de l'Académie, ne fut pas énergiquement défendu. Bérenger exposait que la commission en avait écarté le projet parce que ce système aurait l'inconvénient grave « d'introduire et de perpétuer dans la Pairie l'esprit et le plus souvent les passions du corps qui aurait mission de présenter les candidats. »

On cherche vainement la limite qui séparait, dans l'esprit des orateurs, le domaine de la stabilité de celui de la routine. Pouvoir chargé de conserver, de rendre stable, d'opposer aux ardeurs de la Chambre élective les amendements et les refus de l'expérience, la Pairie selon le vœu de la majorité devait être traditionnaliste sans esprit de corps et obstinée sans entêtement. Ces nuances nous prouvent que, quelle que soit la valeur théorique des systèmes préétablis, en politique plus qu'ailleurs, les institutions ne valent que par ceux qui les utilisent. C'est aussi ce que pensaient les réformateurs de la Pairie ; ayant écarté les différents modes de nomination que nous avons énumérés, ils restaient en présence de la seule nomination royale, à laquelle Bérenger reprochait de ne pou-

voir produire que des personnages sans attaches dans le pays, impuissants et sans autorité morale. Mais les abus qu'avaient fait Louis XVIII et Charles X de cette prérogative imposaient une limitation au pouvoir du Roi. Cette limitation pouvait se concevoir soit dans le nombre des Pairs, soit dans leur qualité.

Il parut impossible de limiter le nombre des Pairs ou de lui fixer un minimum ; le constant souci d'équilibrer les trois pouvoirs nécessitait en effet la possibilité de briser une résistance trop obstinée de la Chambre Haute ; c'était le palliatif qui permettait d'empêcher que la modération ne devînt de l'entêtement ; une promotion pouvait, quel que fût le nombre préexistant de Pairs de France, changer une minorité en majorité, ou faire sentir à la Chambre que l'heure était venue de céder au désir des deux autres pouvoirs lorsque ceux-ci, suffisamment avertis des difficultés par l'attitude de la Pairie, s'estimaient cependant meilleurs juges de l'opportunité et persévéraient dans leurs intentions. On n'osait pas fixer un minimum car on craignait que le Roi n'eût pas toujours sous la main des personnages suffisamment illustres ou éclairés pour combler les vides de la Pairie ; il valait mieux, pensait-on, lui laisser la possibilité d'attendre autant qu'il le faudrait que les illustrations s'imposassent d'elles-mêmes.

Le choix royal. Les catégories

Le Roi garda donc sa prérogative de nomination illimitée mais, pour que le choix ministériel ne fût pas l'acte passionné que craignait Salverte (1), il fut restreint à un certain nombre de « catégories » limitativement énumérées. La discussion sur l'admission de chacune de ces catégories fut très brève ; elles ne donnèrent lieu au Palais-Bourbon qu'à de très rapides observations ; quant à la Chambre des Pairs, elle s'était à peu près désintéressée de ce qui n'était pas la question de l'hérédité.

(1) Chambre des Députés, séance du 4 octobre 1831. A.P. t. 70, p. 356, 2^e col.

Chez les Députés, Dupin (1) s'éleva contre l'admission des dignitaires ecclésiastiques et obtint leur exclusion. C'était la disparition du fameux banc des évêques ; il fit admettre la candidature des Procureurs Généraux près des Cours royales. Il intervint sans succès pour que les gens fortunés n'aient pas à remplir pour être nommables d'autres conditions que celle de payer un cens élevé. Fulchiron (2) qui devait être Pair quelques années plus tard, reprocha au projet la trop grande influence qu'il donnait à l'armée. Quelques modifications de détail furent apportées par la Chambre à la liste proposée par le Ministère et cette liste amendée fut acceptée par la Pairie. Decazes, qui ne voyait pas de salut en dehors de l'hérédité, s'éleva contre le fait que les catégories n'étaient presque uniquement composées que de fonctionnaires. « Est-ce bien répondre à l'institution de cette Chambre que d'en faire la retraite presque nécessaire de tous les fonctionnaires de l'Etat ? Sont-ce les emplois publics que la Charte nous appelle à représenter ? » Et il rappela ironiquement que le projet sur la Pairie était présenté comme une nécessité imposée par l'opinion publique. « Est-ce donc, demanda-t-il, pour l'administration que la sollicitude de cette opinion s'est éveillée ? » Le duc de Plaisance (3) prétendit aussi que les non-fonctionnaires ne seraient jamais appelés. Le Président Boyer (4) estimait qu'on descendait pour le choix des Pairs jusqu'à des degrés trop inférieurs de l'échelle sociale, et que, par là, on laissait insensiblement pénétrer l'élément démocratique dans une Chambre où sa présence ne pouvait être qu'une anomalie politique.

Sur le détail de la liste, il ne s'éleva de discussion qu'à propos de la candidature des gros imposés. Decazes regrettait que la Chambre ait abaissé à trois mille francs le montant des impôts qu'il fallait payer pour être apte à la Pairie, et voulait supprimer

(1) Chambre des Députés, séance du 15 octobre 1831. A.P. t. 70, p. 663, 1^{re} col.

(2) Chambre des Députés, séance du 14 octobre 1831. A.P. t. 70, p. 615, 2^e col.

(3) Chambre des Pairs, séance du 23 décembre 1831. A.P. t. 73, p. 8, 2^e col.

(4) Cité par Rousselet, *op. cit.*

la condition supplémentaire de six ans de présence au sein d'un Conseil général ou d'une Chambre de Commerce. « Il a paru, dit-il, que la propriété portait en elle-même assez de garanties ; qu'elle avait, par sa nature, assez de droits et représentait trop d'intérêts pour qu'on lui demandât rien de plus. » Mais Pontécoulant (1) s'éleva vigoureusement contre cette vertu de la seule richesse et nia qu'elle pût conférer par elle-même des droits politiques.

Suppression des émoluments

Le projet, enfin, interdisait pour l'avenir tout traitement, tout émolument, toute dotation attachés à une élévation à la Pairie. Seul, le marquis de Dreux-Brézé (2) osa protester contre cette nouvelle atteinte au prestige des Pairs ; sans traitement, « la Pairie ne réunira que ceux que l'ambition, une activité inquiète portent sans cesse au devant du pouvoir, qui lui sont inféodés par nécessité, qu'il a produits, dont il a fait le passé et dont il doit faire l'avenir. » Une semblable Chambre ne sera donc formée que « des hommes qui depuis quarante ans ont paru constamment à la surface des grands mouvements politiques, comme ces oiseaux qui annoncent les tempêtes et les naufrages. Là, siègeraient toutes les époques désastreuses, tous les grands témoins vivants de nos erreurs, de nos calamités, de nos convulsions. » De surcroît, la fortune personnelle et les loisirs devenant nécessaires à une Pairie sans émoluments, on ne pourra nommer de provinciaux laborieux ; la seule source possible, ce sera toujours Paris avec son cortège nombreux de fortunes nouvelles, d'existences improvisées : pouvoir, faveur, influence, trésors, prospérités ! La Pairie ne sera qu'une branche de plus ajoutée au vaste monopole de la capitale. » Ces détails n'intéressaient plus la Chambre des Pairs ; elle vota sans changements le projet transmis par la Chambre des Députés.

(1) Chambre des Pairs, séance du 28 décembre 1831. A.P. t. 73, p. 237, 1^{re} col.

(2) Chambre des Pairs, séance du 23 décembre 1831. A.P. t. 73, p. 13, 1^{re} col.

Insuffisance de ces réformes

Ainsi les hommes de 1830 avaient rempli le programme qu'ils s'étaient assigné : la révision de la Charte et la transformation du statut de la Pairie. Sans doute, sur ce second point, n'avait-on pas osé suivre tout à fait les conclusions du député marquis de Ludre qui avait dit : « La conservation de l'ancienne Pairie serait un germe de mort pour la Pairie nouvelle... La Pairie et la Révolution de juillet ne peuvent exister sur le même sol, et l'une des deux doit disparaître ! » Cela semble être la conclusion logique des diatribes prononcées contre la Chambre des Pairs ; les députés avaient obéi aux volontés de l'opinion publique et leur vote était la preuve qu'ils partageaient cette opinion. Pourquoi n'avoir pas supprimé purement et simplement la Chambre Haute, quitte à la recréer ensuite s'ils en voulaient conserver le principe ? Pourquoi conserver des hommes de la Restauration ? Les hommes qui avaient chassé Charles X s'étonnaient eux-mêmes de leur propre audace mais en se proclamant les héros d'une grande épopée, ils ne craignaient rien tant que l'aventure, et s'ils aimaient la procédure au point d'établir leurs faits et gestes par des sortes d'actes extra-judiciaires, ils avaient horreur d'un changement profond. Il leur suffisait que la Cour fût amoindrie, l'aristocratie abaissée et que le pouvoir leur fût plus facilement accessible ; on le vit bien au cours des dix-huit années suivantes où les ministres purent entraîner des majorités diverses dans un sommeil politique sans exemple.

Au lieu d'abattre ce qu'elle considérait comme la dernière citadelle aristocratique, le dernier refuge où la noblesse avait presque exclusivement entrée, où la naissance conférait des droits et des pouvoirs, où l'hérédité conservait encore une valeur légale, la bourgeoisie, triomphante mais conservatrice, préféra se rendre la Pairie accessible, et s'en ouvrit les portes au lieu de la détruire. Elle créa les « catégories », où le choix du Roi devait uniquement s'exercer, et elle eut soin d'y comprendre tous les états auxquels elle était propre et où ses enfants avaient l'habitude de parvenir. Cela seul peut expliquer pourquoi ces réformes ne furent pas plus profondes. Puisque l'hérédité avait donné de si mauvais résultats, il était singulier de conserver leur dignité et leurs fonctions à ceux

qui, admis à la Pairie à ce seul titre depuis 1815, avaient concouru à l'œuvre de la Chambre Haute, et de ne pas leur faire subir le sort des Pairs de Charles X éliminés en masse. Et puisque la nomination royale était si néfaste, comment penser que l'obstacle des catégories serait efficace, alors que le Roi pouvait lui-même nommer à ces catégories ? Comment penser que la Pairie du Roi pourrait s'opposer tant soi peu aux volontés de qui l'avait nommée et devenir éventuellement le soutien nécessaire de la Chambre élective contre le Ministère ?

Il nous reste donc à rechercher ce que la nouvelle Pairie a fait de l'initiative qui lui était accordée et si la publicité de ses séances a donné à la France une seconde tribune à la fois éloquente et pondérée; on avait prétendu réserver la Pairie à des réussites certaines, sinon à des talents éprouvés, pour placer ses délibérations sous le signe de l'expérience ; voyons donc si l'on a ainsi créé au Luxembourg le parlement de « spécialistes » que l'on pouvait attendre de ce vœu; on laissait à la Chambre des Pairs, avec ses formes déjà traditionnelles, ses prérogatives judiciaires et le privilège de juridiction pour ses membres; allait-elle en tirer plus de lustre, devenir le grand tribunal politique de l'Etat ?

Considérant la Pairie du dehors et non du dedans, nous désirons rechercher comment Louis-Philippe et ses ministres se sont servis de leur droit de nomination, « le plus beau trésor d'un Roi constitutionnel ». Prévenu que « le Ministère qui, dans des vues autres que celles d'un juste intérêt de la royauté, dilapiderait ce précieux trésor, se rendrait coupable de la concussion la plus criminelle, d'une véritable trahison », le Roi-bourgeois a-t-il su, comme le demandait le député Bignon (1), « de cette monnaie, habilement économisée », ne récompenser que les talents et les grands services » ?

Dupin aîné disait de son côté : « La Pairie compte dans son sein de hautes capacités, les principales illustrations du pays, de véritables personnages consulaires. Que l'on n'y fasse entrer que

(1) Chambre des Députés, séance du 4 octobre 1831. A.P. t. 70, p. 341. 1^{re} col.

des hommes véritablement dignes de cet honneur, des hommes qui, tous, se recommandent aux yeux de la Nation par des services réels ; ce mode de recrutement, plus honorable que celui qui se fonde sur les jeux de la naissance et du hasard, offre aussi plus de chances de durée, et assure des titres plus réels à la considération publique. »

Nous verrons plus loin comment les événements ont corroboré ces désirs et ces prédictions. Mais ce qui est certain, c'est que par la législation nouvelle, l'organisation de la Pairie s'éloignait encore de ce qu'avait été la Pairie d'Ancien Régime dont subsistaient seulement le nom et quelques privilèges.

Survivance des privilèges de la Pairie d'ancien régime

La comparaison de la Pairie de Louis-Philippe et de celle dont nous avons essayé dans notre introduction de résumer l'histoire, semble devoir être rapidement faite. En dehors du nom, de la nomination royale et des privilèges, on ne trouve plus de caractère commun entre les deux institutions. Le rôle législatif était, sous l'ancien régime, absolument inexistant ; le Parlement de Paris, dont nous savons qu'il admettait les Pairs de France, avait bien un embryon de droit de « veto » grâce au refus d'enregistrement ; mais outre que ce refus ne pouvait ôter à la volonté royale que certaines possibilités d'exécution, les Pairs n'étant pas assidus le moins du monde aux séances du Parlement, n'y jouaient absolument aucun rôle.

Les attributions judiciaires de cette ancienne Pairie n'étaient non plus guère comparables à celles de la nouvelle, mais c'est pourtant dans ce domaine que l'on peut faire un parallèle entre les nouveaux Pairs et ceux de la Monarchie absolue.

En effet, si la Charte de 1814 et deux lois subséquentes (1) donnaient à la Cour des Pairs la connaissance des crimes et des délits contre la sûreté de l'Etat, et celle de l'accusation des Ministres, ce qui ne nécessitait pas autrefois la réunion du Parlement « suffisamment garni de Pairs », la nouvelle Pairie avait comme l'ancienne, le privilège de ne relever, au criminel, que de

(1) Lois des 10 avril 1834 (art. 4) et 9 septembre 1835 (art. 1).

la Chambre Haute, en vertu de l'article 29 de la Charte qui disait : « Aucun Pair ne peut être arrêté que de l'autorité de la Chambre, et jugé que par elle en matière criminelle » ; c'était là une réminiscence du privilège des Pairs de l'ancienne monarchie. C'était aussi le seul privilège exorbitant qui restât aux Pairs de Louis-Philippe, et le seul qui dut frapper l'opinion. Nous ne pensons pas en effet que le caractère viager de leurs fonctions soulevât à l'époque de graves protestations, quand nous savons que l'opinion accueillit sans difficultés, en 1875, les sénatoreries viagères.

Ce privilège de juridiction n'a pas souffert de difficultés d'application au cours du règne. La Chambre constituée en Cour des Pairs accueillait d'ailleurs facilement l'exception tirée de la qualité de Pair. Quand des possibilités d'interprétation diverse se présentèrent, elle se décida dans le sens du privilège ; ainsi se reconnut-elle compétente pour juger le comte de Kergorlay après qu'il eût été déchu de sa qualité de Pair (1), et le comte de Montalembert alors qu'il n'avait pas encore l'âge requis pour siéger. Elle eut au cours du règne à juger encore Teste et le général Despans-Cubières accusés de corruption (2). Elle faillit avoir à juger Victor Hugo, mais l'affaire n'eut pas de suites (3).

L'inviolabilité. L'affaire de Praslin

L'impossibilité d'arrêter un Pair sans l'autorisation de la Chambre s'entendait au criminel très strictement. Le prince de Polignac, président du ministère des Ordonnances, put être appréhendé et gardé à vue parce qu'on considérait qu'il était à ce moment poursuivi par la « clameur publique », et surtout parce qu'ayant écrit au Président pour lui demander d'envoyer l'autorisation d'arrestation, il reçut de la Chambre une satisfaction immédiate (4).

(1) Mais à raison d'un fait qui pouvait être considéré comme antérieur à la perte de cette qualité.

(2) Voir *infra*, p. 147.

(3) Voir *infra*, p. 140.

(4) Le Parquet avait aussi écrit dans le même sens.

Mais rien ne permet cette interprétation qui consiste à excepter du privilège les cas de « clameur publique » et de « flagrant délit », comme il fut prétendu à cette occasion (1). Et quand Victor Hugo fut pris en flagrant délit d'adultère (2), il obtint de n'être pas incarcéré comme sa complice, en déclinant sa qualité de Pair de France. Mais en 1847 tous ces principes devaient être remis en question. Le privilège allait, à la fin du règne, causer un retentissant et dramatique scandale.

Le 18 août 1847, à cinq heures du matin, les domestiques du duc de Choiseul Praslin qui habitait un hôtel particulier 55, rue Faubourg Saint-Honoré, étaient réveillés par des coups de sonnette venant de la chambre de la duchesse. Ils se précipitèrent ; les portes de l'appartement étaient fermées de l'intérieur, sauf celle qui donnait sur une antichambre ouverte sur le jardin, et faisant communiquer la chambre de la duchesse avec l'appartement de son mari. C'est par là qu'après quelques recherches, les domestiques purent pénétrer chez Madame de Praslin ; ils la trouvèrent allongée par terre et couverte de sang. Le duc apparut pendant qu'on étanchait la figure de la victime qui venait de rendre le dernier soupir. Trois médecins arrivèrent aussitôt et, peu après, deux commissaires de police ; puis, vers huit heures, le Parquet. Les domestiques furent interrogés, les premières constatations faites. Dans le courant de la matinée, les soupçons commencèrent à se poser sur le duc de Praslin lui-même, qui vivait en mésintelligence avec sa femme et était depuis longtemps l'amant de la gouvernante de ses filles, Mademoiselle Deluzy ; malgré ses dénégations, aucun doute n'était plus possible au début de l'après-midi. Vers quatre heures (3), les magistrats décidaient de garder le duc à vue dans sa chambre. Des policiers étaient placés près de lui qui ne devaient plus le quitter. A ce moment, le Procureur du Roi annonce que le Duc va être arrêté et se rend chez le Procureur Général. Il revient vers sept heures et demie

(1) Voir sur ce point M. Rousselet : L'affaire du duc de Praslin et la magistrature.

(2) Voir *infra*, p. 140.

(3) Sur tous ces détails de l'enquête, l'ouvrage de M. Rousselet apporte toutes les précisions désirables.

disant que M. de Praslin ne peut être arrêté que de l'avis de la Cour des Pairs. Il reprend son enquête et quitte les lieux vers une heure du matin ; or, à sept heures, le duc de Praslin a déjà été pris de malaises intestinaux, qu'on croit d'ailleurs sans gravité. Le 19 au matin, le mal avait empiré et pendant l'après-midi, l'inquiétude naquit sur l'état de santé du malade. Le Chancelier Pasquier, qui était déjà venu la veille, revient pendant cette journée du 19 et indique qu'il croit l'arrestation possible, en s'appuyant sur le flagrant délit. Le même jour, de sa résidence d'Eu, le Roi convoquait la Cour des Pairs. Au reçu de cette convocation, le Chancelier commet un docteur pour examiner si le duc de Praslin est transportable. Sur l'avis affirmatif du praticien un mandat de dépôt est lancé par Pasquier ; le duc est transféré à la prison du Luxembourg, le 21 à cinq heures du matin. Le 22 août, il est avéré que le duc de Praslin s'est empoisonné à l'arsenic ; on avait d'ailleurs trouvé une fiole d'acide arsénieux dans la poche de sa robe de chambre ; le 24 à quatre heures 35 minutes de l'après-midi, il expirait. Son autopsie, pratiquée le 25 par Orfila et Tardieu, confirmait l'ingestion d'une préparation arsenicale.

Or, dès le 20 août, le bruit avait commencé à se répandre dans le public qu'on avait fait évader le duc de Praslin ; aussi la reconnaissance du cadavre fut-elle faite par le Procureur Général lui-même. Mais le suicide, qui soustrayait le Pair assassin, chevalier d'honneur de la maison du Roi, au châtiment judiciaire, privait le public d'un scandale. L'opinion publique et toute la presse « demandaient compte à la justice de ce qui avait été fait pour s'assurer des coupables » (1). Les gazettes libérales y trouvaient une nouvelle occasion de s'en prendre au régime et à son personnel. Ce fut la magistrature qui subit le choc des attaques. Le Ministère (2) et la presse l'accusèrent d'avoir tremblé devant l'arrestation du personnage considérable qu'était le duc de Praslin, et de s'être indignement retranchée derrière l'article 29 de la Charte ; la garde à vue exercée trop tard sur la personne du duc, et d'ailleurs

(1) M. Rousselet, op. cit.

(2) Indirectement et par l'organe du *Moniteur* (4 septembre 1847, cité par M. Rousselet, op. cit.)

insuffisante, avait permis à l'assassin de se soustraire par le suicide au châtement mérité ; cette garde à vue, cette mise en chartre privée, était d'ailleurs, aux dires de quelques-uns, contraire aux lois qui ne permettaient pas de séquestrer un citoyen plus de vingt-quatre heures sans l'interroger dans les formes légales. Il était « inconcevable » qu'on pût penser qu'un Pair de France, couvert d'un privilège entendu de façon aussi exorbitante, pourrait « traverser, son poignard sanglant à la main, la France entière, pour se réfugier à l'étranger (1) ». C'était le comte Portalis, Pair de France, Premier Président de la Cour de Cassation, qui opinait ainsi.

Car la Chambre des Pairs et surtout son Chancelier, eut grand soin de dégager sa responsabilité et de détourner l'orage sur la magistrature. Elle prétendit pour la première fois entendre l'article 29 dans un sens restrictif, et le soumettre à l'exception du « flagrant délit » et de la « clameur publique ». Nous avons pourtant vu que pour les affaires de Kergorlay et Montalembert (2) elle avait adopté une attitude inverse.

M. Rousselet a cherché à approfondir cette question de la responsabilité, discutée entre la Chambre des Pairs et la magistrature ; il examine les textes et les commentaires sur le privilège des Pairs que pouvaient connaître les magistrats et le Chancelier Pasquier. Ceux qu'il cite sont favorables à l'interprétation littérale du texte de l'article 29, et à l'absence de toute exception, sauf l'ouvrage de Carnot qui considérait ce résultat comme exorbitant, mais n'osait cependant, devant la lettre du texte, se prononcer sur la question. Nous adoptons volontiers la thèse de M. Rousselet. Dès le 18 août, le Chancelier Pasquier était au courant de la situation de l'enquête ; lors de sa visite du 19 à l'hôtel de Praslin, quand il indiquait, paraît-il, son opinion en faveur de la possibilité d'arrestation, il ne pouvait pas avoir plus de doutes que les magistrats sur la culpabilité du duc de Choiseul-Praslin ; pourquoi, puisqu'il estimait, comme il le dira le surlendemain, que c'était « un de ces cas où tout homme d'honneur doit savoir prendre sur

(1) Comte Portalis, Chambre des Pairs, séance secrète du 21 août 1847, (cité par M. Rousselet, *op. cit.*).

(2) Voir *supra*, p. 70.

lui ce qu'il croit être commandé par un devoir » (1), n'a-t-il pas donné un ordre formel aux magistrats présents ? Il affirmera qu'il n'avait encore aucun pouvoir, puisque la Cour des Pairs n'était pas saisie. L'argument nous paraît assez piteux, de la part de celui qui adresse à des magistrats le reproche d'une interprétation trop formaliste de la Charte. Si le Chancelier avait, dès ce jour, l'opinion sur l'article 29 qu'il affirmera plus tard, il devait en faire part expressément au Procureur Général dont il ne pouvait ignorer les scrupules. En dehors du bénéfice qu'en eût retiré le renom de la Pairie, il eût ainsi mis tout à fait à couvert sa propre responsabilité. Son attitude lors de la visite du 19 août et celle qu'il tint à la Cour des Pairs paraissent nous permettre de penser que le Chancelier n'aimait pas les responsabilités, et qu'après les avoir laissés endosser par d'autres, il était fort désireux de leur en faire supporter les conséquences fâcheuses.

Quoi qu'il en soit, son calcul réussit à merveille ; le drame de Choiseul-Praslin ne toucha la Pairie qu'à cause de la personnalité de l'assassin, mais le suicide du duc ne fut imputé par l'opinion qu'à la timidité ou au manque de caractère du Procureur Général Delangle.

Le privilège des Pairs et celui des Députés

L'affaire de Choiseul-Praslin mit en relief la différence qui existait entre le privilège d'inviolabilité des Pairs et celui des Députés ; la question soulevée par l'assassinat de Madame de Praslin était justement de savoir si l'arrestation d'un Pair était possible, en cas de flagrant délit, sans l'autorisation de la Chambre. Or l'article 44 de la Charte disait : « Aucun membre de la Chambre des Députés ne peut, *pendant la durée de la session*, être poursuivi ni arrêté en matière criminelle, sauf le cas de *flagrant délit*, qu'après que la Chambre a permis sa poursuite. » Et comme ces exceptions de la durée de la session et du flagrant délit n'étaient

(1) Cour des Pairs, séance secrète du 21 août 1847. (Cité par M. Rousset, op. cit.)

pas portées à l'article 29 concernant les Pairs, on en pouvait conclure au bien fondé de la thèse de la magistrature, appuyée sur l'adage : « Qui de uno dicit, de altero negat. » En outre, l'autorisation de poursuites ou d'arrestation devait pour les Pairs, comme pour les Députés être demandée à leur Chambre respective, mais pour les élus, cette formalité préalable était restreinte à la durée de la session, alors que pour les Pairs elle était exigible en tous temps. On expliquait cette différence par le caractère viager de la Pairie et la nécessité de mettre l'honneur et la considération des Pairs à l'abri de toute atteinte, plus sévèrement que pour les Députés dont les prérogatives semblaient moins respectables quand leurs fonctions législatives étaient en suspens.

Mais le domaine d'application du privilège d'inviolabilité soulevait également une autre question. A cette époque, la contrainte par corps existait toujours en matière civile ; fallait-il la considérer comme une arrestation ?

Berriat Saint Prix (1) estime qu'il faut interpréter l'article 29 en disant qu'aucun Pair ne peut être arrêté que de l'autorité de la Chambre « même en matière civile » ; et cependant, les nombreuses discussions qui eurent lieu sur ce sujet au Luxembourg, à propos des dettes du vicomte Dubouchage, semblent avoir consacré le principe inverse. Le comte Siméon exposait dans son rapport (2) sur une demande d'autorisation de poursuites, que la Chambre ne pouvait refuser l'arrestation pour l'exécution de la contrainte par corps, car la Charte n'avait pas prévu cette exception ; il repoussait l'argument de Dubouchage, déjà incarcéré d'ailleurs, qui prétendait qu'aucun obstacle ne pouvait être mis à ce qu'il obéît à la lettre du Roi le convoquant pour la session des Chambres. Siméon considérait que si le vicomte Dubouchage avait été malade, il y aurait eu le « légitime empêchement » qui permettait de ne pas satisfaire à l'ordre du Roi, et que la fâcheuse position où s'était mis le noble Pair pouvait être regardée aussi comme un légitime

(1) Berriat Saint Prix, *op. cit.*

(2) Chambre des Pairs, séance du 21 septembre 1831. A.P. t. 70, p. 31 et suivantes.

empêchement. Mais le comte Siméon repoussait surtout l'assimilation qu'on voulait faire du privilège des Députés et de celui des Pairs. Les Députés, en vertu de l'article 43 de la Charte, ne pouvaient subir aucune contrainte par corps depuis les six semaines qui précédaient la session jusqu'à la fin des six semaines qui la suivaient. Aucune disposition analogue ne visait la Chambre des Pairs.

Certains Pairs voulaient donner une conclusion légale au débat, les uns en demandant qu'il fût précisé que la contrainte par corps ne serait pas exercée contre les Pairs, les autres qu'elle ne fût, au contraire, soumise à aucune autorisation préalable. Ceux-là craignaient un abaissement de la dignité de la Pairie, ceux-ci, à l'encontre, s'inquiétaient de voir les Pairs emporter leurs dettes avec leur dignité dans la tombe. Finalement, aucune proposition ne fut faite mais il semble bien que la Pairie eût suivi cette dernière opinion. Le comte Siméon lui avait rappelé que le privilège qu'on voulait lui conférer avait été proposé en 1557 par Henri II, pour les Pairs et pour le Parlement, et que le Parlement avait refusé, sur les réquisitions de l'avocat général Pierre Séguier : « Dans ce lieu où justice et même souvent justice sévère est faite à tout le monde, vous n'accepterez pas un pareil privilège qui vous mettrait hors de la justice. » Le marquis de Catelan (1) reproduisit également l'exemple du duc de Candale, condamné à la contrainte par corps par le Président du Châtelet qui avait pris soin de spécifier — et cette décision s'appliquait à tous — que les Pairs n'en étaient pas exempts.

Malgré cela, le privilège des Pairs restait nettement plus considérable que celui des Députés. Le délai passé, un Député pouvait être arrêté ; son inviolabilité, toute temporaire, ne dépendait nullement de la Chambre. Quant à son immunité, elle ne lui conférait aucun privilège de juridiction.

L'inviolabilité des Pairs était, au contraire, théoriquement absolue et, en matière criminelle, ils connaissaient d'avance leurs

(1) Chambre des Pairs, séance du 16 octobre 1830. A.P. t. 64, p. 196, 1^{re} col.

juges qui étaient obligatoirement leurs collègues. Il en résultait cette conséquence assez singulière, et contraire à l'égalité d'indépendance des deux Chambres : c'est qu'un Député pouvait être traduit devant la Chambre des Pairs, mais que l'inverse était impossible. Cela était plus sensible encore dans le seul cas où la Chambre des Pairs pouvait exercer une juridiction : en matière d'offense envers elle-même. Un Pair qui eût offensé la Chambre élective, n'eût pu être traduit à sa barre. Ajoutons d'ailleurs que ces cas ne se produisirent pas.

L'activité politique de la Pairie

Le caractère qui frappe immédiatement l'esprit lorsqu'on cherche à préciser l'activité politique de la Chambre des Pairs sous le règne de Louis-Philippe, c'est son inexistence presque complète. Elle ne s'est pas servie de son initiative, si ce n'est pour des détails à peu près insignifiants. Elle a apporté aux différents ministères une majorité sûre et constamment fidèle. Jamais l'opposition n'y eut un semblant de chances de succès lorsqu'il s'agissait de questions importantes. On en est réduit à constater comme une anomalie remarquable les votes où la minorité atteignait une cinquantaine de voix. On y rencontra des orateurs sérieux, sévères même, mais aucun « *debater* » dont l'autorité fût suffisante pour entraîner de nombreux votes.

En revanche, toutes les questions étaient traitées à la Chambre Haute avec beaucoup d'application, de compétence et de conscience ; mais la vie manquait à ces débats dont l'issue ne faisait jamais de doute et où l'imprévu n'avait aucune part. Les Pairs ne se passionnaient pas ; on a l'impression qu'ils venaient accomplir leur devoir sans chercher à augmenter leur responsabilité. Dès 1831, le vicomte Laine (1) se plaignait que le Luxembourg fût « une Chambre où il n'y a souvent rien à l'ordre du jour et où cet ordre est vite épuisé ».

C'est en 1832 que la Pairie manifesta le mieux son existence politique, en rejetant une proposition de loi sur la suppression des cérémonies expiatoires du 21 janvier, anniversaire de la mort de

(1) Chambre des Pairs, séance du 19 février 1831. A.P. t. 67, p. 8, 1^{re} col.

Louis XVI, et un projet de loi rétablissant le divorce. Sur la question du deuil du 21 janvier la Chambre des Députés renvoya deux fois la proposition amendée par les Pairs qui voulaient maintenir au moins une vacation générale. La Chambre Haute refusa longtemps de changer quoi que ce fût à sa décision. Elle finit en 1833 par accepter le principe de l'abrogation, tout en exigeant que le 21 janvier fût désigné comme « un jour funeste et à jamais déplorable ». La Chambre des Députés lui accorda cette concession (1). Un mois plus tard, elle rejetait purement et simplement un projet de loi adopté par la Chambre des Députés, rétablissant le divorce. Seul, Boissy d'Anglas (2) défendit le principe du divorce contre le comte Portalis, rapporteur. Il n'obtint d'ailleurs pas gain de cause.

Dans la suite du règne, il n'y eut qu'un projet sur lequel la Pairie fut irréductible ; elle refusa de voter la conversion des rentes adoptée au Palais-Bourbon par d'imposantes majorités. Transposant à la politique financière les principes du droit civil, elle s'opposa à ce qu'on pût obliger, sans leur consentement, les créanciers de l'Etat à subir une diminution de rentes ou à être remboursés de leur capital. La question fut soumise plusieurs fois à la Chambre des Pairs, à partir de 1833 ; sur le rapport constamment défavorable du comte Roy, dont on prétend qu'il était possesseur d'un chiffre impressionnant de rentes sur l'Etat, la Chambre Haute refusa chaque fois de voter la conversion ; elle se prétendait, dira Elias Regnault (3), la protectrice naturelle des grandes fortunes. Elle se refusait à amoindrir « le revenu des grands feudataires de la rente ».

Lors de la discussion de la loi des comptes de 1829, la Pairie rejeta un article chargeant le Ministre des Finances d'intenter une action en indemnité contre de Peyronnet, ancien Pair de France et membre du ministère de Polignac.

(1) Chambre des Pairs, séance du 19 janvier 1833. A.P. t. 79, p. 39, 2^e col.
Chambre des Députés, séance du 21 janvier 1833. A.P. t. 79, p. 72, 2^e col.

(2) Chambre des Pairs, séance du 27 mars 1832. A.P. t. 77, p. 13, 2^e col.

(3) Elias Regnault : Histoire de huit ans.

Ce sont là les seules occasions de quelque importance où la Chambre des Pairs tint tête à la Chambre des Députés ou au Ministère ; encore faut-il remarquer qu'en ce qui concerne la conversion des rentes, le Ministère ne présentait le projet qu'avec peu de chaleur, Louis-Philippe étant adversaire de cette mesure ; les Pairs savaient qu'en repoussant la loi, ils ne gênaient nullement les Ministres et faisaient plaisir au Roi.

On peut donc constater que lorsque la Chambre des Pairs manifesta une volonté de résistance, ce fut toujours dans le sens anti-libéral. Et cela n'a rien d'étonnant ; le caractère principal de la Pairie de Louis-Philippe fut la docilité aux désirs ministériels ; on le constate à la lecture des débats parlementaires, où les marques d'approbation sont toujours indiquées aux endroits où la réponse des Ministres aux arguments adverses mentionne la nécessité de maintenir l'ordre public, de sauvegarder la famille, de maintenir la propriété, de faire respecter l'autorité ! Ces formules trouvaient toujours un accueil favorable ; que le Ministre parlât de ses responsabilités, invoquât la nécessité, pour le bien général, du silence que lui imposaient les circonstances, cela suffisait pour lui acquiescer l'adhésion d'une majorité confortable.

On peut expliquer cette attitude par la situation personnelle de la plupart des Pairs de France, et par leur mode de nomination. Tous, surtout depuis le jeu du système des catégories, étaient des personnages « riches » ou « arrivés ». Hauts magistrats, académiciens, officiers généraux, gros industriels, ne sont pas, en général, une fois parvenus à ces situations, désireux de voir changer un ordre de choses qui leur a été si favorable ; satisfaits, ils étaient naturellement portés à estimer que tout fonctionnait à merveille et ne pourrait encore fonctionner que mieux si le pouvoir était plus fort ; on n'aurait plus de ces oppositions inutiles, bonnes seulement à jeter le trouble dans les esprits ; le calme étant devenu pour eux le principal désir, ils ne voyaient plus aucun obstacle à le faire régner, même par des méthodes autoritaires ; ils faisaient donc obstinément confiance à tous ceux qui détenaient le pouvoir puisque ceux-ci, quels qu'ils fussent, leur donnaient l'assurance de maintenir leurs prérogatives et leurs hautes fonctions. Ils allaient jusqu'à

l'aveuglement dans le désir d'obéir aux Ministres. Du plus pur classicisme économique, ils approuvaient le comte Mollien, rapportant le 15 octobre 1830 un projet de loi concernant un crédit de trente millions pour prêts au commerce : « Le Gouvernement n'a pas à s'immiscer dans les affaires commerciales... » Il doit s'abstenir de toute spéculation ; le budget ne doit subvenir qu'aux nécessités publiques ; il a une destination fixe et légale. Le seul moyen de combattre l'immobilisation des capitaux et du crédit, née de la Révolution de juillet, c'est de rendre la production supérieure à la consommation. Mais après ce bel exposé, malgré le silence « sage et prudent » (*sic*) du Ministère sur l'utilisation des fonds qu'il réclame, Mollien proposait l'adoption du projet.

Lors de la discussion de l'adresse au Roi de 1848, Victor Hugo raconte qu'il avait demandé au bureau dont il faisait partie, de remplacer la phrase : « *Nos princes, vos enfants bien-aimés accomplissent les devoirs de serviteurs de l'Etat...* » par celle-ci : « *Les princes, vos enfants bien aimés, accomplissent leurs devoirs de serviteurs de l'Etat.* » « Cette niaiserie, dit le poète, a fait l'effet d'une opposition farouche ! » (1).

Tout cela semble bien pouvoir permettre de dire qu'il régnait à la Chambre des Pairs un certain égoïsme de classe ; le respect, maintes fois affirmé, de la richesse et des situations acquises, y faisait sacrifier facilement les besoins d'un prolétariat durement traité. A propos des troubles de Lyon, on applaudit sans restriction la théorie de Casimir Périer qui prétendait que les rapports des patrons et des ouvriers étaient placés sous le signe de la liberté des contrats, et que rien n'obligeait les canuts lyonnais à louer leur travail s'ils s'estimaient insuffisamment payés.

Si la Chambre des Députés avait, elle aussi, suivi le Ministre dans ses explications, du moins sa tribune avait-elle entendu d'éloquents protestations contre cette façon de comprendre la liberté économique.

Comment d'ailleurs, aurait-on trouvé une opposition sérieuse dans la Chambre Haute ? Les Pairs qui existaient avant 1830

(1) Victor Hugo : *Choses Vues*.

s'étaient ralliés tout de suite, ou ne pouvaient constituer qu'un faible parti, plus ou moins légitimiste, dont le meilleur porte-parole fut le marquis de Dreux-Brézé; encore ces légitimistes avaient-ils juré fidélité au Roi-bourgeois. Les autres avaient été nommés par Louis-Philippe, c'est-à-dire par son Ministère. Il ne pouvait y avoir d'opposition que dans la mesure où les amis des ministères du « mouvement » auraient été les ennemis des partisans des Ministères de la « résistance » ; on peut même penser que la « coalition » s'était faite à la Chambre des Pairs mieux qu'au Palais-Bourbon et qu'elle y était devenue une fusion. Toujours est-il qu'il semble paradoxal d'imaginer qu'il pût se trouver au Luxembourg une opposition tant soit peu importante. Sans doute, les apparences étaient-elles sauvées ! Il n'y avait pas forcément dans cet attachement aux Ministres une basse servilité. Dans un pamphlet sur la Pairie, Marie Aycard nous a donné le portrait-type d'un Pair de France ; elle a choisi tout naturellement un « ministériel ». « Ce noble Pair a vu facilement, dit-elle, que le terrain de la Chambre n'était pas favorable à une lutte avec le Ministère : on ne gagne à cela qu'une popularité incertaine et, selon lui, inutile. Sa popularité, il la place ailleurs ; il vote donc avec le Ministère ou il s'abstient : mais il est l'ami des Ministres qui sont pour la plupart ses compagnons d'enfance, de plaisirs, ou ses alliés. Les Ministres le préviennent, le saluent, l'abordent ; il lui font mille cajoleries ; lui, les reçoit dignement, d'un air détaché, comme un homme qui donne son vote sans rien demander en retour. »

S'il n'y avait pas d'opposition à la Chambre des Pairs, il y avait cependant des opposants. On en aurait pu trouver la source dans les admissions à titre héréditaire ; et, de fait, le plus ardent des adversaires d'un Ministère fut le comte d'Alton-Shée, admis en 1836 héréditairement ; le plus éloquent était Montalembert, qui siégeait aussi à titre héréditaire.

D'anciens députés pouvaient aussi adopter à la Chambre Haute l'attitude de ceux qui avaient été leurs amis politiques au Palais-Bourbon, et se permettre comme eux de ne pas approuver constamment les Ministres. Villemain devint ainsi, à partir de 1837, le chef d'une sorte d'opposition constitutionnelle où l'on rencontrait Cousin, de Broglie, le baron Pelet et Montalembert.

Mais ces opposants, isolés ou presque, n'entraînaient pas beaucoup de suffrages. On s'étonna, comme d'un fait sans précédent, de voir le cabinet Thiers de 1840 réunir contre lui cinquante-trois voix (1). Aussi leur action ne permet nullement de se faire une opinion certaine sur l'état d'esprit de la Pairie, son esprit de caste ou son libéralisme; on a seulement l'impression que si les Ministres avaient été très libéraux, la Chambre des Pairs l'eût été elle aussi, même à son corps défendant.

Manque d'influence de la Pairie

Dans ces conditions, l'attention se détournait de la Chambre des Pairs où la responsabilité ministérielle ne craignait rien; le comte d'Alton-Shée (2) cite comme une anomalie la présence d'un public nombreux à une séance où l'on savait que Guizot, chancelant, serait pris à partie par le Comte Molé. C'était un spectacle nouveau, dit l'auteur (et nous sommes en 1845) qu'une question de cabinet soumise d'abord au jugement de la Pairie. Mais l'affluence inhabituelle était due surtout à la perspective d'un duel oratoire entre les deux ennemis qui ne s'étaient plus rencontrés depuis le jour où, à la Chambre des Députés, s'accusant réciproquement de rechercher le pouvoir, ils s'étaient mutuellement renvoyé les paroles de Tacite : « *Omnia serviliter pro dominatione* ». D'Alton-Shée prétend que son éloignement du débat, par souvenir de relations amicales avec Guizot, permit au Ministre d'obtenir l'avantage, en persuadant à la majorité que le Roi était avec lui, ce qu'il savait faux. Nous ne pensons pas que le Ministère ait couru un tel danger mais l'explication que donne d'Alton de la décision de la Chambre montre combien elle était sensible aux désirs de la Couronne. D'Alton raconte aussi que lors de la discussion du projet de loi sur les fortifications de Paris, de nombreux Pairs désiraient voter contre; mais, informés que le Roi tenait à ce projet, ils l'adoptèrent, en se

(1) Sommain, op. cit. Le projet de loi sur les fortifications trouva cependant 91 adversaires (d'Alton-Shée, Mes Mémoires, t. 1, p. 238 et t. 2, p. 102).

(2) d'Alton-Shée. Mes Mémoires, t. 1, p. 277. (Séance du 7-1-1839).

donnant l'air de ne le faire que comme réponse au discours du marquis de Dreux-Brézé qui avait combattu le projet, mais avait eu le tort de dire « Henri V », en parlant du prétendant légitimiste (1).

La publicité des séances, pas plus que l'initiative ne donnèrent donc à la Pairie l'influence politique qu'on avait souhaitée pour elle. Mais les Pairs n'auraient pas avoué que c'était à leur soumission trop complète qu'ils devaient la décroissance de plus en plus marquée de leur renom. Ils invoquaient d'autres raisons, d'ailleurs valables, mais qui peuvent être présentées par presque toutes les Chambres Hautes, de tous les temps et de tous les pays ; et pourtant, certaines d'entre elles n'ont jamais cessé d'être un rouage important de la machine constitutionnelle. La Chambre des Pairs se plaignait, parfois amèrement, d'être tenue à l'écart des grands débats parlementaires ; elle s'indignait que les projets de loi ne lui fussent jamais soumis qu'en second lieu, et bien souvent, si près de la fin de la session, qu'elle devait les voter sans discussion. Elle avait fait admettre dès les débuts qu'elle avait la possibilité d'amender ou de rejeter le budget, mais elle reprochait au Ministère de tabler trop constamment sur le fait qu'elle n'oserait prendre une aussi grave décision, pour ne le lui soumettre qu'à une époque où son droit de contrôle ne pouvait plus utilement s'exercer.

La Chambre des Pairs voulut en 1834 rejeter un amendement introduit dans la loi du budget par la Chambre des Députés et supprimant les émoluments de douze diocèses ; c'était la nécessité de renvoyer le projet au Palais-Bourbon ; le Ministre intervint pour que la Chambre des Pairs acceptât le budget tel qu'il était, s'engageant à faire le nécessaire pour que la Chambre des Députés revînt sur son vote indirectement. La Pairie céda, en protestant de son droit de discuter convenablement à l'avenir le budget. Mais en 1835, le rapporteur, comte Roy, disait encore : « La France doit gémir de la continuation d'un si grand désordre et de l'impuissance dans laquelle vous êtes continuellement placés de pouvoir remplir, avec efficacité et avec dignité, la haute mission que, dans ses

(1) d'Alton-Shée, *op. cit.* t. 1, p. 116.

intérêts, vous tenez de la constitution du pays. » En 1838, le ministère faisait un indécent appel à la docilité de la Pairie, en lui soumettant un projet de loi dans le texte primitif, sans tenir compte des amendements de la Chambre des Députés ; les protestations furent assez vigoureuses cependant pour que le Ministre Villemain, d'ailleurs Pair de France, retirât son projet.

Cette situation ne laissait pas les Pairs insensibles ; ils écoutaient leurs doléances mutuelles, mais refusaient de se compromettre par trop d'audace. D'Alton-Shée était le seul à oser parler haut : « Ah ! sans doute, disait-il, il est commode pour un ministère de n'avoir sur chaque loi à redouter qu'une discussion et qu'un vote ; mais ce succès facile a les inconvénients les plus graves. Comment vous, Ministres conservateurs, ne les voyez-vous pas ? Comment n'ont-ils pas déjà frappé vos regards ? Comment ne savez-vous pas qu'en évitant le concours réel de la Chambre des Pairs dans la confection des lois, en éludant sa discussion, en paralysant son vote, vous apprenez à regarder la Chambre des Pairs comme un ornement de la Charte, comme une superfluité, comme un pouvoir parasite ? Déjà, dans la langue politique, dans la presse, on en est venu à dire : la Chambre ! la Chambre, c'est-à-dire celle qui agit, qui fonctionne, qui fait et défait les Ministres, et aussi les lois. Ne savez-vous donc pas que ce repos que vous nous imposez, ce sommeil que vous demandez sans cesse, c'est la mort ? Car l'inaction prolongée, pour un pouvoir politique, c'est la mort... Des égards, je sais bien qu'on ne nous les épargne pas. Les Anglais vendent l'opium aux Chinois, nous, on nous le donne pour rien... Le jour où... la Chambre des Pairs ne se réveillera plus, on lui fera, j'en suis sûr, de magnifiques funérailles. » Un autre jour, il cita « un publiciste connu » : « Il n'est pas de véritable constitutionnel qui puisse assister en silence et sans protestation à l'anéantissement graduel d'un des trois pouvoirs de l'Etat. »

Ces paroles ne soulevaient aucune protestation ; au contraire, d'Alton-Shée prétend que chacune de ses interventions sur cette question des prérogatives et du renom de la Pairie, lui valait des

félicitations de ses collègues qui, d'ailleurs, s'en cachaient vis-à-vis des Ministres ou des gens de la Cour (1).

Si tous les Pairs n'avaient pas la juvénile ardeur du comte d'Alton-Shée, quelques-uns cependant lui faisaient écho pour regretter qu'en paraissant négliger la Chambre des Pairs, le Ministère diminuât l'autorité et la considération auxquelles ils pensaient qu'elle avait droit.

Le Chancelier adoucissait leur amertume en leur prodiguant les formules lénitives : « Cette Chambre... où siègent tant d'illustrations, tant d'hommes, non seulement éprouvés par de grands travaux, mais aussi, éclairés par l'expérience de l'âge, et qui ont traversé tant de circonstances si diverses et, souvent, si pénibles... »

Mais, malgré tout, les Pairs ne s'en faisaient pas accroire sur l'importance qu'on leur attribuait, et l'espérance exprimée par le baron Dupin montre que l'avenir qu'il souhaite pour la Pairie serait une amélioration sur l'état présent; il s'agissait de la loi sur l'enseignement, délibérée en 1844, qui avait suscité au Luxembourg des débats d'une haute tenue; Dupin voulait lui aussi maintenir la discussion dans les régions de la grande politique: « Vous approchez, Messieurs, d'une époque où la Chambre des Pairs devra jouer un de ces grands rôles qui classent les institutions dans l'estime des Nations; vous aurez à continuer la mission que les anciens Parlements garnis de Pairs ont remplie dans les temps difficiles, orageux (2) ; dans les temps de renaissante monarchie, dans les temps de minorités, dans les temps de faction, dans les temps de luttes religieuses, de discordes à coup sûr, et de ligue peut-être. J'ose l'espérer, la Chambre des Pairs se montrera supérieure à toutes les passions, à tous les misérables intérêts, pour ne voir que les intérêts du Trône et de la Patrie. Alors, on ne dira plus que la Pairie de France n'a qu'une part exigüe dans la balance des grands pouvoirs de l'Etat. Elle en aura certainement une, immense et glorieuse. »

Sans s'illusionner sur la valeur de ce langage, conforme au style de l'éloquence de l'époque, les Pairs aimaient en entendre

(1) d'Alton-Shée, op. cit. t. 2, p. 173.

(2) Nous ne voyons pas quelle était cette mission.

les accents flatteurs ; ses orateurs ne l'en privaient pas. Le comte de Sesmaisons disait (1) qu'on ne pourrait trouver ailleurs « un plus grand amas de gloires, d'illustrations, de grandeurs, de talents, de services brillants ou utiles. » Il brossait le tableau de la Pairie : « Dans cette étroite enceinte, sont ceux qui ont gagné nos batailles récentes, près de ceux dont les noms brillent dans nos plus anciennes annales. Là, ceux qui ont élevé l'auguste monument de nos lois, plus loin, ceux qui ont fondé la prééminence de nos arts ; près d'eux, ceux qui ont fait fleurir nos champs, nos manufactures, et qui ont ainsi doté la Patrie d'immenses richesses. Enfin j'y vois des hommes qui ont consacré à des établissements publics plus de biens qu'il n'est donné à presque personne de rêver à en posséder, et qui ont largement partagé avec les pauvres l'immense fortune qu'ils tenaient du hasard de leur naissance. »

Les Pairs essayaient naïvement de faire oublier ou excuser leurs privilèges : « Si le caprice ou l'orgueil avait procédé à l'établissement de la Pairie, la France entière aurait mille fois raison de prendre part aux clameurs partielles qui s'élèvent de temps en temps contre la Chambre », disait le comte de Saint-Priest (2). Et Montalembert expliquait (3) : « La Pairie ancienne était une fonction de Cour ; la Pairie d'après la Charte est une fonction publique. La première était instituée dans l'intérêt d'une caste, la dernière a été établie dans un intérêt national ! »

Le baron de Morogues (4), Pair de France, plus sincère, ajoutait à son couplet louangeur la constatation de la disparition de la Pairie : « On ne peut nier que, sous le rapport législatif comme sous le rapport judiciaire, la Pairie française n'ait rendu de grands services au pays depuis 1830 ; on ne peut nier qu'elle n'offre encore, malgré les pertes qu'elle a faites, la réunion la plus imposante des célébrités et des illustrations les plus remarquables ;

(1) Chambre des Pairs, séance du 23 décembre 1831. A.P. t. 73, p. 19, 2^e col.

(2) Chambre des Pairs, séance du 2 décembre 1830. A.P. t. 64, p. 715, 2^e col.

(3) Chambre des Pairs, séance du 4 décembre 1830. A.P. t. 65, p. 301, 1^{re} col.

(4) De Morogues : Comment la Chambre des Députés et la Chambre des Pairs pourraient être constituées en France (1840).

la gravité, la sagesse, la profondeur de ses délibérations, la modération, l'humanité, la clémence de ses arrêts judiciaires sont incontestables ; la dignité de ses séances pourrait être citée ailleurs pour modèle !... Et pourtant... elle n'a ni l'énergie ni la puissance d'un corps qui vit... Elle ne doit l'autorité qui lui reste qu'à des illustrations personnelles... »

Physionomie des séances

La dignité des séances de la Chambre était en effet incontestable ; l'éloquence y était sévère et pompeuse. Mais les discours étaient rarement directs et persuasifs. Il fallait être « parlementaire », ne pas se laisser aller à des attaques contre les personnes, ne blesser aucune susceptibilité, éviter les violences de langage, les trivialités. Il fallait éviter de heurter les usages oratoires. Le spectacle devait être assez impressionnant de ces vieillards en uniforme brodé, silencieux et attentifs ! Quelles précautions ne prenait-on pas ; écoutons le comte de Saint-Priest (1) : « Je voudrais appeler à mon aide, cet art de dire toute sa pensée sans blesser ; sans effleurer même aucune convenance, aucune susceptibilité. Cette Chambre en a toujours été le modèle, mais un modèle désespérant ; je voudrais recourir à ces formes dubitatives ; à ces hypothèses, à ces suppositions, enfin à tous ces moyens oratoires qui, dans les opinions les plus divergentes, au plus fort d'un combat politique, ôtent jusqu'au prétexte de la malveillance ou de l'aigreur... » Le même orateur (2) nous donne, par ailleurs, une confirmation de ce souci formaliste auquel nous avons fait allusion (3). Voici comment, à l'approbation de la Chambre, il entendait l'interprétation des textes de loi : « Quand un texte est ambigu, dit-il, il faut préférer une exactitude un peu étroite à une trop large interprétation. C'est là, en général, le sentiment de plusieurs personnes dont j'honore profondément les lumières ; c'est

(1) Chambre des Pairs, séance du 23 décembre 1831. A.P. t. 73, p. 4, 1^{re} col.

(2) Chambre des Pairs, séance du 2 décembre 1830. A.P. t. 64, p. 716, 1^{re} col.

(3) Voir supra, p. 40.

surtout le penchant des hommes consciencieux et savants qui se sont livrés à une étude spéciale de la législation. Frappés des inconvénients qu'entraîne toute infraction à la loi, ils en examinent scrupuleusement les termes, en déterminent le sens, les fixent à jamais, leur défendent d'en dire plus ou moins, s'y renferment comme dans une forteresse, et telle est leur piété pour la loi que souvent ils l'aimeraient mieux défectueuse que modifiée. La moindre atteinte à son infaillibilité leur semble un symptôme de dissolution sociale. Uniquement occupés à veiller sur ce feu sacré, ils ne s'inquiètent guère du bruit qui se fait autour d'eux et du caprice des événements. Applaudissons, Messieurs, à cette religion si pure, si inébranlable... Là a été naguère notre sauvegarde ; nous avons vu se briser contre cet écueil les mesures préventives, interprétatives, les procès d'intention et de tendance... Messieurs, une équité si jalouse est le vrai courage civil... »

Les magistrats nombreux que comptait la Pairie durent apprécier ce langage qui, malgré les apparences, n'avait rien d'ironique.

Dans la contradiction surtout, il était de règle d'observer la plus fine courtoisie. Quelles circonlocutions emploie Boissy d'Anglas (1) lorsqu'il accuse le plus illustre magistrat de France, Portalis, de se baser sur une erreur historique pour proposer le rejet du divorce. Portalis avait, en effet, présenté l'indissolubilité du mariage comme un fait de droit naturel, et son contradicteur prétendait au contraire, que c'était l'œuvre du droit positif. Boissy d'Anglas regretta que le comte Portalis « ait cru inutile d'insister sur les preuves de cette assertion. »

Les exceptions

Dans une pareille ambiance, les « enfants terribles » n'étaient nullement appréciés. Ils étaient rares ! Avec le comte d'Alton-Shée on ne peut guère citer que le marquis de Boissy, orateur brouillon, intervenant à tout propos, parfois hors de propos, sans compétence et sans éloquence, qui ne savait pas parfaitement pratiquer les formes

(1) Chambre des Pairs, séance du 27 mars 1832. A.P. t. 77, p. 13, 2^e col.

oratoires traditionnelles ; il osait mettre en jeu le Roi lui-même, s'attaquer aux personnes, bref fouler aux pieds l'hypocrisie élégante et courtoise qu'on prisait tant au Luxembourg. Aussi était-il la terreur du Chancelier Pasquier et la providence des journalistes accrédités au « Palais du sommeil » (1). C'était le « fou » de la Pairie. (2).

Le général Exelmans se signalait parfois par un bonapartisme intempestif qu'on jugeait de mauvais goût. Lors du procès du *National* de 1834, alors que le Président Pasquier faisait des efforts méritoires pour empêcher Armand Carrel, défenseur du gérant accusé, de rappeler la condamnation du maréchal Ney, Exelmans et Flahaut lui criaient : « Continuez, parlez ! » (3).

La duchesse de Dino dépeint l'affolement du Chancelier et du Grand Référéndaire qui avaient appris que le duc d'Orléans se proposait, à la séance du lendemain, après la lecture du procès-verbal d'émettre une vigoureuse protestation contre « l'assassinat » du maréchal Ney et de demander la révision du procès. Ils firent intervenir le Roi lui-même, qui entra dans une violente colère contre son fils, lui demandant si son initiative n'allait pas permettre de réclamer aussi la révision du procès de Louis XVI et faire remettre en question tous les problèmes nés de la Révolution, de l'Empire et de la Restauration. Le prince céda, mais l'alerte avait été chaude (4).

Ce fut, lors de la discussion de l'adresse de 1847, un scandale imprévu que de voir la Chambre consacrer huit jours à ce débat. « De véhémentes apostrophes retentirent sous les voûtes étonnées de ce palais du sommeil », dit Elias Regnault (5). C'est le comte d'Alton-Shée qui avait déclenché le tumulte ; déjà, il s'était fait le champion de la « laïcité », prétendant pouvoir dire qu'il était impossible de savoir si le catholicisme était la religion de la majorité des Français et que, pour sa part, il ne se considérait ni comme

(1) Dictionnaire des Parlementaires français, v° de Boissy.

(2) d'Alton-Shée, op. cit. t. 1, p. 153.

(3) Duchesse de Dino, op. cit.

(4) Duchesse de Dino, op. cit.

(5) Elias Regnault, op. cit.

catholique ni comme chrétien, bien qu'on le tint pour l'un et l'autre (1) ; ce fut un scandale qui eut ses échos hors de la Chambre et se continua par une polémique où d'Alton fut extrêmement acerbe.

Victor Hugo raconte qu'une autre fois, la pudeur de la Pairie s'opposa à ce que ce même incorrigible orateur prononçât le nom de la « Convention » (2).

Mais de semblables incidents étaient extrêmement rares ; seuls les débats judiciaires introduisaient quelque mouvement au Luxembourg. Bonapartistes, républicains, régicides ne maniaient pas les usages parlementaires avec l'élégance et la discrétion des Pairs de France et la tribune leur servit plus d'une fois à exposer bruyamment leurs théories subversives. Il est juste de constater que la Cour les laissait aller très loin dans cette voie, par respect pour le droit de parole d'un accusé. Elle se contentait d'être plus stricte envers leurs avocats. La Pairie ne tirait d'ailleurs pas un lustre augmenté de ses attributions judiciaires ; on s'est beaucoup indigné de l'attitude du Président Pasquier et de certains Pairs applaudissant à la verve de mauvais goût du régicide Fieschi (3), sans paraître comprendre la dignité de tenue des coaccusés, Pépin et Morey. Mais un tel exemple paraît assez exceptionnel. Le souci de dignité sévère est un des plus constants de la Chambre ; composition, susceptibilité blessée, compétence, voilà les éléments de l'attitude qu'elle adopta le long du règne et de l'image qu'elle désirait qu'on se fît d'elle.

(1) d'Alton Shée, op. cit. t. 2, p. 338, 350 et suiv. (Séance du 18 mai 1847).

(2) Voir infra, p. 143.

(3) Démontrant la manière de se servir d'un fusil, Fieschi, par exemple, faisait semblant de mettre en joue le Chancelier en lui disant : « Supposez que vous êtes un canard ! » (d'Alton Shée, op. cit. t. I, p. 151).

CHAPITRE VI

Les Pairs et l'opinion

Ce tableau de la Pairie fut-il accepté par les contemporains ? Si nous recherchons quels pouvaient être les opinions et les sentiments qu'inspirait la Pairie sous Louis-Philippe, nous sommes frappés tout d'abord du peu de sources dignes d'intérêt et surtout de foi que nous rencontrons à cette époque, et plus encore, des divergences absolues du langage tenu à l'égard des Pairs par ceux dont la pensée nous est parvenue.

Au début du règne, les discussions sur les « capacités », la nomination illimitée, l'hérédité, l'équilibre des trois pouvoirs ne nous font connaître que ce que les publicistes et les parlementaires attendaient de la future Pairie ; les ouvrages d'histoire ou de droit politique traitent ensuite de son rôle législatif et de la technique de ses attributions judiciaires ; mais nous trouvons peu de renseignements certains sur les sentiments que firent naître envers la Pairie ce rôle et ces attributions.

La presse gouvernementale se borne à employer à son égard le langage officiel pompeux qui est de mise à propos du « premier corps de l'Etat ». La presse libérale critique systématiquement toutes les nominations de Pairs, et tous les actes de la Pairie. La presse républicaine ardente, passionnée, téméraire, ne perd pas une occasion de la décrier et de l'assurer de son mépris, surtout à propos des procès politiques.

Entre ces extrêmes, on ne trouve guère d'appréciation sur la Pairie de Louis-Philippe que son rôle politique effacé ne place pas au premier rang de l'actualité.

La Pairie vue du Palais-Bourbon

A la Chambre des Députés, après les attaques contre l'ancienne Pairie, on respecte, en apparence tout au moins, la Chambre Haute, mais on tient à affirmer la prépondérance législative de la Chambre issue du suffrage direct ; Dupin, Président de la Chambre des Députés, plébéien dans l'âme, tenait en 1835 un langage qui montre qu'il n'avait pas pour les Pairs, présents ou passés, une admiration sans mélange : « On y vit d'anciens Pairs, qui avaient d'abord accepté la Révolution de juillet et adhéré à l'exclusion de leur soixante-seize collègues, donner leur démission et se retirer, du moment qu'ils virent que la Pairie cessait d'être inféodée dans leurs maisons. Pères de famille plus encore que Pairs de France, ils ne purent se plier à l'idée que leurs fils seraient réduits à la condition de faire leur chemin par leurs services personnels, et de gagner, comme on dit, leurs éperons !... Ceux qui précédemment s'intitulaient seigneuries ont dû cesser d'affecter un tel titre ; car on eût pu, mieux encore que sous la Restauration, leur demander : seigneurs de qui, seigneurs de quoi ? » Dupin semblait ainsi ne s'attaquer qu'à l'ancienne Pairie ; il prenait soin d'affecter de ne pas la confondre avec celle de Louis-Philippe, issue d'une Révolution faite pour rompre cette « chaîne des temps », que la Pairie de Louis XVIII avait pour but de renouer. « Le même esprit, dit-il, ne pouvait plus dominer. C'est ce qui fait que la Pairie de 1830 est essentiellement distincte de la Pairie de la Restauration. D'autres temps, d'autres soins ! La question s'établit d'abord sur la prépondérance de la Chambre des Députés, objet d'ardentes jalousies et cause principale des soucis ministériels... On ne peut désapprouver que la Chambre des Pairs conçoive d'elle-même la plus haute opinion, que son Président en parle avec orgueil, et qu'elle use de tous ses droits ; mais je veux... que la Chambre des Députés sente tout ce qu'elle est... » Et l'adversaire obstiné de l'aristocratie d'ajouter, ce qui montre bien qu'on tenait toujours la Pairie pour essentiellement aristocratique : « On ne saurait tolérer... qu'un aspirant à la Pairie se montrât, par anticipation, plus entiché d'aristocratie que ceux qui sont déjà pourvus. » Quand, parlant des luttes autour de l'hérédité, Dupin disait que si la Pairie n'avait compté que des noms comme

ceux des Ségur, Broglie, Choiseul, Jaucourt, Tracy, Siméon, Boissy d'Anglas, Barbé-Marbois, Chaptal, Roy, Lanjuinais, Jourdan, Truguet, Dalmatie, Trévise, Wagram, Montebello, elle aurait excité moins de préventions, le rusé nivernais n'avait-il pas l'arrière pensée de dresser la liste singulièrement courte de ceux qu'il jugeait dignes des fonctions de Pair de France ?

Le député Etienne, qui devait être plus tard Pair de France, obtint au Palais-Bourbon un succès d'hilarité en répondant à Thiers qui menaçait la Chambre de se voir envahie par les descendants des Pairs privés de l'hérédité, et que leur nom ou leur fortune ferait facilement élire à la députation : « Ne craignez rien ; ce qui m'inquiète le plus en eux, ce n'est pas la crainte de leur popularité (1) ».

Il n'en reste pas moins que nombre de Députés, ministériels sans défaillance ou ostensiblement capables de le devenir, appréciaient assez le titre de Pair pour espérer l'obtenir un jour de la faveur gouvernementale. La catégorie des « anciens députés » fut, pendant tout le règne, une des sources importantes de la Pairie constitutionnelle (2) ; ils aspiraient au fond à une retraite pleine de quiétude, « à passer de l'enfer du Palais-Bourbon à ce Paradis du Luxembourg qui n'a rien à démêler avec les électeurs. » (3). Sans doute savaient-ils que leur rôle politique serait à peu près terminé, mais leur désir montre cependant qu'un lustre considérable s'attachait aux yeux de la foule à la dignité de Pair de France.

La Pairie devant la bourgeoisie, la presse, la littérature

En dehors des adversaires du principe de la Pairie, des ennemis politiques, des jaloux qui ne trouvaient pas toujours de tribune bien retentissante pour publier leurs attaques ou leurs pamphlets, la grande masse de la bourgeoisie ou du peuple se trouvait portée à admirer et

(1) Chambre des Députés, séance du 5 octobre 1831 A.P. t. 70, p. 364, 2^e col.

(2) Voir *infra*, p. 126.

(3) Benoit-Guyod : Victor Hugo, Pair de France (dans la *Revue des Deux Mondes* du 15 Juin 1937).

envier l'institution de la Pairie, et les hommes qui en faisaient partie. L'institution, passés les orages de 1830, n'était pas susceptible de heurter un sentiment égalitaire qui ne pouvait être aussi développé que de nos jours ; l'hérédité abolie avait emporté avec elle le plus blessant des caractères de privilège qu'avait la Pairie ; l'introduction dans ses rangs de quelques personnages sans titre nobiliaire rehaussait encore, aux yeux d'un public toujours disposé à admirer les hommes en place, le prestige des grands noms de l'Ancien Régime comme de l'époque napoléonienne. Le type de ces bourgeois à qui la dignité de Pair imposait encore par les souvenirs historiques qui s'y rattachaient, par la fréquentation des hommes illustres qui en étaient investis, voire même par le brillant costume qui lui était assigné, n'est-il pas M. Poirier, qui désirait qu'on pût dire : « M. le baron Poirier, « Pair de France » ? et qui était tout prêt à laisser deux millions « s'abattre sur de bonnes terres », afin de payer un impôt suffisant pour être d'une « catégorie » ouverte à la désignation royale ? (1).

Cependant à côté des admirateurs béats et des détracteurs passionnés, quelques personnages contemporains ont parfois laissé percer leur opinion sur les Pairs et la Pairie. Cette opinion n'est que rarement favorable, et la critique est parfois acerbe. Dès 1831, la duchesse de Dino note qu'« on n'appelle la Chambre des Pairs que l'ancienne Chambre ; elle n'existe plus comme pouvoir pour personne. » En 1838, Michel de Bourges, député, plaçant à la Cour d'Assises de la Seine pour le gérant du *National*, encore poursuivi pour outrage au Roi, dira, parlant du privilège qu'ont les princes royaux, Pairs par droit de naissance : « ...La Charte ne reconnaît qu'un seul privilège de naissance et c'est assez. Les princes naissent Pairs de France : quelques-uns prétendent que ce n'est pas grand chose aujourd'hui... ». A propos d'une promotion où ne figurait pas Victor Hugo qui, cependant, attendait cette nomination et ne le cachait pas, le journal *La Patrie* écrit le 12 avril 1845 : « Monsieur Victor Hugo, qui a obtenu un beau succès dans la dernière réception académique, vient d'échapper à

(1) Encore eût-il fallu qu'il se fût élu conseiller général ou membre d'un Tribunal de commerce.

la Pairie. N'a-t-on pas raison de dire qu'un bonheur n'arrive jamais seul ? Un des nouveaux enfournés a été nommé Pair parce qu'il paye trois mille francs de contributions directes. Voilà encore un exemple des inconvénients attachés à la richesse. » Et quand enfin le poète sera nommé, *Le Charivari* dira que s'il comprend ce que la Pairie gagne à avoir Victor Hugo, il ne voit pas trop ce que Victor Hugo gagne à avoir la Pairie.

Les procès politiques ne contribuaient pas toujours à apporter à la Cour cette considération dont elle était si avide.

Lors du procès de Louis Napoléon, Alfred de Musset écrivait à Madame la duchesse de Castries : « Je ne suis point allé à la Chambre des Pairs pour entendre la défense du prince Louis. C'est encore un de mes regrets mais, à vous dire vrai, je ne peux me faire à cette mode d'écouter un plaidoyer comme un opéra. Berryer dit à une Chambre qui devrait être le premier corps de l'Etat qu'ils ont tout trahi, tout abandonné, tout trompé ; et tout cela, comme vous le dites, pour de l'or et des places, et Messieurs les Pairs crient : bravo ! comme s'ils entendaient chanter Rubini ; c'est admirable ! » Berryer, en effet, avait dit véhémentement : « ...Comtes, barons, vous qui fûtes ministres, généraux, sénateurs, maréchaux, mais qui êtes-vous donc ? à qui devez-vous vos titres et vos honneurs ? »

Chateaubriand, après son départ de la Chambre des Pairs, l'appelait : « le Palais des trahisons ».

Dumas n'oubliera pas non plus, dans le grand roman à la mode à la fin du règne, de lancer son épigramme ; un personnage du « Comte de Monte-Cristo », indiquant à un ami dans un salon, un Pair de France qui vient d'entrer, lui dit : « C'est un collègue du Comte (de Morcerf, Pair de France) qui vient de s'opposer le plus chaudement à ce que la Chambre des Pairs ait un uniforme ; il a eu un grand succès de tribune à ce propos-là ; il était mal avec les gazettes libérales ; mais sa noble opposition aux désirs de la Cour vient de le raccommoder avec elles ; on parle de le nommer ambassadeur.

— « Et quels sont ses titres à la Pairie ? »

— « Il a fait deux ou trois opéras-comiques (1), pris quatre ou cinq actions au *Siècle*, et voté cinq ou six ans pour le Ministère. »

Tout cela n'est guère méchant, et peut-être cette absence de pointes est-elle la plus sûre indication de l'indifférence générale où plongeait la Pairie. Le même ton se retrouve dans le pamphlet bénin de Marie Aycard, paru en 1840. Elle veut peindre le type classique du Pair de France, mais son modèle semble choisi avec peu d'à-propos : c'est le grand seigneur terrien, de vieille noblesse, épris de manières d'ancien régime, ayant horreur de tout ce qui rappelle la Révolution et l'Empire. Ces caractères semblent assez faux ; le modèle du noble d'Ancien Régime n'est pas le type qui frappe le plus parmi les Pairs du Roi-citoyen ; les gloires nées de la Révolution ou apparues sous Napoléon sont presque la majorité dans la Chambre Haute ; la fortune n'y est pas générale. L'auteur prend d'ailleurs soin de nous dire que son modèle est un type singulier en voie de disparition qui « se perd sans se reproduire » et qu'il n'est pas inutile de rassembler ses traits fugitifs pendant qu'ils sont encore sous les yeux de tous. Mais ce qui est intéressant c'est qu'on est fondé à penser que Marie Aycard nous donne du Pair de France le portrait que devait s'en faire le public à l'époque où elle écrit. Voici les traits qu'elle note : « Ce noble Pair porte insoucieusement un beau nom ; il n'y a personne au monde à qui il soit précisément attaché, si ce n'est son agent de change, qu'il conseille bien, mais avec lequel il ne se familiarise cependant pas trop ; il a le coup d'œil politique bon, sous le point de vue néanmoins de son intérêt personnel et de celui de sa caste. » Nous savons déjà que ce personnage est ministériel, et qu'il dédaigne faire de l'opposition (2) ; aussi arrive-t-il tout naturellement « que ses plus proches parents sont placés, ses petits-neveux bien pourvus, et que les citoyens dont il est le patron font fortune...

« Quoiqu'il paraisse peu à la tribune, il fait partie de la commission chargée de l'examen des projets de loi d'intérêt local : le rapport est favorable, et la Chambre adopte. Il est vrai que le

(1) Si tant est que ce portrait ait une « élé » il semble qu'il s'agisse d'Etienne.

(2) Voir supra, p. 95.

chemin vicinal longe ses propriétés, et en augmente la valeur ; que le pont conduit à son avenue, et que l'instituteur primaire est son protégé ; mais le département, la commune, n'en ont pas moins vu leur vœu s'accomplir ; il a tenu sa promesse et ce n'est pas sa faute s'il est grand propriétaire.

« ...Doux avec ses gens, il salue chez lui jusqu'à ses servantes. Cependant cette douceur de mœurs, cette aménité de caractère a ses mauvais jours ; un monstre a le funeste privilège de changer son humeur et d'altérer son sang : c'est la République. A ce nom seul, ses yeux s'arment de sévérité, son front se plisse, le sourire disparaît de ses lèvres, il détourne la tête avec effroi ; à son imagination irritée se peignent toutes les horreurs de 1790, toutes les tueries de septembre. Il est encore à comprendre comment, de 1790 à 1805, la France ne s'est pas abîmée sous ses propres ruines. »

Ayant dépeint ce type qu'elle juge caractéristique, Marie Aycard passe à un tableau plus général : « Les pareils de cet homme noble sont clairsemés dans la Chambre ; elle a aussi ses grands propriétaires sans suzeraineté, ses banquiers, ses industriels, ses savants et jusqu'à ses prolétaires, gens fort recommandables d'ailleurs mais qui, en changeant de condition, n'ont pas changé d'allure. Ces hommes nouveaux sont plus instruits, plus positifs et plus polis que leurs autres confrères. La Chambre présente d'ailleurs tous les contrastes : contraste de mœurs, d'âge, de fortune et d'habileté.

« A côté du Pair dont l'équipage armorié ébranle le pavé de la rue de Tournon, marche à pied (1) celui auquel sa fortune modeste ne permet, les jours d'orage, que les coussins mal rembourrés d'un fiacre ou les banquettes banales d'un omnibus. L'omnibus de l'Odéon a ainsi souvent transporté vers le Palais Royal les sténographes du *Moniteur*, les journalistes de la *Tribune*, et un noble Duc qui, après avoir commencé comme eux, avoir glorieusement servi l'Empire, et salué de nouveau le drapeau tricolore, vient de mourir, regretté de tous les honnêtes gens de tous les partis.

(1) Victor Hugo dira plus tard que c'est ainsi qu'il se rendait au Luxembourg.

« La Chambre a comme toutes les Assemblées délibérantes, ses membres muets dont l'opinion part du cerveau pour arriver à la main sans s'arrêter à la langue ; ils réservent leur éloquence pour les comités secrets, pour les réunions dans les bureaux. Je ne sais quel ancien a dit qu'il est encore plus facile d'aller à Corinthe que d'affronter la tribune. On a remarqué que les amiraux qui font partie de la Pairie parlent peu ou même pas du tout ; ces voix qui ont dominé des orages, fait mouvoir des escadres, fait gronder ou se taire dans leurs sabords de nombreuses batteries, sont sans puissance quand elles n'ont pas d'ordres à donner, et s'il leur faut se faire entendre sans porte-voix ».

Vient ensuite une série de portraits où les contemporains pouvaient reconnaître facilement les personnages ainsi persiflés ; mais l'auteur en revient à son modèle premier comme étant celui du Pair de France par excellence : « Tous ces hommes, jeunes ou vieux, magistrats ou industriels, anciens préfets ou agronomes sont des Pairs, il n'y a nul doute à cela ; mais la figure qui se présente à l'esprit quand on songe à un Pair de France est celle de l'homme qui porte un grand nom, a des terres, des châteaux, dont la famille est citée dans l'histoire, et qui, par son âge, sa fortune et son passé, est au-dessus de toute ambition présente et de toute position à venir. Si on jette ensuite ses regards en dehors des traits rassemblés dans cette esquisse, on se rappelle involontairement cette maxime : Il n'y a de supériorité que celle du mérite, et de grandeur que celle de la vertu. Cette maxime est de Madame Rolland ; combien de mille lieues y a-t-il de Madame Rolland à un Pair de France ? »

Une satire aussi légère, où parfois même les allusions à tel ou tel personnage contiennent des éloges sans restrictions, où l'ironie ne revêt aucun caractère blessant, ne saurait en aucune façon prouver que le Pair de France fût devenu sous la Monarchie de Juillet un personnage grotesque, ou que sa dignité se fût démonétisée ; en 1847, Guizot sera accusé d'avoir tenté de trafiquer, en faveur du Ministère, de deux sièges au Luxembourg. Ce serait là, s'il en était besoin, l'indication que le titre avait aux yeux de certains une valeur suffisante pour qu'il pût servir de monnaie d'échange. Et ce n'était pas seulement quelque Monsieur Poirier

qui souhaitait d'en être investi, puisque nous savons que Victor Hugo, qui se souciait peu de hochets sans valeur, désira longtemps la Pairie et, paraît-il, sans en faire mystère. La duchesse d'Orléans, fidèle aux amitiés de son mari, usa de tout son ascendant sur le Roi pour qu'il consentît à nommer quelques familiers d'autrefois, qui vraisemblablement en avaient manifesté le désir.

Sans doute, de Bizemont, Drouot, de Berbis, de Chateaugiron, refusèrent-ils la Pairie ; Colonna d'Istria passe également pour avoir refusé de quitter la Corse pour la Chambre des Pairs ; de Rayneval et Dufour ne se présentèrent pas. Il ne semble pas qu'on puisse conclure de ces attitudes qu'elles ne furent inspirées que par le peu de lustre attaché à la Pairie. Le refus des deux premiers suivit immédiatement l'Ordonnance de nomination qui est de 1831, date à laquelle le discrédit n'aurait pas eu le temps de s'étendre aussi intensément. Drouot d'ailleurs était déjà presque aveugle. Le refus de Colonna d'Istria ne s'expliquerait, dit-on, à supposer qu'il fût certain qu'on lui ait offert la Pairie, que par l'amour de son pays natal ; quant à Monsieur de Rayneval, qui devait mourir en 1836, il ne refusa pas positivement la dignité conférée, mais ne vint pas prendre séance.

Plus concluants seraient les cas cités par le comte d'Alton-Shée dans ses Mémoires. Critiquant une « fournée » faite récemment par le Ministère, d'Alton-Shée lui reproche d'affaiblir la Pairie, le renom qui doit normalement s'y attacher et la dignité même de la fonction, et il cite le cas de deux nouveaux promus ; l'un apprit sa nomination par le concierge qui lui montait sa gazette, réfléchit à cet honneur inattendu et condescendit enfin à l'accepter. L'autre prétendit d'abord le refuser, mais l'Ordonnance ayant paru qui le faisait Pair de France, le Ministère dut faire, aux dires de l'orateur, des démarches pressantes pour qu'il acceptât et ne fît par son refus, rejaillir un certain ridicule sur la Chambre des Pairs tout entière. Le jeune Pair accuse alors le Ministère « d'attirer sur la Chambre des Pairs une succession de dédains et d'humiliations qui nous fait passer successivement du consentement

motivé de Monsieur Viennet à la résignation tardive de Monsieur Béranger » (1).

D'Alton-Shée, ardent défenseur des prérogatives de la Pairie, lut une autre fois une circulaire du duc de Marmier, député de la Haute-Saône, à ses électeurs ; le duc y appréciait le bruit qui avait couru qu'il devait être nommé Pair, dans des termes peu flatteurs pour la Chambre Haute. C'était d'ailleurs Madame de Montalembert qui faisait parvenir la lettre de Marmier au comte d'Alton-Shée parce qu'elle tenait autant que lui à l'honneur de la Chambre des Pairs « si souvent déshonorée » (2).

On voit par l'exemple de d'Alton-Shée que les Pairs ne s'illusionnaient pas aveuglément sur le renom de leur compagnie. D'Alton ne manquait pas une occasion de protester surtout contre l'abolition de l'hérédité. Il tenta de la faire remettre en question ; il fatigua le Chancelier Pasquier qui finit par lui avouer qu'il se trouvait trop vieux pour pareille lutte (3). Il perdit finalement l'audience de la Chambre des Pairs en soulevant le scandale dont nous avons parlé. (4).

Le Roi et ses Pairs

Le Roi, de son côté, satisfait de son droit constitutionnel de nomination illimitée, tranquille sur la docilité de sa Pairie, ne se souciait pas d'intervenir dans le sens de l'augmentation des pouvoirs ou de l'influence de la Chambre Haute. « Il... a été... témoin de l'indépendance d'une Chambre des Pairs héréditaire ; il l'a vue arrêter par ses votes les projets de loi les plus importants de la Couronne : le droit d'aînesse, la conversion des rentes ; modifier la loi du sacrilège ; repousser la censure ; contribuer à la chute d'un ministère ; et puiser une telle force dans ce principe d'hérédité qu'une fournée de soixante-treize membres n'a pu modifier sa majorité.

(1) D'Alton-Shée, op. cit. t. 2, p. 14.

(2) D'Alton-Shée, op. cit. t. 2, p. 125.

(3) D'Alton-Shée, op. cit. t. 1, p. 248.

(4) Voir supra, p. 103.

Devenu chef de l'Etat, loin de tenter aucun effort pour conserver l'hérédité, il s'associera volontiers à ceux qui veulent l'abolir, à la condition qu'on lui réserve la nomination des membres de la Pairie. » (1).

La duchesse de Dino prétend que Louis-Philippe avait abandonné le principe de l'hérédité pour obtenir une liste civile plus forte et « se populariser ».

Elias Regnault (2) raconte aussi qu'à chaque présentation du projet de conversion des rentes (3), le Roi mandait les Pairs aux Tuileries pour leur faire la leçon. Ils y étaient « sermonnés, choyés, circonvenus ».

D'Alton Shée rapporte la même anecdote à propos de la loi sur les fortifications de Paris que les Pairs voulaient rejeter ; « afin de dissoudre l'obstacle, le Roi invita et chapitra, un à un, la plupart de mes collègues. Plusieurs cédèrent, d'autres réservèrent leur vote, d'autres demeurèrent inébranlables. Le comte de Montalembert et moi nous étions parmi ces derniers. » (4).

Il paraît bien certain que quand les soubresauts de la Chambre des Députés et de l'opinion publique, laissaient Louis-Philippe calme et optimiste, les protestations discrètes et clairsemées de la Pairie ne pouvaient guère avoir d'influence sur lui. Il considéra toujours la Chambre Haute comme un instrument docile, entièrement à sa discrétion. Il ne se trompait d'ailleurs pas, mais il eut le tort de ne pas s'apercevoir que cet appui était sans force, et que ce « pilier » du pouvoir royal était incapable de rien soutenir. Et pourtant, si les anecdotes que nous avons rapportées pouvaient paraître inspirées par la malveillance, si les doléances de la Pairie pouvaient passer pour l'expression d'une ambition légitime, si les unes et les autres enfin ne paraissaient pas susceptibles de retenir l'attention, il existait des signes non équivoques du danger que courait la Pairie. Des publicistes sérieux et souvent sans parti-pris,

(1) D'Alton-Shée, op. cit. t. 1, p. 236.

(2) Elias Regnault, op. cit.

(3) Voir supra, p. 92.

(4) D'Alton-Shée, op. cit. t. 2, p. 102.

les organes d'une presse dont le concours était acquis au Gouvernement, signalaient et déploraient l'annulation progressive de la Chambre des Pairs.

La Pairie aux yeux des publicistes

Le baron de Morogues (1), Pair de France, souligne cette constatation : « La presse reconnaît l'insuffisance de la constitution de la Pairie actuelle. *Les Débats* et *Le Temps* voudraient que l'hérédité pût lui être rendue ; *Le Messenger* penche évidemment vers cette opinion, qu'il soutient bien plus fortement que celle des partisans des divers systèmes électifs, au nombre desquels *Le Siècle* et *Le Commerce* se sont placés. Les autres organes de l'opinion publique sont presque tous d'accord sur la nécessité de réformer la constitution de la Chambre des Pairs ; mais, ou ils regardent cette réforme comme inopportune, ou ils ne se sont pas encore arrêtés définitivement sur les moyens de l'opérer. »

Déplorant les attaques de certains journaux et regrettant l'indifférence des autres, de Morogues nous donne témoignage de ce qu'on pensait de la Pairie : la Chambre des Pairs est « annihilée par l'indifférence de la plupart des publicistes du jour. Elle n'est considérée par les masses que comme un Conseil d'Etat émané de la Couronne. Elle est, par le fait, incapable de remplir la haute mission politique que la Charte lui confère et trop faible pour soutenir la royauté, si elle venait à chanceler... La nomination directe des Pairs viagers, faite par le Roi... ne fera jamais, dans l'opinion publique, que créer dans ses mains un instrument passif. »

Et l'auteur faisait appel à l'expérience des Pairs eux-mêmes, dont les hautes fonctions qu'ils avaient remplies dans les diverses phases de la Révolution leur avaient appris à apprécier les causes de la chute de tous les Gouvernements. La Pairie, disait-il, ne conservait d'ascendant que sur les hommes que l'esprit de parti n'égare pas, mais cet ascendant n'était ni aussi général, ni aussi

(1) de Morogues, op. cit.

grand qu'il devait être. Il n'était dû qu'aux illustrations que comptait la Pairie, et, disait de Morogues, les tables de mortalité montrent qu'il faut compter sur une moyenne de quinze remplacements chaque année. « C'est beaucoup pour des illustrations. »

En 1844, le comte Auguste Ciezkowski (1) constate que la Pairie renferme « à peu près tout ce qu'il y a de plus illustre en fait d'hommes d'Etat... toutes les gloires, toutes les illustrations, tous les genres de mérite de la Nation. » Alors, demande-t-il, « que signifie ce sentiment de faiblesse et d'impuissance... contre lequel s'efforcent en vain de protester de temps en temps quelques discours isolés ? » Lui non plus, n'ose avouer que c'est la trop continuelle docilité de la Pairie qui fait disparaître son autorité ; il se borne à se faire l'écho des lamentations mêmes de la Chambre ; il expose qu'on a porté le coup le plus sensible à la considération politique de cette branche du pouvoir législatif, en ne lui présentant pas d'abord la loi sur la régence qu'elle aurait pu étudier à fond, tandis que, de la manière dont on s'y est pris, il est impossible de nier que cette loi constitutive ne soit émanée de l'autorité unique de la Chambre des Députés. « En vérité, dit l'auteur, je ne sais ce qu'il faut admirer davantage, de la longanimité de la Chambre qui tolère de tels abus, de l'ironie du pouvoir qui s'y prête si souvent, ou de l'impassibilité du public qui n'en fait pas raison par une critique plus vive et plus accablante ». Et Ciezkowski conclut que la Chambre des Pairs n'est plus qu'une Chambre d'enregistrement, presque entièrement dépourvue du droit de discussion.

Deux brochures du baron Massias (2) nous exposent le même point de vue.

L'étude de Saint Marc Girardin (3) enfin, est présentée comme un essai de réponse à la question : « Avons-nous une Pairie ? » Et l'auteur nous décrit la Chambre comme un pouvoir inutile ; en voulant créer un pouvoir modérateur, on a cherché, non à donner

(1) Comte Auguste Ciezkowski : De la Pairie et de l'aristocratie moderne.

(2) Baron Massias : Vues sur la nouvelle organisation de la Pairie en harmonie avec la Charte de 1830, et : Conséquences qui découlent invinciblement d'une Pairie à vie quelle que soit la manière dont on en combine la formation.

(3) Voir supra, p. 63.

de la modération au pouvoir, mais à donner du pouvoir à la modération, ce qui était impossible. Ainsi la Chambre Haute « ne demanderait pas mieux que de modérer les passions, mais elle ne le pourrait pas. Qui peut croire que... s'il y avait une collision entre la Couronne et la Chambre élective, la Chambre des Pairs... pourrait s'entre-mettre entre les deux pouvoirs, et les contenir comme un puissant arbitre ? » Saint Marc Girardin prétend qu'elle ne le voudrait pas à l'égard de la Couronne, et ne le pourrait pas à l'égard de la Chambre des Députés.

L'auteur s'en prend enfin au personnel de la Chambre des Pairs : « Pourquoi le Gouvernement a-t-il parfois nommé Pairs des Députés qui avaient échoué devant les électeurs, et pourquoi la Chambre des Pairs a-t-elle semblé devenir l'asile des disgraciés de l'urne électorale ? Pourquoi, si un député a donné la démission de ses fonctions pour cause d'infirmités qui l'empêchent de prendre part aux délibérations, est-il nommé plus tard Pair de France ? Est-ce pour le guérir, ou bien, y a-t-il des infirmités qui ne sont pas de mise à la Chambre des Députés et qui le sont à la Chambre des Pairs ? Pourquoi, s'il y a dans une famille deux hommes importants ou en train de le devenir, est-ce le moins important qui est nommé Pair, tandis que l'autre reste Député ? Pourquoi, à côté de la Chambre des Députés, qui exclut les Préfets de son sein, la Chambre des Pairs voit-elle le banc préfectoral s'étendre tous les ans ? Si les Préfets sont exclus de la Chambre des Députés parce qu'ils ne sont pas censés être assez indépendants, veut-on dire, en les admettant à la Chambre des Pairs, que l'indépendance y est moins nécessaire ? Si, d'un autre côté, comme je le crois, les Préfets ne sont exclus de la Chambre des Députés que parce qu'ils sont tenus à résidence, comment pourront-ils siéger à la Chambre des Pairs et résider dans leur préfecture ? De quel côté la résidence est-elle obligatoire pour eux ? A Paris comme Pairs, ou dans leur département comme Préfets ? »

Ces critiques toujours suivies de l'exposé d'un système de « reconstruction » de la Pairie, auraient pu être écoutées, car elles étaient conçues dans un esprit favorable à l'institution ; elles ne furent jamais prises en considération ; mais elles nous permettent de mieux

apprécier la valeur et la portée de celles qui émanaient soit des indifférents, soit des adversaires et d'évaluer le caractère plus ou moins plausible de ces anecdotes et de ces avis anonymes où la Pairie est mise en cause.

Si l'action politique de la Pairie ne donnait pas lieu à des diatribes fréquents, parce qu'elle étoit trop réduite, elle pouvait pourtant donner prise à la critique par l'impression d'inutilité qui en émanait. Les Pairs pouvaient cependant, par leur personnalité, leur attitude, leurs travaux, donner au corps auquel ils appartenaient un lustre que la politique ne leur permettait que difficilement d'acquérir. Et pourtant, il ne semble pas que le renom dont chacun pouvait prétendre jouir se soit accru de celui de ses collègues. Il semble qu'on acquérait hors de la Pairie une réputation qui, vous ayant permis d'y entrer, n'y augmentait plus par le fait de l'admission ; que les travaux antérieurs qui vous en ouvraient les portes cessaient après l'ordonnance royale.

Cieskowski (1) s'étonne que la valeur incontestable de presque tous les membres de la Pairie pris séparément ne contribue pas le moins du monde à l'influence de l'Assemblée, et il se demande ce qu'il faut penser « d'une institution, d'un corps, qui au lieu de rehausser les forces individuelles, les déprime, les engourdit, les invalide... »

L'opinion tendait à voir dans la Chambre des Pairs une réunion d'hommes âgés, fatigués ; il était devenu classique de parler de « l'hôpital » qu'était le Luxembourg.

De Morogues craignait la réduction du nombre des Pairs surtout quand ce sont nécessairement des vieillards auxquels « l'âge et les infirmités ne permettent ni un grand travail ni une constante assiduité... » Il constate que les séances ne présentaient qu'un petit nombre de Pairs. D'Argout avait calculé (1) que l'âge moyen était de 61 ans, et un article du *Journal des Débats*, vraisemblablement dû à d'Alton-Shée, déclarait que si « on recherchait avidement la Pairie sous la Restauration, on la craint presque aujourd'hui comme le signal de la retraite ».

(1) Cieskowski, op. cit.

(2) de Morogues, op. cit.

Le Chancelier Pasquier lui-même suspendait les séances, généralement vers 5 heures, en excusant la Chambre sur ce qu'elle comptait beaucoup de membres âgés et fatigués par « de longs travaux au service du pays ». Au procès Teste et Cubières, à sept heures du soir, quatre-vingt pairs n'avaient pas voté ; malgré l'urgence de la décision, la séance fut renvoyée (1).

On trouvait, en résumé, chez les auteurs que nous venons de citer et qui s'inquiétaient de l'état de la Pairie, des constatations unanimes : la disparition lente de l'influence de la Chambre Haute, la déconsidération grandissante dont elle souffrait ; les explications variaient : mauvais choix des personnes, dit Saint Marc Girardin ; trop grand âge, prétendait de Morogues. Presque tous regrettaient l'hérédité ; de Morogues et Saint Marc de Girardin ne voulaient pourtant pas la rétablir car il était trop tard ; Ciezkowski, de Massias, d'Alton-Shée n'hésitaient pas et y voyaient le salut de la Pairie. Enfin les remèdes étaient aussi variés que les projets soumis à la discussion de 1831 : cooptation, élection, etc...

Mais en réalité, la question n'intéressait plus personne ; la Chambre Haute elle-même ne faisait aucun effort utile pour lutter contre cet état de choses et se bornait à surveiller les écarts de langage de ses adversaires avoués, les républicains.

Les adversaires de la Pairie ; la presse républicaine

La presse républicaine n'avait jamais oublié de mettre la Chambre Haute au premier rang de ses victimes. Or, les attaques des journalistes républicains contre la Chambre des Pairs sont intéressantes, non seulement parce qu'elles nous exposent l'état d'une partie de l'opinion vis-à-vis de la Pairie, mais aussi parce qu'elles ont eu certainement une influence dans le pays qui suivait avec intérêt, sinon toujours avec sympathie, les efforts du clan républicain, et parce qu'elles expliquent la disparition totale de la Chambre Haute en 1848.

(1) Victor Hugo, *op. cit.*

Depuis toujours, la presse républicaine était hostile à une seconde Chambre ; et ce n'était pas l'institution d'une Chambre des Pairs, de nomination exclusivement royale, avec ou sans l'hérédité, qui pouvait la réconcilier avec le principe bicaméral. Aussi s'attachait-elle sans arrêt aux Pairs de Louis-Philippe. Armand Carrel et Armand Marrast furent les plus violents.

La diversité des régimes politiques qui venaient de se succéder en France, rendait facile le jeu de suivre la carrière des hommes en place, d'opposer leurs déclarations aux différentes époques de leur vie, ou d'admirer ironiquement la souplesse qui leur permettait d'avoir occupé les plus éminentes fonctions sous des Gouvernements si foncièrement dissemblables. Et comme les républicains avaient du talent, les coups portaient. Lisons l'article du *National* poursuivi en 1834 par la Chambre des Pairs, et dont l'auteur (1) ne fut pas dénoncé : « ...Chambre que la Révolution de juillet a traitée en prévenue ; qu'elle a dépouillée de son hérédité ; qu'elle a traduite à la barre de la démocratie ; qu'elle a renvoyée à demi convaincue de complicité avec la Restauration ; qu'elle fait trembler encore tous les jours en lui redemandant le maréchal Ney, juridiquement assassiné par ses émigrés, ses hommes de Gand, ses renégats de la Révolution, parvenus de l'ordre militaire ou social... »

Et l'auteur faisait le recensement de la Pairie survivante : « ...Les vieux sénateurs de Bonaparte, ses généraux tarés, les Procureurs Généraux, les ennoblis de la Restauration, ses trois générations de Ministres tombés sous la haine et le mépris publics et couverts de notre sang, tout cela, rajeuni de quelques notabilités jetées là par la royauté du 7 août, à la condition de n'y jamais parler que pour approuver... Ensemble de servilités d'origine si diverse... »

Enfin, l'article vouait au mépris public les hommes qui, s'attachant au Gouvernement du jour quel qu'il fût : « ont tour à tour servi et abandonné trois ou quatre gouvernements », et qui peuvent « prêter tous les serments » parce qu'ils sont « doués du tact le plus merveilleux pour savoir au juste le jour, l'heure, la minute où un serment cessera d'être obligatoire ».

(1) Ce devait être Armand Marrast.

Venant d'un organe républicain, ce langage fut tenu par la Pairie comme inadmissible ; le gérant du *National* fut condamné à deux ans de prison.

Et cependant, c'était là, à peine plus acerbe, le ton des appréciations de Thiers (1), de Chateaubriand (2) et de Villèle (3).

Un peu plus tard, Armand Marrast écrivait, dans le même *National* : « Nous espérons une discussion sérieuse, dans laquelle l'honneur de la France serait dignement défendu... Car, dans cette situation abjecte où se traînent aujourd'hui les pouvoirs publics, notre mépris se fatigue, notre indignation s'épuise, et les lâchetés de l'opinion encourageant la dépravation du Gouvernement.

Nous sommes arrivés à la Chambre des Pairs avec un peu d'espoir ; nous en sommes sortis comme on sort d'un hôpital d'incurables. Non, jamais la vie ne pénétrera dans cet ossuaire. Il n'y a pas d'énergie possible quand il n'y a pas d'indépendance. Ce semblant de Chambre, que le bon plaisir du monarque a créée, se meut dans une atmosphère où ne pénètrent ni la lumière ni la chaleur. Il règne dans cette salle je ne sais quelle odeur de décrépitude qui vous refroidit et vous attriste. On dirait une comédie constitutionnelle jouée par des morts, une espèce de fantôme mécanique qu'on a hâte de voir fuir, de peur que les ressorts ne cassent ».

La Chambre fut outrée d'un tel langage. Elle prétendit en poursuivre l'auteur. Armand Marrast s'indigna : « En vérité, c'est trop d'impudence ; il y avait une Pairie en 1830 ; le pouvoir l'a prudemment assassinée, puis il a creusé une grande fosse où il l'a enterrée solennellement, et le voilà aujourd'hui qui nous accuse parce qu'après dix ans nous venons dire au public : cet habit que vous voyez là n'est pas un corps vivant... C'est la Pairie qui fut tuée en 1830. Eh ! Messieurs, faites comme nous, priez pour elle ; mais c'est vous qui l'avez exécutée, ne nous accusez pas !... Rassemblez ces individualités recommandables, faites-en un corps politique qui ne doive son existence politique ni à l'élection, ni à l'hérédité : essayez alors de faire mouvoir cet étrange assemblage. Mais vous lui

(1) Voir supra, p. 46, note 1.

(2) Voir supra, p. 25.

(3) Voir supra, p. 20.

avez refusé la vie et vous lui demandez le mouvement ! Vous l'avez enlevé du sol et vous voulez qu'il ait des racines ! »

Si cet article n'avait pas la virulence de celui qui avait été poursuivi en 1834, il est cependant d'un ton qui ne rappelle guère le pamphlet de Marie Aycard, ni même les passages les plus ardents de l'Histoire de Dix ans.

Et Marrast n'exagérait nullement sa pensée dans le but, habituel à beaucoup de polémistes, d'attirer le lecteur par des outrances scandaleuses. Dans des notes personnelles, écrites après une audience de la Cour des Pairs où il avait paru comme défenseur d'un des accusés, on retrouve le ton de ses articles : « Quel amalgame que cette Pairie ! on dirait que le demi-siècle qui s'achève, ce fleuve immense, si boueux, si agité, a passé tout exprès devant le Luxembourg pour y déposer sa vase ou son écume, après avoir emporté dans l'abîme tout ce qui avait dominé son cours, surmonté ses vagues, et rendu son lit plus large et plus beau. Je voyais là de vieux soldats de la République, des courtisans de l'Empire, et côte à côte, les favoris des deux Bourbons ».

On voit, dans ces articles, que la Pairie était attaquée par ses adversaires républicains, beaucoup plus dans ses membres que dans son principe. L'invective est évidemment plus facile contre un individu que contre une institution ; de plus, la presse républicaine, instrument de combat, touchait bien mieux les masses par de semblables attaques qu'elle n'eût pu le faire par des dissertations de droit constitutionnel. Enfin, il n'est pas de corps de l'importance numérique de la Chambre des Pairs qui ne recèle d'individus capables de donner prise à l'ironie, à l'insulte ou au mépris. Le personnel de la Pairie, qui renfermait d'incontestables savants, des gloires littéraires indiscutées, des magistrats de vertu certaine, n'échappait pourtant pas à la règle.

CHAPITRE VII

Le personnel de la Pairie

Il est parfois malaisé de retrouver l'origine de certains personnages ou de savoir comment et quand ils se trouvèrent amenés à siéger sous la Monarchie de Juillet, aussi avons-nous établi un certain nombre de listes qui permettent de classer les Pairs qui ont siégé au cours du règne de Louis-Philippe dans les différentes catégories auxquelles ils appartenaient en tant que Pairs de France. En même temps que leur liste générale, on trouvera aussi en annexe les listes de ceux qui existaient au 1^{er} août 1830, de ceux qui furent exclus, de ceux qui refusèrent de prêter serment, de ceux qui démissionnèrent après la réorganisation de la Pairie, de ceux qui furent admis à titre héréditaire après la suppression de l'hérédité, et de ceux qui, avant ce vote, siégeaient déjà à titre héréditaire. Nous y avons ajouté la liste chronologique des promotions faites par Louis-Philippe.

Ces tables nous donnent ainsi la situation à la Chambre Haute des personnages qui y siégèrent, mais elles ne renseignent pas sur leur origine. Sans avoir approfondi la biographie de tous ces personnages, nous pouvons cependant apporter sur certains d'entre eux quelques précisions qui nous éclaireront sur le plus ou moins bien fondé des appréciations qui furent portées sur la Pairie de Louis-Philippe.

Les catégories favorisées : les généraux, les fonctionnaires, les députés

On a surtout dit d'elle que c'était une Chambre de fonctionnaires. La création des catégories l'avait fait craindre ; il est certain que cette crainte et cette affirmation sont entièrement justifiées. De

1830 à 1848, nous ne trouvons pas moins de cent vingt-et-un généraux et maréchaux (1) parmi les Pairs, cinquante-quatre militaires parvenus à des grades inférieurs à celui de lieutenant-général, quatorze amiraux et vice-amiraux, trente-six préfets, vingt-huit conseillers d'Etat, quarante magistrats, trente ambassadeurs ou ministres plénipotentiaires, treize fonctionnaires des différentes administrations. Il convient d'ailleurs de ne pas additionner ces chiffres, car certains personnages ont rempli successivement plusieurs de ces fonctions. Le nombre des Pairs ayant siégé sous Louis-Philippe étant d'environ cinq cent cinquante, et si l'on remarque que parmi les personnages ne rentrant dans aucune des catégories que nous venons de citer, beaucoup avaient pourtant exercé un court laps de temps des fonctions administratives, on peut affirmer que les deux tiers des Pairs de France étaient ou avaient été au service de l'Etat. N'oublions pas non plus que c'est surtout parmi les Pairs existant au 1^{er} août 1830 que l'on trouve le plus de non-fonctionnaires : anciens émigrés, grands seigneurs, courtisans. Sur trois cent trente-cinq nominations faites par Louis-Philippe, on ne rencontre guère qu'une trentaine de commerçants, industriels, écrivains ou propriétaires.

Avec le fonctionnariat, ce sont les fonctions électives qui ont le plus fourni de candidats au choix royal. Là aussi, nous devons remarquer que sur les cent vingt-six députés et les cinquante conseillers généraux environ qui furent Pairs entre 1830 et 1848, il y a nombre de personnages revêtus non seulement de ces qualités, mais aussi de l'une ou de l'autre de celles que nous avons mentionnées. Nous ne trouvons guère qu'une dizaine de Pairs n'ayant d'autre droit à leur Pairie que leur fortune. Enfin, nous n'en trouvons aucun qui dût sa nomination au paragraphe 20 de l'article 23 de la Charte, c'est-à-dire qui eût reçu une récompense nationale ; nous relevons par contre une dizaine d'académiciens.

Plusieurs publicistes, notamment Saint-Marc Girardin (2), ont reproché aux nominations de Louis-Philippe d'avoir porté

(1) Atthalin, Beaudrand, Castellanne, Claparède, Cubières, d'Ambrugeac, Cessac, Dejean, Petit, Darriule, Neigre, Delort, Durosnel, Exelmans, Pajol, etc.

(2) Voir *supra*, p. 118.

souvent sur des députés battus, fatigués ou désireux de transmettre leur siège à un parent, sans cependant quitter le milieu législatif. Il en existe, en effet, quelques exemples (1), mais en trop petit nombre pour qu'on puisse en faire vraiment un grief au ministère. Les indications que nous venons de relever montrent en effet que, come l'a dit d'Alton-Shée, la Chambre Haute abondait en spécialités ; nous savons aussi que l'on voulait pour les Pairs une origine différente de celle qui créait les Députés ; mais, un Député fatigué pouvait, mis à l'abri des discussions purement politiques, apporter un concours éclairé à une délibération technique ; un Député battu pouvait apporter son expérience à une Chambre qui n'avait pas besoin de tirer son autorité de l'élection. Il n'est donc pas certain que de semblables choix aient pu discréditer l'institution. Nous verrions plutôt dans les critiques qu'ils suscitèrent, l'indication que, même pour ceux qui refusaient l'élection des Pairs, l'origine élective était la seule qu'ils jugeaient capable de conférer la force à la Pairie.

Les maires des grandes villes furent peu nombreux ; citons : Rousseau, maire du 3^e arrondissement de Paris, de Malaret, maire de Toulouse, de Chastellier et Girard, maires de Nîmes, Dufour, maire de Metz.

Les gros propriétaires, commerçants et industriels, ne furent guère plus souvent promus ; les noms que l'on trouve à la Chambre Haute à ce titre sont ceux de Canson, le papetier, gendre de Montgolfier, de Reinach, de Rochambeau, de Cambis d'Orsan, Lombard, Paturle, de Flavigny, Martell, Guestier, Leclerc, de Montépin, Hartmann, Raguet l'Epine, Lafond, de Magnoncour, Wustemberg.

Il est d'ailleurs impossible de savoir à quel titre les nominations étaient faites ; contrairement aux prescriptions de la Charte, aucune précision ne fut apportée, aucun motif ne fut produit à l'appui de ces promotions, malgré les protestations de Mounier et

(1) Députés battus : Augustin Périer, Thénard, Villemain, d'Escayrac de Lauture, Mérilhou, La Rochefoucaud d'Estissac, Murat, Martell, de Tilly-Blaru. Lesergeant de Monnecove, Lemercier, Laurens-Humblot, Flourens, Piscatory, de Montépin.

de Pontécoulant. Les Ordonnances mentionnent une des qualités du nouveau promu sans préciser qu'elle satisfait aux conditions légales ; parfois même cette précaution était absente. Ainsi le baron Louis fut considéré comme ayant une suffisante notoriété ; l'ordonnance qui le fait Pair de France se borne à dire : « Monsieur le baron Louis est élevé à la dignité de Pair de France. » C'était la Commission nommée par la Chambre des Pairs qui faisait l'enquête ; elle constatait presque toujours que le nouveau Pair remplissait les conditions de plusieurs articles de la loi. Il se trouvait admis sans être plus spécialement nommé comme ancien Député que comme gros imposé ou comme haut magistrat.

Quelques " silhouettes "

Parmi tous ces élus, et tous ces fonctionnaires, parmi les courtisans, les propriétaires et les académiciens dont se composa la Chambre Haute, quelles furent les figures les plus remarquées à l'époque ?

Voici Pasquier, d'abord baron, bientôt duc, investi de la dignité ressuscitée de Chancelier de France. Dévoué à tous les pouvoirs, procédurier, il présida la Chambre des Pairs depuis le 6 août 1830 jusqu'à la Révolution de 1848. Ancien conseiller du Parlement de Paris, il avait été Préfet de Police sous Napoléon et avait, à ce titre, signifié à Chateaubriand la mesure qui lui enjoignait de quitter Paris⁽¹⁾ ; ancien ministre de Justice au temps où Blücher occupait la capitale, il avait avec l'âge perdu le goût des responsabilités. Nous l'avons vu, en juillet 1830 appréhendant sa nomination de Président de la Chambre des Pairs, à une heure où le nouveau pouvoir n'était pas encore très solide ; nous l'avons vu retrouver de l'énergie pour se décharger sur la magistrature des conséquences du suicide du duc de Praslin. La succession de coups d'Etat et de Révolutions qu'il avait vue se dérouler lui donnait une philosophie cynique de la politique. En 1830, il disait que les serments politiques n'étaient qu'une contremarque pour entrer au

(1) Chateaubriand, op. cit.

spectacle (1). Il se vantait d'être l'homme de France qui connaît le mieux les divers gouvernements qui s'étaient succédés et de leur avoir, à tous, fait leur procès. Mais il devait regretter amèrement d'avoir fait celui du prince Napoléon après la tentative de Boulogne. Parvenu aux extrêmes limites de l'âge il se plaignait encore de n'avoir aucune chance de retrouver une situation politique car Napoléon III, disait-il, ne lui pardonnait pas d'avoir dit aux gendarmes, lorsqu'il avait interrogé le futur empereur, arrêté après l'affaire de Boulogne : « Gardes, découvrez l'accusé ! » (2). Il avait d'ailleurs beaucoup insisté pour qu'on ne traduisît pas Louis Napoléon en Cour des Pairs et aurait préféré, soit qu'on le traitât comme après la tentative de Strasbourg, soit qu'on lui fît subir le même traitement qu'à la duchesse de Berry, emprisonnée quelque temps, puis reconduite aux frontières.

Les Goncourt n'ont que mépris pour lui, parlent de son « inanité », et rapportent des conversations sur le Chancelier tenues par Sainte-Beuve. Royer Collard, après que le baron Pasquier eût été fait duc, n'aurait trouvé autre chose à lui dire que : « Cela ne vous a pas diminué ». Rémusat disait : « Pasquier n'entend rien à rien. » Sainte-Beuve prétendait que dans la société de Chateaubriand il était à peine toléré.

« Un petit homme, frotté à de grandes choses », tel paraît être le jugement que nous pouvons adopter, suivant la conclusion des Goncourt (3).

De Sémonville, le Grand Référendaire, ne semble pas devoir être mieux apprécié. Personnage falot, Montalivet nous le montre tremblant lors du procès des Ministres, et tout à fait disposé à n'endosser aucune responsabilité. Le grand service qu'il avait rendu à la Pairie avait été, sous Louis XVIII, de se plier au chantage d'un sieur Duprat-Taxis, généalogiste, qui avait écrit un gros

(1) Dictionnaire des Parlementaires Français, v^o Pasquier.

(2) Journal des Goncourt, 7 octobre 1866.

(3) Journal des Goncourt, tome II, pages 72 et 151.

manuscrit (1) sur les Pairs de 1815, où il révélait leur origine souvent modeste. Sémonville fut affolé ; n'y était-il pas affirmé que lui-même avait « servi avec une égale fidélité Louis XVI, la République, le Directoire, le Consulat et l'Empereur » ? que Berthier était un ancien concierge ; que Gouvion Saint-Cyr, ancien bateleur, avait épousé la nommée Marianne, repasseuse ; que Rampon était un ancien perruquier ; Montalivet le cousin d'un maître de poste aux chevaux ; et que de Brigode devait sa Pairie à l'hospitalité qu'il avait donnée à Louis XVIII s'enfuyant à Gand, hospitalité qu'il avait, au reste, fait payer fort cher ? Et Duprat-Taxis donnait le détail de la note d'apothicaire présentée par de Brigode pour sa réception du Roi (2). De Sémonville se précipita chez Louis XVIII, et obtint carte blanche pour soustraire un si subversif manuscrit à la curiosité publique. Il l'acheta un prix exorbitant (3), le fit mettre sous scellés et le tint si bien à l'abri des regards qu'il ne fut retrouvé qu'en 1887 (4). Une pareille terreur semble assez disproportionnée à l'intérêt des « révélations » de Duprat-Taxis ; elle nous amène à voir en Sémonville le personnage timoré que nous montrait déjà Montalivet. Il était au surplus retors et mystérieux, s'il est vrai que Talleyrand ou Cochin ait dit de lui : « Le pauvre Sémonville est pâle ; il doit y avoir quelque intérêt » (5). Sémonville disgrâcié fut remplacé dans ses fonctions de Grand Référéndaire, par le duc Decazes.

Soult, maréchal duc de Dalmatie, le terre-neuve de Louis-Philippe, prêt à former tous les ministères dont le Roi avait besoin, était heureusement célèbre pour d'autres raisons que ses talents oratoires ; on se répétait sa fameuse phrase à la Chambre des Députés : « Il y a des choses que quand on les fait, on ne

(1) Duprat-Taxis : La nouvelle Pairie française d'après la Charte organisée par l'Ordonnance du 25 août 1817. Ouvrage critique, historique et généalogique dont l'exactitude et la vérité sont attestées par les actes mêmes des familles. (Manuscrit, bibliothèque du Sénat).

(2) René Samuel : Répertoire alphabétique de la bibliothèque du Sénat. Notice historique sur la bibliothèque et ses principales collections.

(3) Douze mille francs.

(4) Ce manuscrit fait toujours partie de la bibliothèque du Sénat.

(5) René Samuel, *op. cit.*

doit pas la dire. » Le Roi rappelait qu'il avait été sollicité par Soult, sous l'Empire, de se rendre à une entrevue avec lui, et qu'il avait refusé. Soult prétendait aujourd'hui qu'il avait seulement l'intention de compromettre le duc d'Orléans. « Oui, disait le Roi, il appelle cela compromettre, mais il m'aurait fait fusiller bel et bien » (1). Ils n'en étaient pas moins les meilleurs amis du monde.

Voici les grands magistrats, hommes considérables : Portalis, Premier Président de la Cour de Cassation, Séguier, Premier Président de la Cour Royale de Paris. L'un et l'autre ont donné lieu à maintes anecdotes, depuis la scène violente de la mise en disgrâce par Napoléon du jeune Portalis « le premier qui ait osé me trahir quand j'avais le pouvoir », disait l'Empereur (2), jusqu'aux boutades autoritaires et cruelles du pieux Président Séguier (3).

Girod de l'Ain, le « ministre de pis aller » (4) était célèbre par son affolement aux journées de Juillet. Voulant haranguer la foule qui menaçait d'envahir la Chambre des Députés, il lui avait crié : Connaissez-vous Montebello ? — Oui ! — C'est un brave ? — Oui ! — Eh bien ! sa fille est mon gendre. » Après un obscur passage au ministère, on « l'inhuma au Luxembourg » (5).

Le comte de Labriffe, un géant, ne laissa comme souvenir que ce mot méprisant de Napoléon : « Je ne sais comment fait ce diable d'homme ; il est deux fois grand comme moi, et quand je lui parle, je suis obligé de me baisser » (6).

Bignon, libéral actif tant qu'il fut député, devint silencieux dès qu'il fut Pair « résultat d'une vie épuisée par la lutte et les désenchantements » (7).

Bourdeau fut l'auteur de la « jurisprudence Bourdeau » qu'il voulait instaurer dans un procès par lui intenté à un journal de province ; les gérants étant insolvables, il voulut récupérer les dommages-intérêts qui lui étaient alloués sur les propriétaires antérieurs ; ce fut la principale raison de sa notoriété (8).

(1) Victor Hugo, op cit.

(2) Dictionnaire des Parlementaires français.

(3) Rousselet, op. cit.

(4) (5) (6) (7) (8) D. P. F.

Humann, ministre des finances à plusieurs reprises, était à la tête d'une fortune due, d'après les médisances, à la contrebande. C'était, dit Guizot, « un esprit profond et gauche, obstiné et timide » (1).

Fabvier est cité par Victor Hugo comme un guerrier téméraire et un orateur précieux, dont on s'étonne d'entendre les expressions mignardes et le ton doucereux. Legagneur, Président de Cour Royale, devait sa nomination à la vigueur de ses poursuites comme avocat général lors du complot de Boulogne. De même le général Pajol devait sa Pairie à la vigueur de sa répression des troubles de l'archevêché comme le Préfet Duval « fanfaron d'impopularité » (2) à celle des insurrections de Grenoble, et le général Rohault de Fleury à sa dureté lors de l'affaire des mutuellistes de Lyon.

Le général de Castellane au contraire ne se rendit célèbre que par ses boutades soldatesques et le siège qu'il fit faire par une bande de gamins recrutés dans ce but, d'une pâtisserie provinciale (3).

C'est probablement à l'habileté dont il avait fait preuve pour construire et gérer sa fortune personnelle que le comte Roy devait sa réputation de financier ; dès la Restauration il était, en effet, rapporteur de tous les projets financiers présentés au Luxembourg ; il continua cette spécialisation sous Louis-Philippe et fut notamment l'irréductible adversaire du projet de conversion des rentes (4). Il laissa en mourant une fortune évaluée à quarante millions. L'origine en était singulière ; il avait été chargé de gérer les immenses domaines du prince de Bouillon quand celui-ci avait émigré ; non seulement il le fit de telle sorte que l'Empereur l'obligea plus tard à restituer plus d'un million, mais encore il parvint à acquérir ces domaines moyennant une infime rente viagère. Le prince mourut trois ans plus tard ; de plus, sous Louis XVIII, Roy se fit allouer trois millions en compensation de la restitution

(1) Cité par le D. P. F.

(2) Louis Blanc : Histoire de dix ans.

(3) D. P. F. v° Castellane.

(4) Voir supra, p. 92.

à laquelle l'avait obligé Napoléon (1). On ajoute que si le comte Roy et Louis-Philippe furent toujours si intransigeants sur la question des rentes c'est qu'ils en détenaient tous deux une considérable quantité.

Le général Atthalin semblait un de ces « muets » dont parle Marie Aycard. Mais, aide de camp du Roi dont il était l'ami, chargé de missions diplomatiques, habitant le Palais Royal, son activité s'exerçait dans d'autres domaines et la Pairie semble n'avoir été pour lui qu'une distinction honorifique. Il passait, en outre, pour être le beau-frère clandestin du Roi, car on prétendait, sans que rien soit venu justifier cette assertion, qu'il avait secrètement épousé Madame Adélaïde.

Bertin de Veaux, fidèle ami du Roi, était le directeur-proprétaire du *Journal des Débats*. Il mourut en 1842 et son fils fut élevé à la Pairie trois ans plus tard ; quand il mourut à son tour, ce fut le seul mortel non académicien dont les registres de l'Académie aient mentionné la mort avec regret (2).

Le banc des évêques avait disparu en 1830 ; on ne vit qu'un seul prêtre législateur et juge : l'abbé de Montesquiou, qui vint « reconnaître l'élection d'un Roi par la souveraineté du peuple » (3). Il arriva, cheveux poudrés, habit noir, petit manteau flottant sur les épaules, le tricorne discrètement placé sous le bras gauche ; il prêta serment, mais ne revint plus au Luxembourg et démissionna bientôt.

Le général Dejean, militaire glorieux, se mêla assez activement aux débats législatifs, mais l'orateur chargé de son oraison funèbre à la Chambre des Pairs, le félicita surtout de la collection de vingt-trois mille coléoptères qu'il avait su réunir, parfois même au cours des batailles où il avait pris part.

Le prince de Moskowa, fils du maréchal Ney, intelligent et brillant, préféra se faire nommer à la Pairie au lieu de siéger à la Chambre élective ; d'Alton-Shée le regrette pour lui, mais il

(1) D. P. F. v^o Roy.

(2) *Journal des Goncourt*, 20 mars 1864.

(3) Marie Aycard, op. cit.

semble que le jeune prince voulût par là faire de son entrée au Luxembourg une sorte de réhabilitation de son père ; il ne put jamais l'obtenir expressément et refusa longtemps de siéger.

On trouvait enfin chez les Pairs, le clan des émigrés de Coblenz, les anciens combattants de l'armée de Condé : de Talaru, de Montmorency, de Gontaut-Biron, de Contades, de Durfort, de Pange, de Sabran, d'Ambrugeac, ancien uhlan britannique, devenu célèbre par sa ruse contre les mutinés de la Drôme sous la Restauration. Il les fit fusiller à bout portant après les avoir trompés en arborant un drapeau tricolore (1).

Pour montrer ce qui pouvait renforcer encore l'esprit de caste ou l'égoïsme de tous ces gens parvenus au maximum des situations ou des honneurs, il serait intéressant de rechercher quels liens de parenté les unissaient les uns aux autres. De nombreux mariages avaient mêlé les noblesses d'Empire et d'Ancien Régime entre elles et avec les fortunes nées du commerce et de l'industrie grandissantes, voire à celles qui provenaient du trafic des biens nationaux ; bornons-nous à relever le tableau de parenté dressé le 24 avril 1837 lors d'un procès criminel où les voix sur la culpabilité ne pouvaient s'additionner lorsqu'elles venaient de parents proches ; siègent en même temps : le comte et le vicomte Siméon, père et fils ; le comte de Ségur et le vicomte de Ségur Lamoignon, son frère ; le duc et le marquis de Crillon également frères ; le comte d'Haussonville et le marquis de la Guiche, beaux-frères, comme le comte de Pontécoulant et le maréchal de Grouchy ; Portalis et son oncle le comte Siméon ; de Broglie et son neveu de Lascours ; toujours oncle et neveu : Philippe de Ségur d'une part, le comte de Ségur et le vicomte de Ségur Lamoignon d'autre part ; les gendres étaient nombreux : de Massa et Perregaux étaient les gendres du duc de Tarente (Macdonald) ; le maréchal Lobau est le beau-père du comte Turgot et du comte de La Riboisière ; le comte Roy est celui du marquis de Talhouët ; de Sémonville enfin est celui du comte de Sparre.

(1) D. P. F. v° Ambrugeac.

D'Alton-Shée a tenté un court tableau de la Chambre des Pairs (1) ; mais outre son extrême brièveté, ce tableau semble un peu trop « conformiste » ; et, connaissant l'auteur, nous regrettons qu'il n'ait pas mis en scène d'autres personnages que ceux qu'il cite, et dont le rôle dans l'histoire a suffisamment mis la silhouette en valeur ; voici ce que dit d'Alton : « Les comtes Molé, de Montalivet sont au pouvoir ; par son caractère, son âge, sa position de Président du Conseil qu'il a deux fois occupée, le duc de Broglie, chef du parti doctrinaire est le plus considérable des membres de l'opposition, M. Villemain le plus brillant de ses orateurs ; puis M. Cousin, plus spécial et moins politique, le duc d'Harcourt, le comte de Pontécoulant, Pelet de la Lozère, Bignon, le duc de Bassano ; la légitimité avait pour interprètes le marquis de Dreux-Brézé et le vicomte Dubouchage ; sans être en dissentiment habituel avec le ministère, le comte Siméon, le baron Mounier faisaient autorité ; enfin, le comte de Montalembert, jeune, ardent, aussi libéral que pouvait l'être le chef du parti catholique, grandissait en éloquence et en réputation. »

Nous savons que la réunion de tous ces talents, de toutes ces illustrations ne donnait pas un total politique bien important. Mais, s'il y aurait mauvaise grâce à ne rechercher que les mille anecdotes plaisantes ou ridicules dont on accabla certains Pairs, s'il est nécessaire de rappeler que M. Rousselet (2) a fait une biographie sommaire de certains hauts magistrats justement élevés à la Pairie, de souligner les noms de Cuvier, de Thénard, de Victor Cousin, de Sylvestre de Sacy, de Degerando, de Poisson, de Cordier, de Jaubert, de Flourens, il n'en reste pas moins que ces incontestables illustrations furent noyées dans la masse des gens de la maison du Roi, des fonctionnaires n'ayant d'autre titre à la Pairie que leur ancienneté, ou de députés qui ne trouvaient le leur que dans une indéfectible soumission aux désirs du ministère. Sans doute peut-on dire que ces savants, ces littérateurs, ces philosophes qui se sont, à juste titre, acquis par leurs travaux une immense réputation, n'étaient pas forcément doués d'une science politique supérieure à

(1) D'Alton-Shée, op. cit. t. 1, p. 249.

(2) Rousselet, op. cit.

celle de leurs collègues ; ils eurent en effet, souvent, l'esprit de ne parler que sur les sujets spécialisés qu'ils connaissaient et, parfois, de ne considérer leur dignité que comme un accessoire assez négligeable de leur activité ; mais il nous paraît certain que la cause essentielle de la nullité de la Chambre des Pairs de Louis-Philippe vient de son mode de recrutement. Devenue l'annexe du pouvoir royal, composée uniquement de gens à sa dévotion, elle ne sut pas jouer le rôle qu'on attendait d'elle.

M. Charléty (1), rédigeant l'épitaphe du règne de Louis-Philippe, accuse de sa chute l'erreur commise en confondant les hommes du régime, « les hommes de juillet » avec les « combattants de juillet ». Les premiers avaient seulement tiré profit d'un mouvement qu'ils n'avaient ni provoqué ni partagé. Ne pouvons-nous mettre au premier rang de ceux-là nos Pairs de France ?

Et M. Charléty conclut en demandant : « Quel courage attendre des hommes de juillet ? Quel sacrifice avaient-ils jamais fait qui pût aujourd'hui susciter en eux un dévouement passionné ou une abnégation enthousiaste ? »

La prophétie de Chateaubriand ne tarda pas à se réaliser ; dès que Napoléon III eut conquis le pouvoir, il mit dans son Sénat quantité de ces gens qui avaient sous Louis-Philippe prouvé leur souplesse et leur docilité ; ils ne démentirent point le nouvel espoir mis en eux.

Victor Hugo, Pair de France

Des nominations de Louis-Philippe, deux noms émergent, illustrés par des talents hors ligne, perpétués dans le souvenir des hommes par une gloire qui dure toujours, ceux de Gay-Lussac et de Victor Hugo. Si tous deux ne jouèrent à la Chambre des Pairs qu'un rôle extrêmement effacé et modeste, il est cependant curieux de rechercher ce que le poète y a fait ou aurait voulu y faire, car

(1) Charléty, op. cit. p. 400.

son existence a eu un côté public que ne présente pas la carrière de Gay-Lussac. Ce dernier n'intervenait que sur les questions techniques où son expérience lui suggérait des remarques utiles, et Marie Aycard ne manque pas dans son petit pamphlet d'ironiser sur ces législateurs dont le seul souci consiste à analyser des sels.

Victor Hugo, par contre, a sollicité la Pairie avec insistance et l'a longtemps attendue. Tout le monde était au courant de ses désirs et, à chaque promotion où ne figurait pas le poète, la presse soulignait la déception par des condoléances ironiquement apitoyées.

Monsieur Georges Benoit-Guyod, en étudiant Victor Hugo, Pair de France, dans un article de la Revue des Deux Mondes du 15 juin 1937, prétend que c'est dans l'entourage du duc d'Orléans que naquit l'idée de faire jouer à Victor Hugo un rôle politique dans une Assemblée délibérante. Plus exacte nous paraît l'opinion de M. Pierre de Lacretelle qui, suivant les flottements politiques et les revirements de Hugo depuis ses débuts, nous le montre en 1830, quoique sergent de la Garde Nationale, dédaigneux de cette monarchie constitutionnelle qu'il suppose vouée à une chute rapide, peu porté vers ce Roi-bourgeois, ce monarque sans prestige, « promené dans Paris comme un otage par la bourgeoisie triomphante », et qui n'offrait à son imagination aucun des symboles majestueux qu'il adorait. Il s'est même brouillé avec le régime depuis la suspension, en novembre 1832 de sa pièce « Le Roi s'amuse » ; on ne lui pardonne pas d'avoir osé mettre à la scène un Roi de France dans un mauvais lieu.

Mais depuis toujours, Victor Hugo, inspiré par Chateaubriand, avait horreur des révolutions et du désordre. Le « Journal d'un révolutionnaire » de 1834, révèle son anxiété des mouvements populaires, mêlée de vagues tendances démocratiques ; il y affectait une timidité voulue devant les solutions politiques.

C'est vers 1830 que commencent les revirements politiques de Victor Hugo, « variantes successives d'un long poème dont le thème égoïste ne varie point » (1). Après les Odes légitimistes,

(1) Pierre de Lacretelle : Vie politique de Victor Hugo.

il y avait eu le poème « A la Colonne » ; le sergent de la Garde Nationale donne, le 6 septembre 1831, une adhésion sans réserve à l'Empire libéral, par l'intermédiaire de M. Poinsett, envoyé du Roi Joseph ; il dédie à ce dernier le poème napoléonien des Feuilles d'automne.

Il pense alors avoir trouvé une attitude avantageuse : il sera le successeur de Napoléon ; Pierre de Lacretelle cite la formule qu'il emploie dans une étude biographique : « Le siècle est un binôme formé d'un homme d'action et d'un penseur qui se multiplient l'un par l'autre pour exprimer la valeur du temps ». Le penseur, c'est naturellement lui.

Mais après l'interdiction du « Roi s'amuse », Victor Hugo s'aperçoit que Louis-Philippe règne toujours ; il se tourne vers le prince héritier, dont la jeunesse et la popularité l'attirent plus facilement que le souverain. C'est avec une élégante désinvolture qu'il l'aborde, en lui transmettant la requête d'un vieux professeur ; le duc d'Orléans lui fait tenir son obole avec la prière de la remettre lui-même ; un poème des Chants du crépuscule remercie le prince qui bientôt l'invite aux Tuileries. Hugo est définitivement conquis lors du banquet offert à l'occasion du mariage du duc d'Orléans et d'Hélène de Mecklembourg-Schwerin ; cette dernière le retient longuement ; le Roi l'appelle. Trois semaines après, il est nommé officier de la Légion d'honneur.

Depuis 1836, Victor Hugo avait son journal : *La Presse*, dont Emile de Girardin avait fait l'organe de la louange du grand homme ; son soutien et l'influence du duc d'Orléans sur le comte Molé assurent le succès du poète à l'Académie. Il fit, à sa réception, un discours où il prétendait se poser en homme d'Etat, tout en faisant sa cour au Roi, et en remerciant le duc d'Orléans. Son thème fut que la pensée était plus forte que l'action, et l'Empereur, « l'homme qui eût fait Pascal et Corneille ministres », n'avait trouvé d'opposition qu'en Ducis, Delille, Chateaubriand, Benjamin Constant, Madame de Staël, et Népomucène Lemercier auquel le récipiendaire succédait. Il promet enfin à la Monarchie « son dévouement et ses conseils ».

Il fréquente assidument les « cheminées » du duc d'Orléans au pavillon de Marsan ; il y rencontre Lamartine ; mais comme le Roi jalouse ces réunions où, paraît-il, on ne dédaigne pas de faire un peu de libéralisme, on étend l'assistance aux cheminées du Roi (1), et Victor Hugo se prend d'une grande amitié pour le monarque dont il fera plus tard de nombreux éloges. Le poète ne cachait plus son ambition ; peu désireux d'affronter les luttes électorales, (il prétendra ne pas pouvoir payer le cens), il voudrait siéger au Luxembourg. Ses anciens amis, les libéraux avancés, le traitent de « renégat, mendiant de Pairie », puis l'ironie s'en mêle quand les années s'écoulent sans que cette ambition soit satisfaite.

La mort du duc d'Orléans avait privé Victor Hugo de son plus sûr appui, mais la duchesse, fidèle à ses amitiés, continuait de soutenir de son crédit ceux qu'aurait fait parvenir son mari. Et elle réussit enfin à faire nommer, le 13 avril 1845, anniversaire de la mort du prince, la « promotion du souvenir », qui comptait Victor Hugo et d'autres amis du duc d'Orléans.

Le Chancelier Pasquier avait jusqu'au bout protesté contre cette nomination ; nous avons déjà vu comment elle fut accueillie par certains. Louis-Philippe, profitant de ce que le général Hugo, père du poète, avait été créé par le Roi Joseph, en 1811, comte de Cologudo Cuentès y Siguenza, applique à Victor Hugo le titre de vicomte. La Chambre des Pairs était si décriée, dit Benoit-Guyod, que cette nomination parut un renoncement à tout ce qui faisait la gloire de Victor Hugo. Le terrible Armand Marrast écrivit dans *Le National* : « Le vicomte Hugo, Pair de France, venait ainsi venger lui-même toutes les injures que Monsieur Victor Hugo prodiguait depuis si longtemps à la démocratie ». Le journal *La Patrie* se contente d'adresser ses félicitations, non au nouveau promu, mais au Gouvernement « qui n'aura pas souvent la bonne fortune d'avoir à illustrer ses ordonnances de promotion par des noms comme celui du poète, que le public s'obstine à appeler Victor Hugo, en dépit de son titre de vicomte ». Et comme la promotion de Victor Hugo comprenait six noms, *Le Charivari*

(1) Georges Benoit-Guyot, op. cit.

notait : « Un bon choix contre cinq mauvais, le système n'est pas accoutumé à faire le bien dans cette proportion ». Charles Maurice, dans *Le Courrier des Théâtres*, se contenta innocemment d'annoncer : « Monsieur Victor Hugo est nommé Pair de France... Le Roi s'amuse » (1).

Il fut reçu à la Chambre des Pairs le 28 août 1845 et alla voisiner avec Montalembert et d'Alton-Shée ; il eut, à raison de cette nomination récente, d'humbles besognes à remplir au bureau dont il était vice-secrétaire comme le plus jeune : il était chargé de faire circuler l'urne ; il fut régulièrement nommé à la commission chargée d'examiner les projets de loi relatifs à la restauration des monuments historiques : amphithéâtre d'Arles, église Saint-Ouen de Rouen, château de Blois, cathédrale de Paris.

Poursuivant cette idée, qu'il trouvait majestueuse et profitable, Victor Hugo avait annoncé qu'il entrerait à la Chambre Haute « avec la dignité calme du penseur ». Malheureusement une aventure sans dignité devait lui rendre impossible cette attitude olympienne.

Une nuit, la femme du poète le vit entrer chez elle, se jeter à ses pieds, et l'entendit confesser une sottise aventure dont il demandait pardon. Il venait d'être surpris par un commissaire de police en flagrant délit d'adultère ; il était le complice de Madame Biard, femme d'un peintre en vogue. La coupable avait été incarcérée à la demande du mari, et le « penseur » n'avait échappé au même traitement qu'en excipant de sa qualité de Pair de France. Il implorait sa femme de l'aider à étouffer le scandale en intervenant elle-même auprès du mari outragé. Elle intervint et obtint que l'aventure n'eût pas de suite, moyennant l'entrée au couvent de l'épouse coupable et l'éloignement du poète pour un temps.

Mais on raconte que les choses n'allèrent pas aussi facilement ; que le peintre Biard avait déposé plainte à la Chambre des Pairs, seule compétente pour juger un de ses membres, et voulait absolument que la Cour des Pairs siégeât pour punir le poète. C'eût été là un précédent qui eût enrichi l'ouvrage du greffier Cauchy. Il ne

(1) Cité par A. Bellessort, Victor Hugo. Essai sur son œuvre.

fallut rien moins que l'intervention personnelle du Roi, qui, tant en raison de l'amitié très réelle qu'il portait à Victor Hugo, que parce qu'il voulait faire cesser les échos que suscitait cette grotesque affaire, apaisa l'amour propre du peintre par quelques commandes de tableaux et de fresques qu'il paya sur sa cassette personnelle.

Ce scandale ne facilita pas les débuts du grand homme à la Chambre Haute. Ses collègues lui battirent froid ; soucieux de dignité et de considération, ils en voulurent d'autant plus à Victor Hugo de les avoir quelque peu mêlés au ridicule de son aventure, que le nouveau promu arrivait auréolé d'une gloire qu'aucun d'entre eux n'avait jamais atteinte. Hugo le comprit et s'abstint longtemps de toute intervention ; il devait pourtant avoir encore à la mémoire sa lyrique apologie de Mirabeau auquel il avait prétendu s'identifier, à moins que déjà il ne cherchât le nouveau modèle auquel il aurait voulu qu'on l'assimilât. (M. de Lacretelle énumère à ce propos les personnages où Hugo trouve ses propres traits : Homère, Eschyle, Job, Isaïe, Saint Paul et... quelques autres « *mages* »).

Il prit la parole enfin à propos de l'occupation de Cracovie par l'Autriche ; il fut froidement accueilli car les conservateurs voyaient d'un mauvais œil les amis de la Pologne. Un vieil ami lui reprocha d'être « en démagogie pure, en plein jacobinisme ». Dans les affaires Lecomte et Joseph Henri, régicides, il tenta de s'élever contre le principe de la peine de mort. En 1847, il appuie une pétition de Jérôme Bonaparte, ancien Roi de Westphalie, désireux de rentrer en France avec sa famille ; il trouve quelques formules heureuses (oratoirement sinon politiquement) : « L'exil est une désignation à la Couronne, les exilés sont des en-cas ». Et après avoir demandé quels sont les crimes de Napoléon qui justifient l'ostracisme de toute sa famille, il termine ainsi : « Les crimes de Napoléon ? Messieurs, les voici : « C'est la religion relevée, c'est le Code civil rédigé, c'est la France augmentée au-delà même de ses frontières naturelles, c'est Marengo, Iéna, Wagram, Austerlitz ; c'est la plus magnifique dot de puissance et de gloire qu'un grand homme ait jamais apportée à une grande Nation ! » Le soir même, le Roi donnait l'autorisation sollicitée.

Ces discours, soigneusement composés, portaient assez mal ; peut-être le poète n'avait-il pas encore, comme l'en accuse M. de Lacretelle, un sens politique très juste ; demandant pour la Pologne un simple geste symbolique d'amitié, il oubliait que ce geste, accompli par un Ministre, était un fait politique et que c'est là un domaine où, surtout en politique étrangère, il n'y a pas de place pour le symbolisme.

Mais il ne dut qu'aux habitudes calmes des Pairs et à la longue accoutumance qu'ils avaient de subir des harangues éten- dues, de ne pas être plus violemment interrompu, lorsqu'à propos d'une demande d'un modeste crédit pour la réfection de la digue d'un petit port du littoral, il prétendit infliger à ses collègues un interminable discours sur la mer, la défense des côtes, la difficulté et l'intérêt de diriger les flots et les foules. Interrompu à maintes reprises par les manifestations d'impatience et d'ennui de la Cham- bre des Pairs, sollicité par le Chancelier d'abrégé, ou de serrer son sujet d'un peu plus près, il finit par abandonner la tribune sans avoir pu prononcer l'intégralité de son discours.

Il prit la parole pour la dernière fois lors de la discussion de l'adresse de 1848 pour protester contre le silence du discours de la Couronne sur les affaires d'Italie, et celui de l'adresse en réponse.

Le « Pair lyrique de France » (1) n'aimait pas, au déclin de sa vie, parler de ses années de Pairie ; devenu républicain, le souvenir de la Pairie le gênait quelque peu ; et pourtant, il avait si souvent varié dans ses attitudes politiques qu'un tel souvenir aurait pu le laisser calme ; il n'avait pas eu un rôle actif, et pourtant Montalembert le dépeindra en 1850 « flattant successive- ment tous les pouvoirs pour s'écarter d'eux dès qu'ils sont tombés ». Et, à l'Assemblée Nationale « il prit rarement la parole sans entendre aussitôt la majorité dénoncer ce qu'elle nommait ses apostasies, en lui rappelant avec ironie ses Odes légitimistes et son manteau de Pair orléaniste ».

Mais son court passage à la Chambre des Pairs l'avait fami-

(1) Armand Marrast, dans *Le National* (1846), cité par Bellessort, op. cit.

liarisé avec les mœurs et le langage parlementaires, et ce fut pour lui un stage qui ne resta pas inutile.

Il ne paraît pas avoir trouvé au Luxembourg de nombreux sujets d'admiration ; les anecdotes qu'il rapporte montrent qu'il considérait les Pairs comme des personnages sans grandeur qu'il paraît vouloir juger d'assez haut. Ainsi c'est avec un mépris à peine dissimulé qu'il relate l'observation suivante : on discutait le 23 avril 1847 une loi sur le remplacement militaire et l'article capital allait être abordé. Le duc de Nemours, fils du Roi, vint à la séance où se trouvaient quatre-vingt lieutenants-généraux qui, presque tous, estimaient l'article néfaste, et pourtant, tous se levèrent pour l'adopter, sous l'œil du duc de Nemours qui semblait les compter tous. Magistrats, membres de l'Institut, ambassadeurs, votèrent contre. Et Victor Hugo de dire à Frank-Carré son voisin : « C'est la lutte du courage civil et de la poltronnerie militaire ! »

Il s'étonne une autre fois de voir la Chambre empêcher par le tumulte le comte d'Alton-Shée de prononcer le nom seul de la « Convention » (1). Les coupe-papiers faisaient rage. Hugo eut alors, dit-il, envie de crier aux Pairs : « Vous faites là une séance de la Convention... Mais avec des couteaux de bois ! » Seule la crainte de s'aliéner les sympathies (?) de la Pairie, et de ne plus trouver son audience quand il voudrait parler sur un sujet important, l'empêcha d'intervenir.

Il semble bien, tant à travers les notes de Victor Hugo éditées sous le nom de « Choses Vues », que par le silence de son œuvre en ce qui concerne sa qualité de Pair de France, alors qu'il a copieusement disserté sur son rôle à l'Assemblée Nationale, que le poète dut faire figure assez modeste à la Chambre Haute. Sans passé politique, sans naissance, sans fortune, il ne devait pas apparaître à ses collègues comme susceptible d'être Pair ; la faveur royale, née d'un renom littéraire encore contesté par certains, et acquis par des audaces tapageuses qui paraissaient de mauvais goût à ces hommes d'âge (2) ne suffisait pas à leurs yeux pour faire du poète leur pair.

(1) Chambre des Pairs, séance du 14 janvier 1848, cité par V. Hugo, op. cit.

(2) de la Rochefoucauld-Doudeauville, Esquisses et portraits.

Ce qui peut étonner surtout, c'est que Victor Hugo, tant épris de popularité, ait désiré si vivement entrer dans une Assemblée, dont il est aujourd'hui classique de dire que sa férocité à l'égard du maréchal Ney, son indulgence aux Ministres de Charles X amnistiés en 1836, en avaient fait une chambre impopulaire composée « de vieillards, débris plus ou moins illustres de la Restauration, de l'Empire, de l'Ancien Régime » (1). La recherche que fit Victor Hugo de la dignité de Pair de France inclinerait à penser que cette opinion n'était pas partagée par les contemporains ; il est cependant curieux de constater que Saint Marc Girardin, dans sa brève mais substantielle étude de l'état de la Pairie parue en 1845, semble considérer que la nomination du poète et le désir qu'il en avait, sont tout à l'avantage de la Pairie, et qu'en somme elle « gagnait plus à avoir Victor Hugo que Victor Hugo ne gagnait à avoir la Pairie. »

(1) Georges Benoit-Guyod, *op. cit.*

L'histoire anecdotique ; les scandales

Hugo est en tout cas un des rares Pairs de France de Louis-Philippe qui ait laissé, sur les hommes qu'il rencontra au Luxembourg, des indications relatives à leur caractère, à leur tempérament, à leurs réflexes ; il n'a pas dédaigné non plus de noter quelques incidents qui éclairent d'un jour différent de celui que projettent les auteurs politiques, la vie quotidienne de la Chambre Haute et de ses membres.

On prétend qu'il y a lieu de se défier des anecdotes contées par le poète dans les différentes éditions de ses « Choses Vues » ; il semble, par ailleurs, qu'il n'ait pas beaucoup aimé parler de la période où il était Pair, mais il a cependant laissé quelques historiettes qui semblent fort plausibles. Ne seraient-elles pas parfaitement exactes, qu'elles auraient malgré tout l'intérêt de montrer aujourd'hui ce que la Pairie pouvait inspirer à un témoin direct, et comment un Victor Hugo mettait en scène ses collègues du Luxembourg.

Devenu Pair à quarante-cinq ans, il disait que lorsqu'il arrivait à la Chambre, son voisin de droite le gourmandait : « Jeune homme, vous êtes en retard. » Ce voisin était d'ailleurs Soult, maréchal de France quand le poète avait deux ans ; à sa gauche, Pontécoulant avait été juge de Louis XVI, et le Président Pasquier avait été le défenseur de Beaumarchais, dans le procès Goetzmann, vingt-cinq ans avant la naissance de Victor Hugo (1).

(1) Victor Hugo, op. cit.

Il nous montre également Frank-Carré, ancien Procureur Général de la Cour de Paris, envoyé à Rouen en disgrâce à cause de quelques maladresses et insuccès dans des procès politiques, promu Pair en compensation, et installé au Parlement de Rouen avec une pompe qui a frappé M. Rousselet. Ce magistrat réputé pour sa sévérité, fut, un jour, scandalisé par un prospectus de vin de champagne, signé du comte de Mareuil, Pair de France, et timbré du manteau de Pair et de la Couronne de comte avec les armes de Mareuil. Le Chancelier, alerté, avait dit : « Je n'y puis rien ! » — « Si un simple conseiller faisait chose pareille dans ma Cour, disait Frank-Carré, je pourrais pourtant quelque chose. J'assemblerais les Chambres et je le ferais admonester disciplinairement » (1).

D'Alton-Shée, avec un mépris amusé, raconte qu'il était un jour félicité discrètement dans les couloirs de la Chambre Haute, à l'abri des piliers du vestibule, pour un récent discours contraire aux désirs du Roi ; mais un des fils de Louis-Philippe étant brusquement survenu, les flatteurs s'éclipsèrent affolés, au grand amusement du prince qui félicita lui aussi l'orateur (2).

Enfin, la nomination de quelques rares plébéiens à la Pairie rendait encore plus facile l'anecdote satirique par le contraste qu'offraient le faste aristocratique et traditionnel de la dignité et la gaucherie de certains investis (3).

Les séances de la Chambre, malgré le formalisme et le souci de noblesse ou de grandeur qu'on y manifestait, à cause de cela peut-être, faisaient parfois sourire. Le langage était pompeux, les épithètes superlatives étaient de règle entre Pairs : « le noble », « l'illustre », le « savant Pair », ou « le très judicieux préopinant ». Ils imitaient, dit Marie Aycard, les grands modèles, Cicéron par exemple : « Si fortissimo viro dixissem... » « si j'avais à répondre

(1) Dans une autre anecdote, d'assez mauvais goût d'ailleurs, Victor Hugo raconte que Mérilhou, ancien Garde des Sceaux, s'étant endormi au Conseil des Ministres, avait répondu au collègue qui tentait de le tirer discrètement de sa somnolence : « Finis donc, Sophie, tu me chatouilles ! »

(2) D'Alton-Shée, op. cit. t. 2, p. 118.

(3) Villemain passait pour être plus que négligé dans sa mise.

à l'illustre maréchal... » Et l'archevêque de Paris, quand il est cité à la Chambre, est toujours « cet éminent et vénérable prélat », comme le prêtre romain était « clarissimus amplissimusque Pontifex maximus ». Le public s'en gaussait.

Quelques scandales (1) plus ou moins dramatiques, n'augmentèrent pas la vénération dont certains Pairs auraient voulu se voir entourés :

C'est Mortier, qui, après deux tentatives de meurtre sur sa femme, tient tête à la police chez lui, armé d'un rasoir, ses deux enfants en bas âge, terrorisés, réfugiés sous des meubles. Le Chancelier Pasquier parvient enfin à calmer le furieux. Le même jour, le comte Bresson, ambassadeur à Naples, Grand Croix de la Légion d'Honneur, se suicidait.

C'est le procès de Teste et du général Despans-Cubières, convaincus d'avoir vendu leur influence, Teste étant Ministre des Travaux Publics pour faire obtenir la concession d'un gisement de sel gemme à la Société des Mines de Gouhenans, dont Cubières était administrateur. C'était l'occasion de rappeler que le général intervenait fréquemment dans les débats relatifs aux concessions de lignes de chemins de fer, ne craignait pas de reprocher aux Ministres de faire intervenir la politique dans les questions industrielles, et de blâmer l'immoralité de ce procédé « d'agiotage » ; on se souvenait que c'était Teste qui avait fait construire les locaux du Luxembourg qui lui servaient de prison, et cela quand il était Ministre des Travaux Publics ; on constatait qu'il était le premier ministre à y être incarcéré et l'on racontait que, lorsqu'il abandonna toute velléité de défense, il réclama comme lecture les dernières livraisons du roman en vogue : « le Comte de Monte-Cristo », où se trouve décrite la séance de la Chambre des Pairs au cours de laquelle un des personnages, le comte de Morcerf, Pair de France, se voit publiquement déshonoré ; Victor Hugo prétend que huit jours avant son arrestation, l'ancien ministre, dans une conversation sur la réforme du Code pénal, blâmait les idées libérales (?) du poète, et déclarait : « Sans les peines capitales et infamantes, il n'y a plus de société ».

(1) Voir supra, p. 83.

Le scandale des mines de Gouhenans à peine clos par l'arrêt de la Cour des Pairs, c'est l'atroce affaire de Choiseul-Praslin, encore inexpliquée. La duchesse hideusement massacrée à coups de couteau par son mari, et l'on colporte les répugnants détails du crime, les traînées de sang à travers l'appartement, les marques, les empreintes des mains ruisselantes de la victime sur les murs, les rideaux, les cordons de sonnette. L'affaire est judiciairement close par le suicide du duc, et la Chambre Haute devra se défendre de n'avoir pas fait arrêter le duc de Choiseul-Praslin (1).

Enfin, le 29 août 1847, le prince d'Eckmül était arrêté comme vagabond et enfermé comme fou, après avoir donné des coups de couteau à sa maîtresse.

Mais déjà, dès avant ces drames successifs, le 5 juin 1847, les Pairs s'étaient vus mêler par la foule à tous ceux qu'elle jugeait responsables des fautes du régime, et leurs équipages, se rendant à la fête donnée à Vincennes par le duc de Montpensier, avaient été, comme ceux des courtisans et de tous les officiels, couverts par le peuple de huées, de boue et de crachats, au cri de : « A bas les voleurs ».

La fin de la Pairie

Ainsi insultés, parfois, lors des procès politiques, jusque dans leur Palais, par les républicains, par les bonapartistes, reniés par les légitimistes, abandonnés par le Roi, politiquement méprisés par les ministères et par la Chambre des Députés, les Pairs de France, faits pour obéir et non pour commander à la Nation (2), sentant toujours peser sur eux la main de leurs supérieurs d'autrefois, laissèrent aussi passivement se faire la Révolution de 1848 que leurs devanciers, nombreux encore en leur sein, avaient laissé s'accomplir celle de 1830.

On a dit qu'ils décidèrent stoïquement d'attendre sur leur siège que l'émeute vînt leur arracher leur dignité et leurs fonctions, mais

(1) Voir supra, p. 85.

(2) Sommain, op. cit.

que, quarante-huit heures plus tard, les événements continuant à se dérouler sans que personne, d'aucun parti, se fût inquiété du Luxembourg, ils se dispersèrent d'eux-mêmes sans plus insister. Si l'anecdote est plausible et correspond, à notre avis, aux réflexes qu'on pouvait espérer de la Pairie, nous n'avons pu en découvrir que des éléments partiels.

Le *Moniteur* indique que le 24 février 1848, le Chancelier déclara : « Le Ministère précédent n'existe plus ; il n'y a plus rien dont je puisse entretenir la Chambre ». Le baron Maurice Duval demanda alors que la Chambre « reste en séance dans une espèce de permanence ». La séance fut en effet suspendue, et non levée, vers deux heures. A cinq heures, trois Pairs étant allés au Palais Bourbon pour informer les Députés que leurs collègues du Luxembourg restaient assemblés, rapportèrent que la Chambre des Députés n'était plus en séance ; on attendit encore la Duchesse d'Orléans et son fils, dont l'arrivée avait été annoncée. En désespoir de cause, le Chancelier reprit la séance pour prononcer la phrase traditionnelle des crises politiques : « J'ai l'honneur de proposer à la Chambre de lever la séance. Elle sera informée quand une nouvelle réunion pourra avoir lieu ».

Selon Sommain (1), certains Pairs ne s'illusionnaient pas. Le comte Molé serait arrivé ce jour-là très inquiet. « Savez-vous ce qui se passe ? » demande-t-il à Monsieur de Saint-Priest, « les insurgés ont envahi la Chambre des Députés et l'ont chassée à coups de fusil ; je crains bien qu'ils viennent nous chasser à coups de pied ! — Vous vous flattez ! ils ne viendront même pas », répondit Monsieur de Saint-Priest.

Quelque temps après, le Palais du Luxembourg était affecté aux travaux de l'organisme qui devint par ce choix « la Commission du Luxembourg ».

Quelqu'un grava dans le tiroir de Guizot : « La royauté est abolie ! Vive Louis Blanc » (2).

Ainsi disparut, dans l'indifférence générale, cette institution que seuls les sarcasmes, l'ironie ou l'injure tiraient parfois de l'oubli où

(1) Sommain, op. cit.

(2) Victor Hugo, op. cit.

elle se complaisait. Fantôme constitutionnel, elle fut le dernier essai d'organisation du privilège de légiférer conféré à une « classe » ; douée de moyens politiques suffisants, la Pairie n'a pas su s'en servir parce que ses membres ne concevaient pas une action politique, sinon contraire, au moins différente de celle du pouvoir qui les nommait. Ces hommes qui, naguère, avaient parfois osé la faible résistance que pouvaient permettre les rares armes laissées par l'Empereur en d'autres mains que les siennes ; qui avaient, sous la Restauration, couru les risques du libéralisme ; qui souvent, à travers les régimes successifs, se faisaient, de l'opposition au pouvoir existant, une garantie envers le pouvoir à venir, semblèrent enfin à tout jamais fixés dans un loyalisme admiratif. Ils devaient à la Monarchie de Juillet moins qu'ils ne devaient à l'Empire ; ils en avaient moins à craindre que de la Restauration ; cependant, cette moindre crainte et cette moindre gratitude leur imposèrent une plus grande soumission.

Il leur manquait maintenant la jeunesse et un idéal.

VU,
Le Doyen de la Faculté :
EDGAR ALLIX.

Le Président de la thèse :
Vu, bon à imprimer,
JOSEPH BARTHÉLEMY.

Vu et permis d'imprimer,
Le Recteur de l'Académie de Paris :
ROUSSY.

ANNEXE I ⁽¹⁾

Liste alphabétique et biographique des Pairs de la Monarchie de Juillet ⁽²⁾

NOMS ⁽³⁾	Date de naissance	Date du décès	Date de la nomination	Date de l'admission à titre hérédit.	N° des autres listes où ils figurent
ABANCOURT (Vicomte Harmand d') ...	23.8.1774	22.3.1850	3.10.1837		II
ABOVILLE (Alphonse, comte d')	28.6.1818			20.7.1844	V
ABRIAL (André, comte)	5.12.1783	26.12.1840		14.2.1829	IV
ACHARD (Jacques, baron)	14.10.1778	5.1.1865	15.4.1845		II
ALBUFÉRA (Louis Napoléon Suchet, duc d')	23.5.1813	22.7.1877		2.6.1838	V
ALIGRE (Etienne, marquis d')	20.2.1770	11.5.1847	17.8.1815		III
ALLENT (Pierre, chevalier)	9.8.1772	6.7.1837	11.10.1832		II
ALTON-SHÉE de Lignières (Edouard, comte d')	1.6.1810	22.5.1874		26.1.1836	V
AMBRUGEAC (Louis de Valon, comte d')	6.10.1771	25.3.1844	23.12.1823		III
ANDIGNÉ (Henri, marquis d')	10.11.1821	7.4.1895		11.3.1847	V
ANDIGNÉ DE LA BLANCHAYE (Paul, marquis d')	5.5.1763	17.2.1857	3.10.1837		II
ANGOSSE (Pierre, marquis d')	4.10.1774	20.12.1835	5.3.1819		III
ANGOSSE (Claude, comte d')	14.5.1779	13.9.1838	3.10.1837		II
ANGOSSE (Armand, marquis d')	27.2.1776	8.6.1852	19.7.1845		II
ANISSON-DUPERRON (Alexandre)	27.10.1776	2.9.1852	19.7.1845		II
ANTHOVARD (Charles, comte d')	7.4.1773	14.3.1852	19.11.1831		II

(1) Les indications contenues dans cette table ont été recueillies en majeure partie dans l'ouvrage de M. de Brotonne (Les Sénateurs du Consulat et de l'Empire), dans le Dictionnaire des Parlementaires français et dans les Archives parlementaires.

(2) Cette liste ne comporte pas les noms de ceux qui ne satisfirent pas à la loi du 30 août 1830 ni les noms de ceux qui démissionnèrent après la loi du 29 décembre 1831.

(3) * Ancien Pair des 100 jours.

** Ancien Sénateur de l'Empire.

NOMS	Date de naissance	Date du décès	Date de la nomination	Date de l'admission à titre hérédit.	N° des autres listes où ils figurent
ARAGON (Jean de Bancalis de Maurel, marquis d')	5.8.1763	6.1.1848	5.3.1819		III
ARAMON (Pierre de Sauvan, marquis d')	11.3.1768	26.1.1858	5.3.1819		III
ARGOUT (Antoine, comte d')	28.8.1782	15.1.1858	5.3.1819		III
ASTORG (Alexandre, comte d')	5.1.1787	29.4.1852		13.5.1834	V
ATTHALIN (Louis, baron)	22.6.1784	3.9.1856	11.10.1832		II
AUBERNON (Joseph-Victor)	28.11.1783	29.10.1851	11.10.1832		II
AUBERT (Marie-Honoré)	5.10.1765	18.4.1845	7.11.1839		II
AUBUSSON DE LA FEUILLADE (comte d')*	11.1.1765	7.3.1848	19.11.1831		II
AUDENARDE (Charles, comte de La- laing d')	13.11.1779	4.3.1859	3.10.1837		II
AUDIFFRET (Charles, marquis d')	10.10.1787	19.4.1878	3.10.1837		II
AUMONT (Louis de Piennes, duc d') ...	7.9.1762	9.7.1831	17.8.1815		III
AUTICHAMP (Charles de Beaumont, comte d')	8.8.1770	6.10.1859	17.8.1815		III
AUX-LALLY (Henri Patron d'Aux de Lescout, marquis d')	31.8.1782	7.3.1870		13.11.1830	IV
AYMARD (Antoine, baron)	13.10.1773	20.4.1861	30.9.1834		II
BAILLIOT (Claude)	12.8.1777	15.12.1836	15.4.1834		II
BARANTE (Prosper Bruguière, baron de)	10.6.1782	21.11.1866	5.3.1819		III
BARBE-MARBOIS (voir Marbois)					
BARRET (Henri)	23.6.1789	18.3.1875	4.7.1846		II
BARTHE (Félix)	28.7.1795	27.1.1863	4.4.1834		II
BARTHÉLÉMY (Antoine, marquis de) ...	16.11.1800	6.2.1875		27.9.1830	IV
BASSANO (Bernard Maret, duc de)* ...	22.7.1763	13.5.1839	19.11.1831		II
BASTARD D'ESTANG (Dominique, comte de)	31.10.1783	23.1.1844	5.3.1819		III
BAUDRAND (Henri, comte)	21.8.1774	7.9.1848	11.10.1832		II
BAUFFREMONT (Alexandre, prince duc de) *	27.4.1773	22.12.1833	17.8.1815		III
BEAUJOUR (Félix, baron de)	28.12.1765	1.7.1836	11.9.1835		II
BEAUMONT (Louis de la Bonninière, comte de)	22.3.1808	27.9.1877		6.5.1833	V
BEAUVEAU (Marc-Etienne, prince de) *	22.9.1773	28.1.1849	19.11.1831		II

NOMS	Date de naissance	Date du décès	Date de la nomination	Date de l'admission à titre hérédit.	N° des autres listes où ils figurent
BEKER (Nicolas, comte)	14.1.1770	18.11.1840	5.3.1819		III
BELBEUF (Joseph Godart, marquis de)	20.10.1791	16.2.1872	3.10.1837		II
BELLEMARE (François de)	19.3.1773	13.4.1858	11.9.1835		II
BELLIARD (Daniel, comte) *	25.5.1769	28.1.1832	5.3.1819		III
BELLUNE (Victor Perrin, maréchal duc de)	6.12.1764	1.3.1841	17.8.1815		III
BÉRENGER (Raymond, comte de)	20.11.1774	25.2.1849	5.3.1819		III
BÉRENGER (Jean, comte)	8.4.1767	4.4.1850	14.10.1832		II
BÉRENGER DE LA DROME (Alphonse) ...	31.5.1785	9.3.1866	7.11.1839		II
BERGERET (Jacques)	19.5.1771	29.8.1857	25.12.1841		II
BERNARD (Simon, baron)	28.4.1779	5.11.1839	10.11.1834		II
BERTHEZÈNE (Pierre, baron)	24.3.1775	9.10.1847	14.10.1832		II
BERTIN DE VEAUX (Louis-François) ...	18.8.1771	23.4.1842	14.10.1832		II
BERTIN DE VEAUX (Auguste)	26.5.1799	3.9.1879	15.4.1845		II VI B
BESSIÈRES (Julien)	30.7.1777	30.7.1840	3.10.1837		II
BESSON (Louis-Edouard)	9.6.1783	19.1.1865	14.10.1832		II
BÉTHISY (Alfred, marquis de)	10.3.1815	7.2.1881		8.1.1846	V
BEUGNOT (Auguste, comte)	25.3.1797	15.3.1865	25.12.1841		II
BIGNON (Louis, baron)	3.1.1771	6.1.1841	3.10.1837		II
BIRON (Armand de Gontaut, marquis de)	11.9.1771	18.3.1851	17.8.1815		III
BOISGELIN (Alexandre, marquis de) ...	14.4.1770	21.6.1831		19.5.1827	IV
BOISGELIN (Edouard, marquis de) ...	17.10.1801	2.1.1866		31.8.1831	IV
BOISLECOMTE (Charles, comte de) ...	23.1.1796	9.3.1863	19.4.1845		II
BOISSEL DE MONVILLE (Thomas, baron)	1.8.1763	7.4.1832	17.8.1815		III
BOISSY DU COUDRAY (Hilaire, marquis de)	23.2.1765	28.6.1840	17.8.1815		III
BOISSY DU COUDRAY (Etienne, marquis de)	5.5.1798	26.9.1866	7.11.1839		II VI A
BOISSY D'ANGLAS (François, comte) ...	23.2.1781	12.10.1850		5.1.1827	IV
BONDY (Pierre Taillepie, comte de)...	7.10.1766	11.1.1847	19.11.1831		II
BONDY (François Taillepie, vicomte de)	23.4.1802	27.11.1890	25.12.1841		II VI A
BONET (Jean, comte)	8.8.1768	23.11.1857	19.11.1831		II
BONNEMAINS (Pierre, vicomte)	13.9.1773	9.11.1859	14.8.1845		II

NOMS	Date de naissance	Date du décès	Date de la nomination	Date de l'admission à titre hérédit.	N° des autres listes où ils figurent
BORDESSOULLE (Etienne Tardif de Pom- meroux, comte de)	4.4.1771	3.10.1837	9.10.1823		III
BORRELLI (Charles, vicomte)	20.12.1771	22.9.1849	7.11.1839		II
BOULLET (Charles)	5.4.1792	10.12.1858	25.12.1841		II
BOURDEAU (Pierre)	18.3.1770	11.7.1845	3.10.1837		II
BOURGOING (Paul, baron de)	19.12.1791	16.8.1864	25.12.1841		II
BOURKE (Jean, comte)	12.8.1772	29.8.1847	9.10.1823		III
BOYER (Pierre Joseph)	14.11.1754	24.2.1853	11.10.1832		II
BRANCAS (Louis Bufile, duc de)	12.5.1772	2.5.1852		12.4.1825	IV
BRAYER (Michel, baron) *	21.12.1769	28.11.1848	11.10.1832		II
BRESSON (Charles, comte)	27.3.1798	2.11.1847	6.5.1837		II
BRETEUIL (Emile Le Tonnelier, comte de)	29.3.1781	3.6.1864	23.12.1823		III
BREZÉ (Scipion, marquis de Dreux) ...	4.12.1793	21.11.1845		4.4.1829	IV
BRIGODE (Romain, baron de)	27.2.1775	5.8.1854	3.10.1837		II
BRISAC (Augustin de Cossé, duc de) ...	13.1.1775	8.4.1848	4.6.1814		III
BROGLIE (Charles, duc de)	28.11.1785	25.1.1870	4.6.1814		III
BRUN DE VILLERET (Pierre, baron) ...	3.2.1773	11.2.1845	11.9.1835		II
BUCHET (François, baron)	16.4.1777	3.10.1868	19.7.1845		II
BUSSIÈRE (Jules Renouard, baron de)	13.7.1804	23.11.1888	25.12.1841		II
CADORE (Jean - Baptiste Nompère de Champagny, duc de) * **	4.8.1756	3.7.1834	5.3.1819		III
CADORE (Louis Nompère de Champa- gny, duc de)	12.6.1796	27.1.1870	11.9.1835		II VI B
CAFFARELLI (Auguste, comte) *	7.10.1766	23.1.1849	19.11.1831		II
CAMBACÈRES (Hubert de)	20.9.1798	12.7.1881	11.9.1835		II
CAMBIS D'ORSAN (Auguste, marquis de)	11.7.1781	13.10.1860	3.10.1837		II
CAMBON (Alexandre, baron de)	23.9.1771	22.5.1837	11.9.1835		II
CAMPREDON (Jacques, baron de)	13.1.1761	11.4.1837	11.9.1835		II
CANOUVILLE (Antoine, comte de)	7.7.1763	18.12.1834	11.10.1832		II
CANSON (Barthélemy de Barou)	5.5.1774	11.10.1859	11.10.1832		II
CARAMAN (Louis de Riquet, duc de) ...	24.12.1762	25.12.1839	17.8.1815		III
CASSAIGNOLLES (Jean-Marie)	6.9.1753	25.8.1838	7.6.1833		II

NOMS	Date de naissance	Date du décès	Date de la nomination	Date de l'admission à titre hérédit.	N° des autres listes où ils figurent
CASSINI (Gabriel, vicomte de)	9.5.1781	16.4.1832	19.11.1831		II
CASTELLANE (André, marquis de)	4.8.1758	21.2.1837	17.8.1815		III
CASTELLANE (Esprit, comte de)	21.3.1788	16.9.1862	3.10.1837		II VI B
CASTRIES (Armand de la Croix, duc de)	23.5.1756	19.1.1842	4.6.1814		III
CATELAN (Jean de Caumont, marquis de)	11.4.1759	13.4.1838	5.3.1819		III
CAUX (Louis de Blacquetot, vicomte de)	23.5.1775	6.6.1845	11.10.1832		II
CAVAIGNAC (Jacques, vicomte)	11.2.1773	23.1.1855	7.11.1839		II
CAYLA (Antoine de Baschi, comte du)	17.2.1775	14.8.1851		16.6.1826	IV
CESSAC (Jean Lacuée, comte de)	4.9.1752	14.6.1841	19.11.1831		II
CHABRILLAN (Victor Guigues de More- ton, comte de)	4.10.1800	10.3.1871		14.6.1827	IV
CHABROL DE CROUZOL (Jean, comte de)	16.11.1771	7.10.1836	23.12.1823		III
CHALAIS (Charles, duc de Talleyrand- Périgord, prince de)	8.1.1788	8.6.1879		9.4.1829	IV
CHANALEILLES (Charles, marquis de) ...	25.3.1767	21.8.1845	3.10.1837		II
CHAPTAL (Jean, comte de Chante- loup) * **	4.6.1756	29.7.1832	5.3.1819		III
CHARBONNEL (Joseph, comte)	24.3.1775	10.3.1846	25.12.1841		II
CHASSELOUP-LAUBAT (François, marquis de) **	18.8.1754	6.10.1833	4.6.1814		III
CHASTELIER (Isidore de)	18.7.1775	10.7.1861	25.12.1841		II
CHASTELLUX (Philippe, comte de)	20.2.1789	2.10.1856	4.5.1845		II
CHASTENAY-LANTY (Henri, comte de)...	8.7.1772	5.5.1834	11.10.1832		II
CHEVANDIER (Jean)	23.7.1781	6.10.1865	3.10.1837		II
CHEVREUSE (Paul d'Albert de Luynes, duc de)	16.10.1783	20.3.1839	4.6.1814		III
CHOISEUL (Charles, duc de)	26.8.1760	1.12.1838	4.6.1814		III
CHOISEUL-GOUFFIER (Antoine, comte de)	13.12.1773	4.11.1840		13.3.1819	IV
CHOLET (Jules, comte)	25.3.1798	7.12.1884		4.1.1827	IV
CLAPARÈDE (Michel, comte)	28.8.1770	23.10.1842	5.3.1819		III
CLÉMENT DE RIS (Louis, comte)	26.6.1782	28.10.1837		26.3.1828	IV
CLERMONT-TONNERRE (Jules, duc de).	9.8.1769	14.4.1837	4.6.1814		III
COIGNY (Gustave de Franquetot, duc de)	4.9.1788	1.5.1865		24.6.1821	IV

NOMS	Date de naissance	Date du décès	Date de la nomination	Date de l'admission à titre hérédit.	N° des autres listes où ils figurent
COISLIN (Pierre du Cambout, marquis de)	12.2.1769	9.7.1837	23.12.1823		III
COLBERT (Edouard, comte de)	18.10.1774	28.12.1853	11.10.1832		II
COMPANS (Jean, comte de)	26.6.1769	10.11.1845	17.8.1815		III
CONGLIANO (Adrien Jeannot de Moncey, duc de) *	31.7.1754	20.4.1842	5.3.1819		III
CONTADES (Gaspard, comte de)	12.3.1758	9.11.1834	17.8.1815		III
CORBINEAU (Jean-Baptiste, comte) ...	1.8.1776	17.12.1848	11.9.1835		II
CORDIER (Pierre)	31.3.1777	30.3.1861	7.11.1839		II
CORDOUE (Louis, marquis de)	22.6.1776	30.11.1849	11.9.1835		II
CORNET (Mathieu, comte de) **	19.4.1750	1.5.1832	4.6.1814		III
CORNUDET (Joseph, comte) * **	15.9.1755	13.9.1834	5.3.1819		III
CORNUDET (Etienne, comte)	10.2.1795	2.12.1870	4.7.1846		II-VI B
COURTARVEL-PEZÉ (Claude, comte de) ..	1.4.1761	15.5.1849	23.12.1823		III
COUSIN (Victor)	28.11.1792	13.1.1867	11.10.1832		II
CRILLON (Rodrigue Berton des Balbes, duc de)	15.12.1782	22.4.1870		26.2.1820	IV
CRILLON (Prosper Berton des Balbes, marquis de)	30.7.1784	4.3.1869		11.7.1829	IV
CROIX (Charles, marquis de) * ** (1) ..	15.10.1760	10.4.1832	4.6.1814		III
CROUSEILHES (Jean-Pierre Dombidau, baron de)	11.7.1792	19.2.1861	4.5.1845		II
CRUSSOL d'UZÈS (Adrien, duc de)	15.11.1778	1.4.1837		8.12.1830	IV
CURIAL (Joseph, comte)	9.1.1809	22.9.1861		23.3.1835	V
CUVIER (Jean-Frédéric, baron)	22.8.1769	13.5.1832	19.11.1831		II
DALBERG (Joseph Héribert, duc de) ...	31.5.1773	27.4.1833	17.8.1815		III
DALMATIE (Nicolas Soult, duc de) * ...	29.3.1769	26.11.1851	13.8.1830		II
DAMPIERRE (Pierre Picot, marquis de) ..	29.6.1779	23.12.1871	5.3.1819		III
DAMRÉMONT (Charles, comte Denys de) ..	8.2.1783	12.10.1837	11.9.1835		II
DARRIULE (Jean, baron)	16.11.1774	5.9.1850	3.10.1837		II
DARU (Napoléon, comte)	11.6.1807	20.2.1890		2.1.1833	V
DAUNANT (Jules, baron de)	9.1.1786	21.9.1867	3.10.1837		II

(1) N'a pas siégé dans la Chambre des 100 jours.

NOMS	Date de naissance	Date du décès	Date de la nomination	Date de l'admission à titre hérédit.	N° des autres listes où ils figurent
DAUNOU (Pierre)	18.8.1761	20.6.1840	7.11.1839		II
DAVILLIER (Jean, baron)	3.11.1758	18.10.1848	19.11.1831		II
DAVOUS (François, comte)	30.7.1778	15.4.1842		25.1.1825	IV
DECAZES (Elie, duc)	28.9.1780	24.10.1860	31.1.1818		III
DEFFAUDIS (Antoine, baron)	21.10.1786	26.3.1869	4.5.1845		II
DEFOREST DE QUARTDEVILLE (Eugène) ...	22.6.1762	16.8.1839	3.10.1837		II
DEJEAN (Pierre, comte)	10.8.1780	17.3.1845		14.6.1824	IV
DELESSERT (Abraham)	17.3.1786	29.1.1858	28.3.1844		II
DELORT (Jacques, baron)	16.11.1773	28.3.1846	3.10.1837		II
DEPONTHON (Charles, baron)	26.8.1777	25.8.1849	4.7.1846		II
DEPANS-CUBIÈRES (Amédée)	4.3.1786	6.8.1853	7.11.1839		II VIII B
DESTUTT DE TRACY (Antonin, comte) **	20.7.1754	9.3.1836	4.6.1814		III
DESROIS (Etienne, comte)	31.5.1788	1.6.1868	11.10.1832		II
DEVAINES (Jean-Marie)	9.3.1770	24.2.1840	11.10.1832		II
DODE DE LA BRUNERIE (Guillaume, vicomte)	30.4.1775	1.3.1851	23.12.1823		III
DOGUEREAU (Louis, baron)	12.7.1777	19.8.1856	14.8.1845		II
DROUOT (1) (Antoine, comte)	11.1.1774	24.3.1847	19.11.1831		II. X
DUBOUCHAGE (Gabriel de Gratet, vi- comte)	8.6.1777	11.2.1872	23.12.1823		III
DURRETON (Jean-Louis, baron)	18.1.1773	25.5.1855	5.3.1819		III
DUCHATTEL (Charles Nicolas, comte) ..	29.5.1751	24.9.1844	25.1.1833		II
DUCHATTEL (Joseph, vicomte)	5.8.1804	3.1.1884	4.5.1845		II. VI B
DUMAS (Mathieu, comte)	23.11.1753	16.10.1837	19.11.1831		II
DU MONCEL (Alexandre, comte)	6.12.1784	20.10.1861	4.7.1846		II
DUPERRÉ (Victor, baron)	20.2.1775	2.11.1846	13.8.1830		II
DUPIN (Pierre-Charles, baron)	6.10.1784	18.1.1873	3.10.1837		II
DUPLEIX DE MÉZY (Charles)	3.12.1766	6.1.1835	11.10.1832		II
DUPONT-DELPORTE (Henri, baron) ...	8.2.1783	1.9.1854	7.3.1839		II
DUPUY (André, comte) **	13.6.1756	6.1.1832	4.6.1814		III
DURFORT (Etienne, comte de)	3.10.1753	2.3.1839	17.8.1815		III
DUROSNEI (Antoine, comte) *	9.11.1771	5.2.1849	3.10.1837		II

(1) N'a pas accepté la nomination.

NOMS	Date de naissance	Date du décès	Date de la nomination	Date de l'admission à titre hérédit.	N° des autres listes où ils figurent
DURRIEU (Antoine, baron)	20.7.1775	7.4.1862	14.8.1845		II
DUTAILLIS (Adrien Ramond du Bosc), comte)	12.11.1760	4.2.1851	11.10.1832		II
DUVAL (Maurice, baron)	11.7.1778	14.10.1861	11.10.1832		II
ECKMUHL (Louis Davout, prince d')...	6.11.1811	13.8.1853		29.3.1836	V
ECQUEVILLY (François Hennequin, mar- quis d')	1.10.1747	19.9.1830	17.8.1815		III
ELCHINGEN (Joseph Ney, prince de la Moskowa, duc d')	8.5.1803	25.7.1857	19.11.1831		II
EMÉRIAU (Julien, comte) *	20.10.1762	2.2.1845	19.11.1831		II
EMMERY (Claude, comte)	27.8.1783	5.12.1839		17.4.1824	IV
ERLON (Jean-Baptiste Drouet, comte)*	20.7.1765	25.1.1844	19.11.1831		II
ESCAIRAC DE LAUTURE (Léonce, mar- quis d')	19.2.1786	12.2.1867	3.10.1837		II
ETIENNE (Charles)	5.1.1777	13.3.1835	7.11.1839		II
EXELMANS (Rémy, comte) *	12.11.1775	10.7.1852	19.11.1831		II
FABRE de l'Aude (Jean-Pierre, comte) * * *	8.12.1755	6.7.1832	19.11.1819		III
FABVIER (Charles, baron)	10.12.1782	15.9.1855	23.9.1845		II
FAURE (Joseph-Félix)	18.5.1780	28.1.1859	11.10.1832		II
FERRIER (Auguste)	13.4.1777	11.1.1861	25.12.1841		II
FEUTRIER (Jean)	3.7.1787	21.6.1861	11.9.1835		II
FÉZENSAC (Joseph de Montesquiou, duc de)	26.2.1784	18.11.1867	11.10.1832		II
FLAHAUT DE LA BILLARDERIE (Joseph, comte de) *	21.4.1785	1.9.1871	19.11.1831		II
FLAVIGNY (Charles, vicomte de)	3.12.1799	7.10.1873	25.12.1841		II
FLOURENS (Jean-Pierre)	13.4.1794	6.12.1867	4.7.1846		II
FOY (Fernand, comte)	20.6.1815	1.11.1871	19.11.1831		II
FRANÇAIS DE NANTES (Antoine, comte)	17.1.1756	7.3.1836	19.11.1831		II
FRANCK-CARRÉ (Emile)	21.9.1800	23.6.1862	25.12.1841		II
FRÉTEAU DE PÉNY (Emmanuel, baron)	5.11.1775	9.7.1855	11.9.1835		II
FRÉVILLE (Maximilien Villot, baron de)	6.3.1773	7.12.1847	11.10.1832		II
FULCHIRON (Jean-Claude)	21.7.1774	22.3.1859	14.8.1845		II

NOMS	Date de naissance	Date du décès	Date de la nomination	Date de l'admission à titre hérédit.	N° des autres listes où ils figurent
GABRIAC (Ernest de Cadoine, marquis de)	1.3.1792	11.6.1865	20.7.1841		II
GASCO (Bernard)	12.9.1786	9.4.1870	25.12.1841		II
GASPARIN (Pierre, comte de)	29.6.1783	7.9.1862	19.4.1834		II
GAUTIER (Jean)	6.10.1781	30.1.1858	11.10.1832		II
GAY-LUSSAC (Joseph-Louis)	6.12.1778	9.5.1850	7.3.1839		II
GAZAN DE LA PEYRIÈRE (Maxime, comte) *	29.10.1765	9.4.1845	19.11.1831		II
GÉRANDO (Joseph Mottet, baron de)...	29.2.1772	10.11.1842	3.10.1837		II
GÉRARD (Etienne, comte) **	4.4.1773	17.4.1852	11.10.1832		II
GERMAIN DE MONTFORTON (Albert, comte)	5.8.1815	22.9.1883		13.1.1842	V
GERMINY (Charles Lebègue, comte de)	26.7.1778	17.3.1843	5.3.1819		III
GILBERT DE VOISINS (Alexandre, comte)*	23.4.1773	20.4.1843	19.11.1831		II
GIRARD (David)	16.11.1793	25.4.1881	4.5.1845		II
GIROD DE L'AIN (Amédée, baron)	18.10.1781	27.12.1847	11.10.1832		II
GIROT DE LANGLADE (Henri, baron) ...	16.11.1782	14.4.1856	14.8.1845		II
GOURGAUD (Gaspard, baron)	14.11.1783	25.7.1852	25.12.1841		II
GOUVION SAINT-CYR (François, marquis de)	30.12.1815			23.4.1841	V
GRAMONT (Antoine, duc de)	17.8.1755	28.8.1836	4.6.1814		III
GRAMONT-CADEROUSSE (Emmanuel, duc de)	25.6.1783	25.10.1841	19.11.1831		II
GRAMONT D'ASTER (Stanislas, comte de)	8.3.1814	11.1.1885		16.4.1839	V
GRAVIER (Joseph)	3.9.1784	8.3.1850	4.7.1846		II
GREFFULHE (Charles, comte de)	9.2.1814	27.9.1888		16.4.1839	V
GRENIER (Jean, baron)	16.12.1753	30.1.1841	11.10.1832		II
GRIVEL (Jean-Baptiste)	29.8.1778	10.9.1869	6.4.1845		II
GROUCHY (Emmanuel, marquis de) °.	23.10.1766	29.5.1847	11.10.1832		II
GUÉHÉNEUC (François, comte) **	4.6.1759	28.9.1840	7.11.1832		II
GUESTIER (François)	16.3.1793	16.3.1874	4.5.1845		II
GUILLEMINOT (Armand)	2.3.1774	14.3.1840	9.10.1823		III
HALGAN (Emmanuel)	31.12.1771	20.4.1852	3.10.1837		II
HAM (François Jacqueminot, comte de)	3.10.1781	10.6.1861	7.11.1832		II
HARCOURT (Bernard, marquis d')	4.11.1808	30.9.1883		9.3.1842	V

NOMS	Date de naissance	Date du décès	Date de la nomination	Date de l'admission à titre hérédit.	N° des autres listes où ils figurent
HARCOURT (Gabriel, duc d')	22.8.1786	2.5.1865	3.10.1837		II
HARISPE (Jean, comte)	7.12.1768	26.5.1855	18.12.1835		II
HARLÉ D'OPHOVE (Eugène)	4.2.1790	7.2.1865	12.7.1846		II
HARTMANN (Frédéric)	19.10.1772	1.5.1861	14.8.1845		II
HAUBERSART (Joseph, comte d')	22.1.1771	4.4.1855		17.4.1824	IV
HAUSSONVILLE (Bernard de Cléron, comte d')	1.11.1770	1.11.1846	17.8.1815		III
HAUTPOUL (Henri, comte)	4.1.1789	27.7.1865	4.7.1846		II
HAXO (François, baron)	24.6.1774	25.6.1838	11.10.1832		II
HÉDOUVILLE (Ernest, comte de)	18.5.1809	27.2.1890		9.1.1835	V
HERWYN DE NÈVÈLE (Pierre, comte) ...	25.4.1806	29.8.1890		16.8.1831	IV
HEUDELET (Etienne, comte)	12.11.1770	20.4.1857	11.10.1832		II
HOUDETOT (Frédéric, comte d')	16.5.1778	20.1.1859	5.3.1819		III
HUGO (Victor, vicomte)	26.2.1802	22.5.1885	15.4.1845		II
HUMANN (Jean-Georges)	6.8.1780	25.4.1842	3.10.1837		II
HUMBLLOT-CONTÉ (Arnould)	7.11.1776	22.1.1845	11.10.1832		II
HUNOLSTEIN (Charles Vogt, comte d') ..	22.4.1778	19.10.1838	5.3.1819		III
ISTRIE (Napoléon Bessières, duc d') ...	2.8.1802	21.7.1856	17.8.1815		III
JACOB (Louis, comte)	11.11.1768	14.3.1854	19.11.1831		II
JACQUEMINOT (Jean, vicomte)	23.5.1787	3.3.1865	27.6.1846		II
JACQUINOT (Charles, baron)	3.3.1772	24.4.1848	3.10.1837		II
JAMIN (Jean-Baptiste, vicomte)	20.5.1772	30.1.1848	4.7.1846		II
JARD-PANVILLIER (Charles)	30.3.1789	1.4.1852	23.9.1845		II
JAUBERT (Pierre, chevalier)	3.6.1789	27.1.1847	25.12.1841		II
JAUBERT (François, comte)	8.10.1798	5.12.1874	27.11.1844		II
JAUCOURT (François, marquis de) ** ..	14.11.1757	5.2.1852	4.6.1814		III
JAYR (Paul)	13.1.1802		19.7.1845		II
JESSAINT (Claude Bourgeois, vicomte de)	26.4.1764	8.1.1853	10.11.1838		II
JOURDAN (Jean-Baptiste, comte) * ...	29.4.1762	23.11.1833	5.3.1819		III
JURIEN DE LA GRAVIÈRE (Pierre)	5.11.1772	14.1.1849	11.10.1832		II
KÉRATRY (Auguste de)	28.12.1769	7.11.1859	3.10.1837		II

NOMS	Date de naissance	Date du décès	Date de la nomination	Date de l'admission à titre hérédit.	N° des autres listes où ils figurent
KERBERTIN (Fidèle Gaillard de)	19.5.1789	12.10.1845	19.4.1845		II
KLEIN (Antoine, comte) **	24.1.1761	2.11.1845	4.6.1814		III
LABRIFFE (Pierre, comte de)	6.5.1772	11.9.1839	11.10.1832		II
LACAZE (baron Pèdre)	1.7.1794	5.9.1874	6.4.1845		II
LA COSTE DU VIVIER (Charles)	22.1.1794	5.11.1870	4.5.1845		II
LA FERRIÈRE-LEVESQUE (Louis, comte de) *	9.4.1776	21.11.1834	11.10.1832		II
LAFOND (Narcisse)	1.12.1793	29.12.1866	4.7.1846		II
LA FORCE (Louis Nompars de Caumont, duc de)	22.4.1768	22.10.1838	4.6.1814		III
LA FORCE (Bertrand Nompars de Cau- mont, duc de)	19.11.1772	28.3.1854	7.3.1839		II
LAFOREST (Antoine, comte de)	8.8.1756	2.8.1846	5.3.1819		III
LAGARDE (Balthazar Pelletier, comte de)	20.4.1780	5.4.1834	12.2.1823		III
LAGRANGE (Joseph)	10.1.1763	16.1.1836	19.11.1831		II
LA GRANGE (Louis le Lièvre, comte de)	21.3.1783	31.7.1864	11.10.1832		II
LAGRENÉ (Joseph de)	14.3.1800	26.4.1862	4.7.1846		II
LAGUICHE (Louis, marquis de)	4.12.1777	16.5.1843	17.8.1815		III
LAINÉ (Joseph, vicomte)	11.11.1767	17.12.1835	23.12.1823		III
LALLEMAND (baron) *	23.6.1774	9.3.1839	11.10.1832		II
LAMOIGNON (Adolphe, vicomte de Sé- gur)	31.8.1800	30.11.1876		17.5.1828	IV
LAMOIGNON (Auguste, marquis de) ...	19.6.1765	7.4.1845	11.10.1832		II
LA MOUSSAYE (Louis, marquis de) ...	15.11.1778	29.3.1854	11.9.1835		II
LANJUINAIS (Eugène, comte)	6.8.1799	5.3.1872		6.3.1827	IV
LA PINSONNIÈRE (Alexis Lhomme, comte de)	30.6.1788	14.8.1869	7.3.1839		II
LAPLACE (Joseph, marquis de)	5.4.1789	27.10.1874		19.4.1827	IV
LAPLAGNE - BARRIS (Raymond Lacave)	21.12.1786	14.10.1857	3.10.1837		II
LARIBOISIÈRE (Charles Baston, comte de)	21.9.1788	21.3.1868	11.9.1835		II
LA ROCHE-AYMON (Paul, comte de) ...	28.2.1772	16.5.1849	17.8.1815		III
LA ROCHEFOUCAULD (François, duc de)	8.9.1765	17.11.1848		3.5.1827	IV
LA ROCHEFOUCAULD (Alexandre, comte de) *	26.8.1767	2.3.1841	19.11.1831		II

NOMS	Date de naissance	Date du décès	Date de la nomination	Date de l'admission à titre hérédit.	N° des autres listes où ils figurent
LA ROCHEFOUCAULD, duc d'Estissac (Jules de)	23.1.1796	21.4.1856	7.11.1839		II. VI A
LASCOURS (Fortuné Raynaud de Bou- logne, baron de)	17.12.1786	28.1.1850	19.11.1831		II
LA TOUR DU PIN (Jean, marquis de Soyans, marquis de)	18.1.1772	14.6.1837		28.3.1827	IV
LA TOUR-MAUBOURG (Charles de Fay, comte de) * **	11.2.1756	28.5.1831	5.3.1819		III
LA TOUR-MAUBOURG (Florimond de Fay, marquis de)	9.10.1781	23.5.1837		16.6.1831	IV
LA TOUR-MAUBOURG (Armand de Fay, comte de)	21.7.1801	18.4.1845	20.7.1841		II
LA TOUR-MAUBOURG (Rodolphe de Fay, comte de)	8.10.1787	31.5.1871	19.4.1845		II
LA TRÉMOILLE (Joseph, prince de Ta- rente, duc de)	24.3.1764	9.11.1839	4.6.1814		III
LAURENS-HUMBLLOT (Nicolas)	14.10.1788	31.8.1853	23.9.1845		II
LAURISTON (Auguste Law, marquis de)	10.10.1790	27.6.1860		14.2.1829	IV
LA VILLEGONTIER (Louis Frain, comte de)	25.11.1776	3.6.1849	5.3.1819		III
LEBRUN (Pierre Antoine)	29.11.1785	27.5.1873	7.11.1839		II
LEBRUN (voir Plaisance).					
LECLERC (Jacques)	18.10.1767	2.7.1852	19.5.1845		II
LEDU DES ESSARTS (François, baron).	16.8.1765	23.4.1844	11.9.1835		II
LEGAGNEUR (Hubert)	17.2.1797	10.1.1816	23.9.1845		II
LEGENTIL (Charles)	9.3.1788	1.10.1855	4.7.1846		II
LEMERCIER (Nicolas, comte)	23.12.1755	11.1.1849	4.6.1814		III
LEMERCIER (Louis, vicomte)	22.2.1787	4.5.1864	19.7.1845		II
LEPOITEVIN (Alexandre)	10.8.1745	10.6.1840	19.11.1831		II
LESERGEANT DE BAYENGHEM (Henri) ...	13.12.1786	3.3.1842	25.12.1841		II
LESERGEANT DE MONNECOVE (Edouard).	25.12.1798	12.5.1876	19.5.1845		II
LEZAY-MARNÉZIA (Albert, comte)	6.6.1772	1.9.1857	11.9.1835		II
LOBAU (Georges Mouton, comte de) *	21.2.1770	27.11.1838	7.6.1833		II
LOMBARD (Claude, baron)	15.12.1760	15.1.1846	3.10.1837		II
LOUIS (Joseph, baron)	13.11.1755	26.8.1837	11.10.1832		II
LOUVOIS (Michel Le Tellier de Sou- vré, marquis de)	3.12.1783	3.4.1844	17.8.1815		III

NOMS	Date de naissance	Date du décès	Date de la nomination	Date de l'admission à titre hérédit.	N° des autres listes où ils figurent
LUSIGNAN (Armand, marquis de)	30.8.1783	5.4.1844	7.3.1839		II
LYNCH (Jean-Baptiste, comte)	3.6.1749	15.8.1835	17.9.1815		III
MACKAU (Armand, baron de)	17.2.1788	13.5.1855	20.7.1841		II
MAGNONCOUR (Césaire Stal de)	24.12.1800	29.12.1875	4.7.1846		II
MAILLARD (Charles)	2.4.1774	16.1.1854	7.3.1839		II
MAILLÉ (Charles La Tour Landry, duc de)	10.1.1770	5.1.1837	4.6.1814		III
MAISON (Nicolas, marquis)	19.12.1771	13.2.1840	4.6.1814		III
MALARET (Joseph, baron de)	8.8.1770	10.1.1846	7.11.1839		II
MALEVILLE (Pierre, marquis de)	12.7.1778	12.4.1832		31.1.1825	IV
MALEVILLE (Lucien, marquis de)	30.8.1805	25.12.1889	4.7.1846		II. VI B
MALOUET (Victor, baron)	21.3.1780	13.10.1842	11.10.1832		II
MARBOIS (François, marq. de Barbé) **	31.1.1745	13.1.1837	4.6.1814		III
MARBOT (Jean-Baptiste, baron)	18.8.1782	16.11.1854	6.4.1845		II
MARCHAND (Jean, comte)	10.4.1765	12.11.1851	3.10.1837		II
MARESCOT (Armand, comte de)	1.3.1758	4.11.1832	5.3.1819		III
MARET (voir Bassano).					
MAREUIL (Jacques, comte Durant de).	6.11.1769	13.1.1855	11.10.1832		II
MARTELL (Auguste)	22.1.1784	9.6.1860	15.4.1845		II
MASSA (Sylvestre Régnier, duc de) ...	31.12.1783	20.8.1851	10.7.1816		III
MATHAN (Georges, marquis de)	17.8.1771	27.7.1840	17.8.1815		III
MATHIEU-FAVIERS (Gaëtan, baron) ...	11.12.1761	29.3.1833	11.10.1832		II
MATHIEU DE LA REDORTE (Joseph, comte)	20.2.1768	1.3.1833	5.3.1819		III
MATHIEU DE LA REDORTE (Maurice, comte)	20.3.1804	21.1.1886	20.7.1841		II. VI B
MÉRILHOU (Joseph)	15.10.1788	18.10.1856	3.10.1837		II
MERLIN (Eugène, comte)	27.12.1778	29.8.1854	7.11.1839		II
MESNARD (André)	11.11.1792	24.12.1858	23.9.1845		II
MOLÉ (Louis, comte) *	24.1.1781	23.11.1855	17.8.1815		III
MOLINE DE SAINT-YON (Pierre)	29.6.1786	17.11.1870	10.11.1845		II
MOLITOR (Joseph, comte) *	7.3.1770	28.7.1849	9.10.1823		III
MOLLIEN (François, comte) *	28.2.1758	20.4.1850	5.3.1819		III

NOMS	Date de naissance	Date du décès	Date de la nomination	Date de l'admission à titre hérédit	N° des autres listes où ils figurent
MONBADON (Laurent, comte Lafaurie de) **	3.8.1757	29.12.1841	4.6.1814		III
MONTALEMBERT (René, comte de)	10.7.1777	21.6.1831	5.3.1819		III
MONTALEMBERT (Charles, comte de) ...	15.4.1810	13.3.1870		14.5.1835	V
MONTALIVET (Camille Bachasson, com- te de)	25.4.1801	4.1.1880		12.5.1826	IV
MONTBAZON (Gabriel de Rohan Gué- mené, duc de)	18.1.1764	24.4.1836	4.6.1814		III
MONTABELLO (Louis Lannes, duc de) ...	30.7.1801	19.7.1874	17.8.1815		III
MONTÉPIN (Jules Aynon de)	19.4.1786	6.9.1873	19.7.1845		II
MONTESQUIOU-FESENZAC, voir Fesenzac.					
MONTESQUIOU-FESENZAC (Pierre, comte de) * **	30.9.1764	4.8.1834	5.3.1819		III
MONTESQUIOU - FEZENSAC (Augustin, comte de)	8.8.1788	22.1.1878	20.7.1841		II. VI B
MONTGUYON (Charles, comte de)	14.10.1775	7.4.1847	11.10.1832		II
MONTHYON (François, comte Bailli de)	27.1.1776	7.9.1850	3.10.1837		II
MONTLOSIER (François de Raynaud de Beauregard, comte de)	16.4.1755	9.12.1838	11.10.1832		II
MONTMORENCY (François, duc de) ...	12.7.1768	25.5.1846	4.6.1814		III
MONTOZON (Edouard, comte de)	28.5.1788	6.12.1856	14.8.1845		II
MORAND (Alexis, comte) *	4.6.1771	2.9.1835	11.10.1832		II
MOREL-VINDÉ (Gabriel Morel, vicomte de)	20.1.1759	19.12.1842	17.8.1815		III
MORNAY (Edgar Duplessis, comte de)	4.2.1803	5.12.1878	15.4.1845		II
MOROGUES (Sébastien Bigot, baron de)	5.4.1776	15.6.1840	11.9.1835		II
MORTEMART (Casimir de Rochechouart duc de)	20.3.1787	1.1.1875	4.6.1814		III
MORTEMART (Louis de Rochechouart, marquis de)	12.8.1780	28.1.1834		25.4.1823	IV
MORTIER (Edouard)	25.3.1797	23.3.1864	11.9.1835		II
MORTIER (voir Trévise)					
MOSBOURG (Michel Agar, comte de) ...	18.12.1771	8.11.1844	3.10.1837		II
MOSKOWA (voir Elchingen)					
MOUNIER (Edouard)	2.12.1784	11.5.1843	5.3.1819		III
MUN (Adrien, marquis de)	19.12.1773	24.4.1843	17.8.1815		III

NOMS	Date de naissance	Date du décès	Date de la nomination	Date de l'admission à titre hérédit.	N° des autres listes où ils figurent
MURAT (Hippolyte, comte de)	22.6.1779	23.1.1854	25.12.1841		II
NAU DE CHAMPLOUIS (Claude)	24.9.1788	24.2.1850	7.3.1839		II
NEIGRE (Gabriel)	28.7.1774	8.8.1847	11.10.1832		II
NEY (voir Elchingen).					
NICOLAY (Aymar, comte Christian de) *	23.8.1777	14.1.1839	11.10.1832		II
NOAILLES (Paul, duc de)	4.1.1802	30.5.1885		5.2.1827	IV
NOE (Amédée, comte)	28.10.1777	6.2.1858		9.4.1816	IV
OBERLIN DE MITTERSACH (Eugène, ba- ron d')	25.4.1785	21.10.1848	25.12.1841		II
ODIER (Antoine)	15.5.1766	19.8.1853	3.10.1837		II
ORNANO (Antoine, comte d')	17.1.1784	13.10.1863	11.10.1832		II
ORVILLIERS (Jean Tourteau Tourtorel, marquis d')	28.1.1759	30.4.1832	17.8.1815		III
OSMOND (Eustache)	17.12.1751	22.2.1838	17.8.1815		III
PAJOL (Claude, comte) *	3.2.1772	19.3.1844	19.11.1831		II
PANGE (Thomas, marquis de)	29.8.1770	2.10.1850	5.3.1819		III
PASQUIER (Etienne, duc)	21.4.1767	5.7.1862	24.9.1821		III
PASSY (Philibert)	16.10.1793	1.6.1880	15.12.1843		II
PATURLE (Jacques)	24.5.1779	23.6.1858	3.10.1837		II
PAULZE D'IVOY (Christian)	6.2.1788	9.12.1856	23.9.1845		II
PELET (Germain, baron)	15.7.1777	20.12.1858	3.10.1837		II
PELET DE LA LOZÈRE (Jean, comte) ...	23.2.1759	26.1.1842	5.3.1819		III
PELET DE LA LOZÈRE (Joseph, comte)...	12.7.1785	9.2.1871	3.10.1837		II. VI A
PELLEPORT (Pierre, vicomte de)	26.10.1773	15.12.1856	25.12.1841		II
PÉRÉ (Antoine, comte) **	6.9.1746	9.1.1835	4.6.1814		III
PÉRIER (Augustin Charles)	12.5.1773	2.12.1833	16.5.1832		II
PÉRIER (Camille)	15.8.1781	14.9.1844	3.10.1837		II
PERNETY (Joseph, vicomte de)	19.5.1766	29.4.1856	11.9.1835		II
PERREGAUX (Alphonse, comte) *	29.3.1785	9.6.1841	19.11.1831		II
PERSIL (Jean)	13.10.1785	10.7.1870	7.11.1839		II

NOMS	Date de naissance	Date du décès	Date de la nomination	Date de l'admission à titre hérédit.	N° des autres listes où ils figurent
PETIT (Martin, baron)	22.7.1772	8.6.1856	3.10.1837		II
PISCATORY (Emile)	29.9.1799	18.11.1870	4.7.1846		II
PLAISANCE (Charles Lebrun, duc de)...	28.12.1775	21.1.1859		16.7.1824	IV
POINSOT (Louis)	3.1.1777	5.12.1859	4.7.1846		II
POISSON (Denis)	21.6.1781	25.4.1840	3.10.1837		II
PONTÉCOULANT (Gustave Le Doulcet, comte de) * **	26.11.1764	3.4.1853	5.3.1819		III
PONTOIS (Edouard, comte)	5.6.1792	28.5.1871	1.11.1846		II
PORTAL (Pierre, baron)	31.10.1765	11.1.1845	13.12.1821		II
PORTALIS (Joseph, comte)	19.2.1778	5.8.1858	5.3.1819		III
PORTES (René, marquis de)	22.1.1790	22.12.1852	19.7.1845		II
PRASLIN (Félix de Choiseul, duc de) *	24.3.1778	28.6.1841	19.11.1819		III
PRASLIN (Charles de Choiseul, duc de)	28.6.1805	24.8.1847	6.4.1845		II. VI B
PREISSAC (Jean, comte de)	19.12.1878	5.5.1852	11.10.1832		II
PRÉVAL (Antoine, vicomte de)	6.11.1776	19.1.1853	3.10.1837		II
PRONY (Gaspard Riche, baron de) ...	22.7.1755	29.7.1839	11.9.1835		II
PUYSÉGUR (Pierre de Chastenay, comte de)	4.8.1769	10.2.1848	23.12.1823		III
RAGUET L'EPINE (Alexandre)	22.3.1789	12.6.1851	14.8.1845		II
RAIGECOURT-GOURNAY (Antoine, mar- quis de)	10.2.1763	19.12.1833	17.8.1815		III
RAIGECOURT-GOURNAY (Raoul, marquis de)	25.1.1804	4.7.1889	19.5.1845		II. VI B
RAMBUTEAU (Claude Barthelot, comte de)	9.11.1781	23.4.1869	11.9.1835		II
RAMPON (Antoine, comte de) * ** ...	16.3.1759	2.3.1842	5.3.1819		III
RAPATEL (Paul, baron)	13.3.1782	2.1.1852	12.7.1846		II
RASTIGNAC (Pierre de Chapt, marquis de)	7.7.1769	21.10.1833	9.10.1823		III
REGGIO (Charles Oudinot, duc de) ...	25.4.1767	13.9.1847	4.6.1814		III
REILLE (Joseph, comte) *	1.9.1775	4.3.1860	5.3.1819		III
REINACH (Charles, baron de)	12.8.1785	21.2.1871	7.6.1833		II
REINHARD (Frédéric, comte)	2.10.1761	25.12.1837	11.10.1832		II
RENOUARD (Charles)	22.10.1794	17.8.1878	4.7.1846		II

NOMS	Date de naissance	Date du décès	Date de la nomination	Date de l'admission à titre hérédit.	N° des autres listes où ils figurent
REYNARD (André)	27.10.1799	1.9.1861	4.7.1846		II
RICARD (Etienne, comte)	31.12.1771	5.11.1843	17.8.1815		III
RICARD (François de)	23.5.1779	25.5.1849	11.9.1835		II
RICHEBOURG (Jean - Baptiste, comte Porcher de)	17.12.1784	12.1.1857		14.6.1824	IV
RICHELIEU (Armand de Chapelle de Jumilhac, duc de)	19.12.1804	25.2.1879		23.9.1830	IV
ROCHAMBEAU (Auguste de Vimeur, marquis de)	26.1.1787	3.2.1868	11.9.1835		II
RÖDERER (Pierre, comte) ***	15.2.1754	17.12.1835	11.10.1832		II
RÖDERER (Antoine, baron)	14.5.1782	15.3.1865	23.9.1845		II. VI B
ROGNIAT (Joseph, vicomte)	9.11.1775	8.5.1840	19.11.1831		II
ROGUET (François, comte)	12.11.1770	4.12.1846	19.11.1831		II
ROHAN-CHABOT (Charles, vicomte de). ..	25.10.1780	12.7.1875	11.9.1835		II
ROHAULT DE FLEURY (Hubert, baron). ..	2.4.1779	17.9.1866	7.11.1837		II
ROMIGUÈRES (Louis)	19.8.1775	26.7.1847	20.7.1841		II
ROSAMEL (Claude du Campeu de) ...	24.6.1774	27.3.1848	7.3.1839		II
ROSSI (Edouard, comte)	3.7.1787	15.11.1848	7.11.1839		II
ROUILLÉ DE FONTAINE (Michel)	26.8.1773	8.11.1859	3.10.1837		II
ROUSSEAU (Joseph, chevalier)	19.4.1748	3.7.1837	11.10.1832		II
ROUSSELIN (Marcel)	16.1.1788	27.5.1863	23.9.1845		II
ROUSSIN (Albin, baron)	21.4.1781	21.2.1854	11.10.1832		II
ROY (Antoine, comte)	5.3.1764	3.4.1847	13.12.1821		III
RULLIÈRE (Joseph)	9.6.1787	24.8.1863	19.5.1845		II
RUMIGNY (Hippolyte Guelluy, mar- quis de)	7.9.1784	14.2.1871	11.10.1832		II
RUTY (Anatole, comte)	25.2.1822	14.8.1880		31.3.1847	V
SABRAN (Elzéar, duc de)	3.1.1764	22.7.1847	17.8.1815		III
SAINT-AIGNAN (Louis, comte de)	10.2.1767	2.4.1837	7.11.1832		II
SAINT-AIGNAN (Auguste, comte de) ...	8.3.1770	21.5.1858	11.9.1835		II
SAINT-CRICQ (Pierre, comte de)	24.8.1772	25.2.1854	7.6.1833		II
SAINT-CYR-NUGUES (Cyr, baron)	12.10.1774	25.7.1842	25.1.1833		II
SAINT-DIDIER (Alexandre, baron de). ..	19.3.1778	14.4.1850	10.11.1838		II

NOMS	Date de naissance	Date du décès	Date de la nomination	Date de l'admission à titre hérédit.	N° des autres listes où ils figurent
SAINT-PRIEST (Charles Guignard, comte de)	29.9.1782	15.6.1863		28.6.1822	IV
SAINT-PRIEST (Alexis Guignard, comte de)	20.4.1805	19.9.1851	25.12.1841		II. VI A
SAINT-SIMON (Victor de Rouvroy, marquis de)	11.2.1782	18.3.1865	5.3.1819		III
SAINT-SULPICE (Gaspard de Bonardi, comte de)	23.12.1761	20.6.1835	19.11.1831		II
SAINT-AULAIRE (Louis Beaupoll, comte de)	6.7.1778	12.11.1854		9.4.1829	IV
SAINT-HERMINE (Emmanuel, comte de)	29.12.1770	18.3.1850	7.11.1839		II
SAULX-TAVANNES (Roger, duc de)	12.6.1806	11.11.1845		5.4.1834	V
SCHAUENBOURG (Pierre Rielle, baron de)	18.3.1793	28.6.1878	4.7.1846		II
SCHONEN (Augustin, baron de)	12.2.1782	4.12.1849	3.10.1837		II
SCHRAMM (Jean, comte)	1.12.1789	24.2.1884	7.3.1839		II
SEBASTIANI (Jean-Marie, vicomte) ...	31.3.1786	16.9.1871	3.10.1837		II
SÉGUIER (Antoine, baron)	21.9.1768	3.8.1848	17.8.1815		III
SÉGUR (Louis-Philippe, comte de) * **	10.9.1753	27.3.1830	19.11.1819		III
SÉGUR (Eugène, comte de)	15.2.1798	15.7.1863		9.9.1830	IV
SÉGUR (Paul, comte de)	4.11.1780	25.2.1873	19.11.1831		II
SÉMONVILLE (Charles, comte de) ** ...	1.7.1759	11.4.1839	14.6.1814		III
SERCEY (Guillaume, marquis de)	26.4.1753	10.8.1836	7.11.1832		II
SERRANT (Pierre, comte de Walsh) ...	28.2.1796	18.8.1836	11.9.1835		II
SERS (André, baron)	3.11.1786	10.3.1862	19.5.1845		II
SÉRURIER (Charles, comte)	7.4.1775	21.1.1860	3.10.1837		II
SESMAISONS (Louis, comte de)	23.12.1781	29.4.1842		6.9.1830	IV
SILVESTRE DE SACY (Antoine, baron) ...	21.9.1758	21.2.1838	11.10.1832		II
SIMÉON (Joseph, comte)	30.9.1749	19.1.1842	25.10.1821		III
SIMÉON (Balthazar, comte)	6.1.1781	14.9.1846	11.9.1835		II. VI A
SOULÈS (Jérôme, comte) **	4.8.1760	3.10.1833	4.6.1814		III
SOULT (voir Dalmatie).					
SPARRE (Louis, comte de)	8.7.1780	9.7.1845	5.3.1819		III
SUSSY (Jean Collin, comte de)	24.3.1776	17.4.1837		3.1.1827	IV

NOMS	Date de naissance	Date du décès	Date de la nomination	Date de l'admission à titre hérédit.	N° des autres listes où ils figurent
TALARU (Louis, marquis de)	1.9.1769	23.5.1850	17.8.1815		III
TALHOVET (Auguste Bonamour, mar- quis de)	8.4.1788	12.3.1842	5.3.1819		III
TALLEYRAND (voir Chalais).					
TALLEYRAND-PÉRIGORD (prince de Bé- névent, Charles de)	2.2.1754	17.5.1838	4.6.1814		III
TALLEYRAND (Ernest, comte de)	17.3.1807	22.2.1871		23.7.1847	V
TALLEYRAND-PÉRIGORD (Alexandre, ba- ron de)	22.2.1776	3.7.1839	18.6.1838		II
TARBÉ DE VAUXCLAIRS (Jean)	23.2.1767	17.9.1842	3.10.1837		II
TARENTE (Jacques Macdonald de Clan- ranald, duc de)	17.11.1765	25.9.1840	4.6.1814		III
TASCHER (Jean, comte de)	22.12.1779	14.12.1858		12.2.1823	IV
TESTE (François, baron)	19.11.1775	8.12.1862	7.11.1839		II
TESTE (Jean-Baptiste)	20.10.1780	20.4.1852	15.12.1843		II.VIII B
THÉNARD (Louis, baron)	4.5.1777	21.6.1857	11.10.1832		II
TILLY-BLARU (Charles, comte de) ...	26.10.1775	22.4.1855	19.4.1845		II
TIRLET (Louis, vicomte)	14.3.1771	29.11.1841	3.10.1837		II
TOURNON (Philippe, comte de)	23.6.1778	18.6.1833	23.12.1823		III
TRÉVISE (Edouard Mortier, duc de) *	13.2.1768	28.7.1835	5.3.1819		III
TRÉVISE (Napoléon Mortier, duc de)...	7.8.1804	30.12.1869	15.4.1845		II. VI B
TRÉZEL (Alphonse)	5.1.1780	11.4.1860	4.7.1846		II
TRUPIER (Nicolas)	30.7.1765	25.4.1840	11.10.1832		II
TROPLONG (Théodore)	8.10.1795	1.3.1869	4.7.1846		II
TRUGUET (François, comte)	10.1.1752	26.12.1839	5.3.1819		III
TUPINIER (Jean, baron)	18.12.1779	1.12.1850	14.8.1845		II
TURENNE (Henri, comte de) *	23.9.1776	16.3.1852	19.11.1831		II
TURGOT (Etienne, marquis)	26.9.1796	2.10.1866	11.10.1832		II
VALÉE (Charles, comte)	17.12.1773	15.8.1846	11.9.1835		II
VALENÇAY (Louis de Talleyrand-Péri- gord, duc de)	12.3.1811		19.4.1845		II
VALENTINOIS (Gabriel Grimaldi, prince de Monaco, duc de)	13.5.1778	2.10.1841	4.6.1814		III
VALMY (Etienne Kellermann, duc de)*	4.8.1770	2.6.1835		29.12.1820	IV

NOMS	Date de naissance	Date du décès	Date de la nomination	Date de l'admission à titre hérédit.	N° des autres listes où ils figurent
VANDEUL (Simon, Carailon de)	27.6.1775	5.4.1850	7.11.1839		II
VAUBOIS (Henri Belgrand, comte de)**	1.10.1748	14.7.1839	4.6.1814		III
VAUDREUIL (Joseph de Rigaud, comte de)	28.10.1796	4.2.1880		29.3.1822	IV
VENCE (Clément de Villeneuve, mar- quis de)	11.2.1783	9.2.1834		21.2.1820	IV
VENDEUVRE (Guillaume, baron Pavée de)	5.3.1779	15.12.1870	3.10.1837		II
VÉRAC (Armand de Saint-Georges, marquis de)	1.8.1768	13.8.1858	17.8.1815		III
VERHUELL (Charles, comte)	11.2.1764	25.10.1845	5.3.1819		III
VIENNET (Jean)	18.11.1777	10.7.1868	7.11.1839		II
VIGIER (Pierre, comte)	22.5.1801	17.1.1868	4.7.1846		II
VILLEMÀIN (François)	9.6.1790	8.5.1870	11.10.1832		II
VILLIERS DU TERRAGE (Paul, vicomte de)	24.1.1774	20.12.1858	3.10.1837		II
VINCENS SAINT-LAURENT (Jean)	28.11.1790	26.2.1852	19.5.1845		II
VOGUE (Louis, comte de)	25.8.1769	21.5.1839	23.12.1823		III
VOIROL (Théophile, baron)	3.9.1781	15.9.1853	31.1.1839		II
VOYSIN DE GARTEMPE (Jean, baron) ...	29.10.1759	11.5.1840	11.9.1835		II
WAGRAM (Joseph Berthier, prince de)	11.9.1810	10.2.1887	17.8.1815		III
WILLAUMEZ (Jean-Baptiste, comte) ...	7.8.1763	17.5.1845	3.10.1837		II
WUSTENBERG (Henri)	1.10.1790	16.10.1865	4.7.1846		II
ZANGIACOMI (Joseph, baron)	19.3.1766	12.1.1846	11.10.1832		II

ANNEXE II

Liste chronologique des nominations de Louis-Philippe

13 AOÛT 1830

Soult, duc de Dalmatie — Duperré.

19 NOVEMBRE 1831

d'Aubusson de La Feuillade — de Bassano — de Beauvau — de Bize-
mont (1) — de Bondy — Bonet — Caffarelli — de Cassini — de Cessac —
Cuvier — d'Anthouard — Davilliers — Drouot (1) — Dumas — Emeriau —
d'Erlon — Exelmans — de Flahault — Français de Nantes — Foy — Gazan
de Lapeyrière — Gilbert de Voisins — de Gramont-Caderousse — Jacob —
Lagrange — de La Rochefoucauld — de Lascours — Lepoittevin — de La
Moskowa (Ney) — Pajol — Perregaux — Rogniat — Roguet — de Ségur
(Philippe) — de Saint-Sulpice — de Turenne.

16 AVRIL 1832

Augustin Pénier.

11 OCTOBRE 1832

Allent — Atthalin — Aubernon — Baudrand — de Berbis (1) —
Béranger — Berthezène — Bertin de Veaux — Besson — Boyer — Brayer —
de Canouville — Canson — de Caux — de Chastenay-Lanty — de Colbert —
Victor Cousin — Desrois — Devaines — Dupleix de Mézy — Durant de
Mareuil — Dutailly — Duval — Félix Faure — de Fesenzac — de Fréville
— Gautier — Gérard — Girod de l'Ain — de Lagrange — Grenier — de
Grouchy — Haxo — Heudelet — Humblot-Conté — Jurien de La Gravière —
de Labriffe — de Lafférière L'Evêque — Lallemand — de Lamoignon — Louis
— Malouët — Mathieu de Favers — de Montguyon — de Montlosier —
Morand — Neigre — de Nicolay — d'Ornano — de Preissac — de Rayneval (2)
— Reinhard — Roederer — Rousseau — Roussin — de Rumigny — Silvestre
de Sacy — Thénard — Tripier — Turgot — Villemain — Zangiacomi.

7 NOVEMBRE 1832

Guéhéneuc — de Ham — de Saint-Aignan — de Sercey.

25 JANVIER 1833

Duchâtel — Saint Cyr Nuges.

7 JUIN 1833

de Lobau (Mouton) — de Saint Cricq — Cassaignoles — de Reinach.

4 AVRIL 1834

Barthe.

(1) A refusé la nomination. Voir annexe X.

(2) Ne s'est pas présenté pour prendre séance. Voir annexe IX.

Bailliot. 15 AVRIL 1834

de Gasparin. 19 AVRIL 1834

Aymard. 30 SEPTEMBRE 1834

Bernard. 10 NOVEMBRE 1834

11 SEPTEMBRE 1835
de Beaujour — de Bellemare — Brun de Villeret — de Cadore — de Cambacérès — de Cambon — de Campredon — de Rohan-Chabot — de Chateaugiron (1) — Corbineau — de Cordoué — Denys de Damrémont — Feutrier — Fréteau de Pény — Ledru des Essarts — Lezay-Marnésia — Mortier — de Morogues — de la Moussaye — Pernety — de Prony — de Rambuteau — de Ricard — de La Riboisière — de Rochambeau — de Saint-Aignan — de Walsh-Serrant — Siméon — Valée — Voysin de Gartempe.

18 DECEMBRE 1835
Harispe.

1^{er} DECEMBRE 1836
Voirol (2).

6 MAI 1837
Bresson.

3 OCTOBRE 1937
d'Andigné de la Blanchaye — d'Angosse — d'Audiffret — Bailly de Monthyon — de Belbœuf — Bessières — Bignon — Bourdeau — de Brigode — de Cambis d'Orsan — de Castellane — de Chanaleilles — Chevandier — Darriule — de Daunant — Deforest-Dequartdeville — Delort — Dupin — Durosnel — d'Escayrac de Lauture — de Gerando — Halgan — d'Harcourt — Harmand d'Abancourt — Humann — Jacquinot — de Kératry — de Lalaing d'Audenarde — Laplagne-Barris — Lombard — Marchand — Mérilhou — de Mosbourg — Odier — Paturle — Pavée de Vendeuvre — Pelet de la Lozère — Pelet — Camille Périer — Petit — Poisson — de Préval — Rouillé de Fontaine — de Schonen — Sebastiani — Sérurier — Tarbé de Vauxclairs — Tirlet — Villiers du Terrage — Willaumez.

7 NOVEMBRE 1837
Rohault de Fleury.

18 JUIN 1838
de Talleyrand-Périgord.

10 NOVEMBRE 1838
de Jessaint — de Saint-Didier.

(1) A refusé la nomination. Voir annexe X.

(2) Nomination annulée, M. Voirol n'ayant pas obtenu les lettres de grande naturalisation. Nomination nouvelle, le 31 janvier 1839.

31 JANVIER 1839

Voirol.

7 MARS 1839

de Rosamel — Schramm — Gay-Lussac — de la Pinsonnière — de La Force — Dupont-Delporte — Nau de Champlois — Maillard.

7 NOVEMBRE 1839

Aubert — Béranger (de la Drôme) — de Boissy — Borelly — Cavaignac — Cordier — Daunou — Despans-Cubières — Etienne — de La Rochefoucauld d'Estissac — Lebrun — de Lusignan — de Malaret — Merlin — Persil — Rossi — de Sainte-Hermine — Teste — Carailon de Vandeul — Viennet.

20 JUILLET 1841

de Latour-Maubourg — de Gabriac — de Montesquiou-Fesenzac — Mathieu de la Redorte — de Mackau — Romiguières.

25 DECEMBRE 1841

Bergeret — Beugnot — de Bondy — Boullet — de Bourgoing — de Bussière — Charbonnel — de Chastellier — Dufour (1) — Ferrier — de Flavigny — Franck-Carré — de Gascq — Gourgaud — Jaubert — Lesergeant de Bayenghem — Murat — d'Oberlin de Mittersbach — de Pelleport — de Saint-Priest.

15 DECEMBRE 1843

Passy — Teste.

28 MARS 1844

de Lessert.

27 NOVEMBRE 1844

Joubert.

6 AVRIL 1845

de Praslin — Marbot — Grivel — Père-Lacaze.

15 AVRIL 1845

Achard — de Trévise (Mortier) — de Mornay — Victor Hugo — Martell — Bertin de Veaux.

19 AVRIL 1845

de Boislecomte — de Valençay (Talleyrand-Périgord) — de Latour-Maubourg — Gaillard de Kerbertin — de Tilly-Blaru.

4 MAI 1845

Deffaudis — de Crouseilhès — Duchâtel — de la Coste du Vivier — de Chastellux — Guestier — Girard.

(1) Ne s'est pas présenté pour prendre séance. Voir annexe IX.

19 MAI 1845

Ruilière — Sers — Lesergeant de Monnecove — Leclerc — Vincens Saint
Laurent — de Raigecourt-Gournay.

19 JUILLET 1845

Buchet — Jayr — de Portes — Lemercier — d'Angosse — Anisson
Duperron — de Montépin.

14 AOUT 1845

Bonnemains — Doguereau — Durieu — Fulchiron — Girot de l'Anglade
— Hartmann — de Montozon — Raguet l'Epine — Tupinier.

23 SEPTEMBRE 1845

Fabvier — Jard-Panvilliers — Laurens-Humblot — Legagneur —
Mesnard — Paulze d'Ivoy — Roederer — Rousselin.

10 NOVEMBRE 1845

Moline de Saint Yon.

27 JUIN 1846

Jacqueminot.

4 JUILLET 1846

Barbet — Cornudet — Deponthon — Du Moncel — Flourens — Gravier
— d'Hautpoul — Jamin — Lafond — de Lagrené — Legentil — de Magnoncour
— de Maleville — Piscatory — Poinot — Renouard — Reynard — de
Schauenbourg — Trézel — Troplong — Vigier — Wustembourg.

12 JUILLET 1846

Harlé d'Ophove — Rapatel.

1^{er} NOVEMBRE 1846

Pontois.

ANNEXE III

Liste des Pairs existant au 1^{er} Août 1830, titulaires directs de leur Pairie

d'Aligre — d'Ambrugeac — d'Angosse — d'Aragon — d'Aramon —
d'Argout — d'Aumont — d'Autichamp — de Barante — de Barbé-Marbois —
de Bastard — de Bauffremont — Beker — Belliard — de Bellune — de
Béranger — Biron (de Gontaut) — Boissel de Monville — Boissy du Coudray
— de Bordessoule — Bourke — de Breteuil — de Brissac — de Broglie —
de Cadore — de Caraman — de Castellane (André) — de Castries —
de Catelan — Chabrol de Crouzol — Chaptal — de Chasseloup-Laubat —
de Chevreuse — de Choiseul (Charles) — Claparède — de Clermont-Tonnerre
— de Coislín — Compans — de Conegliano (Moncey) — de Contades —
de Cornet — Cornudet — de Courtarvel-Pezé — de Croix — de Dalberg —
de Dampierre — Decazes — Destutt de Tracy — Dode de la Brunerie —
Dubreton — Dupuy — de Durfort — Fabre — de Germiny — de Gramont
(Antoine) — Guilleminot — d'Haussonville — d'Houdetot — d'Hunolstein —
d'Istrie (Bessières) — de Jaucourt — Jourdan — Klein — Lafaurie de
Monbadon — de Laforce (Louis) — de Laforest — de Lagarde — de Laguiche
— Lainé — de La Roche-Aymon — de Latour-Maubourg (Charles) — de
La Trémolle — de La Villegontier — Lemercier (Nicolas) — Louvois —
Lynch — de Maillé — Maison — de Marescot — de Massa — de Mathan —
Mathieu de la Redorte (Joseph) — Molé — Molitor — Mollien — Montalembert
(René) — de Montbazou — de Montebello — de Montesquiou-Fesenzac
(Pierre) — de Montmorency — de Morel-Vindé — de Mortemart (Casimir) —
Mounier — de Mun — d'Orvillers — d'Osmond — de Pange — Pasquier —
Pelet de la Lozère (Jean) — Péré — de Pontécoulant — Portal — Portalis —
de Praslin (Félix) — de Puysegur — de Raigecourt-Gournay (Antoine) —
Rampon — de Rastignac — de Regglo (Oudinot) — Reille — Ricard — Roy
— de Sabran — de Saint-Simon — Séguier — de Ségur (Louis-Philippe) —
de Sémonville — Siméon (Joseph) — Soulès — de Sparre — de Talaru —
de Talhouët — de Talleyrand, prince de Bénévent — de Tarente (Macdonald)
— de Tournon — de Trévise (Edouard Mortier) — Truguet — de Valentinois
— de Vaubois — de Vêrac — Verhuell — de Vogué — de Wagram (Berthier).

ANNEXE IV

Liste des Pairs ayant siégé sous Louis-Philippe admis à titre héréditaire avant le 29 Décembre 1831

d'Aux-Lally — Abrial — de Barthélemy — de Boisgelin (Alexandre) — de Boisgelin (Edouard) — Boissy d'Anglas — de Brancas — du Cayla — de Chabrilan — de Choiseul-Gouffier — Cholet — Clément de Ris — de Coigny — de Crillon (Rodrigue) — de Crillon (Prosper) — de Crussol d'Uzès — Davous — Dejean — de Dreux-Brézé — Emmery — d'Haubersart — Herwyn de Névèle — Lanjuinais — de Laplace — de La Rochefoucauld (François) — de La Tour du Pin — de Latour-Maubourg (Florimond) — de Lauriston — Lebrun, duc de Plaisance — de Malleville — de Montalivet — de Mortemart — de Noailles — de Noë — de Richebourg — de Richelieu — de Saint-Priest — de Sainte-Aulaire — de Ségur (Eugène) — de Ségur-Lamoignon (Adolphe) — de Sesmaisons — de Sussy — de Talleyrand-Périgord, prince de Chalais — de Tascher — de Valmy — de Vaudreuil — de Vence.

ANNEXE V

Liste des Pairs admis à titre héréditaire après le 29 Décembre 1831

d'Aboville — d'Alton-Shée — d'Andigné — d'Astorg — de Beaumont — de Béthisy — Curial — Daru — Davout, prince d'Eckmühl — de Gouvion Saint-Cyr — de Gramont d'Aster — de Greffulhe — d'Harcourt — de Hédouville — de Montalembert — de Monforton — Rutv — de Saulx-Tavannes — Suchet, duc d'Albuféra — de Talleyrand (Ernest).

ANNEXE VI

Descendants nommés Pairs sous Louis-Philippe

A. — du vivant de leur ascendant

Boissy du Coudray (Etienne) — de Bondy (François) — de La Rochefoucauld d'Estissac (Jules) — Pelet de la Lozère (Joseph) — de Saint-Priest (Alexis) — Siméon (Balthazar).

B. — après la mort de leur ascendant

Bertin de Veaux (Auguste) — de Cadore (Louis) — de Castellane (Esprit) — Cornudet (Etienne) — Duchâtel (Joseph) — de Maleville (Lucien) — Mathieu de la Redorte (Maurice) — de Montesquiou-Fesenzac (Augustin) — de Praslin (Charles) — de Raigecourt-Gournay (Raoul) — Röederer (Antoine) — de Trévise (Napoléon Mortier).

ANNEXE VII

Liste des Pairs qui n'ont pas satisfait à la loi du 30 Août 1830

d'Andigné (Louis) — de Blacas — de Bonald — de Bourbon-Busset — de La Bourdonnaye-Blossac — de Bourmont — de Chavannes — Charette de la Conterrie — de Chastellux — de Chateaubriand — de Clermont-Tonnerre (Aimé) — de Croy (Alfred) — de Damas — de Damas-Crux — de Dambray — d'Escars — de la Ferronnays — Fraissinous — de Juigné — de Kergorlay — de La Rochejacquelein — de La Suze — de Latil — de La Tour du Pin Gouvernet — de Latour-Maubourg (Nicolas) — de Laval-Montmorency — de Lorges — de Mailly — Marcellus — Mesnard — de Narbonne-Pelet — de Nicolay — de Pastoret — de Pérignon — de Polignac — de Quélen — de Raguse — de Rohan-Chabot (Louis) — de Rosambo — de Saint-Roman — de Sainte-Maure-Montosier — de Sèze — de Talleyrand (Louis) — de Vibraye — de Villefranche.

ANNEXE VIII

Liste des Pairs démissionnaires

A. — par suite de la loi du 29 décembre 1831

d'Arjuzon — d'Avary — de Beaumont — de Beurnonville — de Doudeauville — de Duras — de Feltre — de Fitz-James — de Glandèves — de La Rochefoucauld-Bayers — Lecouteulx de Canteleu — de Montesquiou-Fesenzac (abbé Louis) — d'Orglandes — de Poix — de Rougé — de Sainte-Suzanne.

B. — pour autres causes

Despans-Cubières — Teste (Jean-Baptiste).

ANNEXE IX

Liste des Pairs qui ne se sont pas présentés pour prendre séance

d'Agoult — d'Albertas — de Beaumont-Villemazy — de Caylus —
de Croy — Dufour — d'Harcourt (François) — de Lévis — Machault
d'Arnouville — de Rayneval — de Rivière — de Rully.

ANNEXE X

Liste des Pairs qui n'ont pas accepté leur nomination

de Berbis — de Bizemont — de Chateaugiron — Drouot.

ANNEXE XI

Liste des Ducs et Pairs ayant séance au Parlement à la date du 3 Août 1789

A. — Pairs ecclésiastiques

L'archevêque duc de Reims.	L'évêque comte de Beauvais.
» » de Saint-Cloud.	» » de Châlons.
L'évêque duc de Laon.	» » de Noyon.
» » de Langres.	

B. — Ducs et Pairs

de Crussol d'Uzès (1572) — d'Elbœuf (Lorraine) (1581) — Montbazou
(Rohan-Guémenée) (1594) — Thouars (La Trémoille) (1595) — Sully (1606)
— Luynes (1619) — de Cossé-Brissac (1620) — Richelieu (1631) — Fronsac
(Richelieu) (1634) — Albret (1652) — Rohan-Chabot (1652) — Piney-Luxem-
bourg (1663) — Gramont (1663) — Villeroy (1663) — Mortemart (1663) —
Saint-Aignan (1663) — Gesvres (1663) — Noailles (1663) — Aumont (1665) —

Charost (1672) — d'Harcourt* (1710) — de Fitz-James (1710) — Chaulnes (1711) — Villars-Blancas (1716) — Valentinois (1716) — Nivernais (1720) — de Gontaut-Biron (1723) — d'Aiguillon (1731) — Fleury (1736) — de Duras (1757) — La Vauguyon (1759) — de Choiseul-Praslin (1762) — La Rochefoucauld (1770) — de Clermont-Tonnerre (1775) — d'Aubigny (1777) — de Choiseul (1787) — de Coigny (1787).

ANNEXE XII

Loi du 29 Décembre 1831, remplaçant l'article 23 de la Charte

La nomination des membres de la Chambre des Pairs appartient au Roi, qui ne peut les choisir que parmi les notabilités suivantes :

1. Le Président de la Chambre des Députés et autres assemblées législatives.
2. Les députés qui auront fait partie de trois législatures ou qui auront six ans d'exercice.
3. Les maréchaux et amiraux de France.
4. Les lieutenants-généraux et vice-amiraux des armées de terre et de mer, après deux ans de grade.
5. Les ministres à département.
6. Les ambassadeurs, après trois ans, et les ministres plénipotentiaires, après six ans de fonctions.
7. Les conseillers d'Etat, après dix ans de service ordinaire.
8. Les préfets de département et les préfets maritimes après dix ans de fonctions.
9. Les gouverneurs coloniaux, après cinq ans de fonctions.
10. Les membres des Conseils généraux électifs, après trois élections à la présidence.
11. Les maires des villes de 30.000 âmes et au-dessus, après deux élections au moins comme membres du corps municipal, et après cinq ans de fonctions de mairie.
12. Les présidents de la Cour de Cassation et de la Cour des Comptes.
13. Les procureurs généraux près de ces deux Cours, après cinq ans de fonctions en cette qualité.
14. Les conseillers de la Cour de Cassation et les conseillers maîtres de la Cour des Comptes, après cinq ans, les avocats généraux près la Cour de Cassation, après dix ans d'exercice.

15. Les Premiers Présidents des Cours royales, après cinq ans de magistrature dans ces Cours.
16. Les procureurs généraux près les mêmes Cours, après dix ans de fonctions.
17. Les présidents des Tribunaux de Commerce dans les villes de 30.000 âmes et au-dessus, après quatre nominations à ces fonctions.
18. Les membres titulaires des quatre Académies de l'Institut.
19. Les citoyens à qui, par une loi, et à raison d'éminents services, aura été nominativement décernée une récompense nationale.
20. Les propriétaires, les chefs de manufactures et de maisons de commerce et de banques, payant 3.000 fr. de contributions directes, soit à raison de leurs propriétés foncières depuis trois ans, soit à raison de leurs patentes depuis cinq ans, lorsqu'ils auront été pendant six ans membres d'un Conseil général ou d'une Chambre de Commerce.

... ..

TABLE DES MATIÈRES

Les Pairs de France sous la Monarchie de Juillet

	PAGES
BIBLIOGRAPHIE	5
INTRODUCTION. — I. LES ORIGINES DE LA PAIRIE FRANÇAISE	9
II. LA PAIRIE DE 1814 A 1830 ..	17
Renaissance de la Pairie ; la Pairie anglaise — La première Restauration — Les Cent Jours — La deuxième Restauration — La Pairie de la Restauration et l'opinion.	
CHAPITRE PREMIER. — LA RÉVOLUTION DE JUILLET ET LA PAIRIE	29
La révision de la Charte — L'expulsion des Pairs de Charles X — La prestation de serment à la Chambre des Pairs — Application et conséquences de ces mesures — Le refus de serment et les droits héréditaires.	
CHAPITRE II. — TRANSFORMATION DE LA PAIRIE ..	45
La Pairie pendant les journées de Juillet — L'année 1831 — La suppression de l'hérédité — Le débat devant les Chambres — Le débat à la Chambre des Députés — Les partisans de l'hérédité — Les adversaires — Le débat à la Chambre des Pairs — Survivance de l'hérédité ; les droits acquis.	
CHAPITRE III. — LA PAIRIE NOUVELLE	71
Les systèmes proposés — Le choix royal ; les catégories — Suppression des émoluments — Insuffisance de ces réformes.	

CHAPITRE IV. — SURVIVANCE DES PRIVILÈGES DE LA PAIRIE D'ANCIEN RÉGIME	81
L'inviolabilité ; l'affaire de Praslin — Le privilège des Pairs et celui des Députés.	
CHAPITRE V. — L'ACTIVITÉ POLITIQUE DE LA PAIRIE	91
Manque d'influence de la Pairie — Physionomie des séances — Les exceptions.	
CHAPITRE VI. — LES PAIRS ET L'OPINION	105
La Pairie vue du Palais-Bourbon — La Pairie devant la bourgeoisie, la presse, la littérature — Le Roi et ses Pairs — La Pairie aux yeux des publicistes — Les adversaires de la Pairie ; la presse républicaine.	
CHAPITRE VII. — LE « PERSONNEL » DE LA PAIRIE.	125
Les catégories favorisées ; les généraux, les fonctionnaires, les députés — Quelques silhouettes — Victor Hugo, Pair de France.	
CHAPITRE VIII. — L'HISTOIRE ANECDOTIQUE. — LES SCANDALES. — LA FIN DE LA PAIRIE.	145
ANNEXE I — Liste alphabétique et biographique des Pairs de la Monarchie de Juillet	151
ANNEXE II — Liste chronologique des nominations de Louis-Philippe	171
ANNEXE III — Liste des Pairs existant au 1 ^{er} août 1830, titulaires directs de leur Pairie	175
ANNEXE IV — Liste des Pairs ayant siégé sous Louis-Philippe admis à titre héréditaire avant le 29 décembre 1831	176
ANNEXE V — Liste des Pairs admis à titre héréditaire après le 29 décembre 1831	176
ANNEXE VI — Descendants nommés Pairs sous Louis-Philippe	176
ANNEXE VII — Liste des Pairs qui n'ont pas satisfait à la loi du 30 août 1830	177
ANNEXE VIII — Liste des Pairs démissionnaires	177
ANNEXE IX — Liste des Pairs qui ne se sont pas présentés pour prendre séance	178
ANNEXE X — Liste des Pairs qui n'ont pas accepté leur nomination	178
ANNEXE XI — Liste des Ducs et Pairs ayant séance au Parlement à la date du 3 août 1789	178
ANNEXE XII — Loi du 29 décembre 1831, remplaçant l'article 23 de la Charte. (Liste des catégories)	179

